EMPIRE CHÉRIFIEN
Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^{ce} et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Trésoyer Général du Protectorat. Les paiements
 en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales } La ligne de 27 lettres
 réglementaires } **1 franc 50**
 et judiciaires }

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat,

SOMMAIRE

Pages

Maintien en mission temporaire du Commissaire résident général de la République française au Maroc

698

PARTIE OFFICIELLE

Décret du 30 mars 1926 prorogeant les délais de clôture de l'exercice 1925 du budget du Protectorat français au Maroc

528

Dahir du 30 mars 1926/15 ramadan 1344 portant dérogation exceptionnelle, pour l'exercice 1925, aux dispositions de l'article 2 du dahir du 9 juin 1917/18 chaabane 1335 sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien

699

Dahir du 2 mars 1926/17 chaabane 1344 étendant à de nouveaux territoires de l'Empire chérifien le dahir sur l'immatriculation des immeubles ainsi que les autres textes réglementant le nouveau régime foncier

699

Dahir du 14 avril 1926/1^{er} chaoual 1344 réorganisant l'Office du Protectorat à Paris

699

Dahir du 19 avril 1926/6 chaoual 1344 modifiant les dahirs du 15 janvier 1921/5 joumada I 1339, du 27 janvier 1920/6 joumada I 1338 et celui du 6 mars 1917/12 joumada I 1335 portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc

700

Arrêté viziriel du 29 mars 1926/14 ramadan 1344 portant déclassement d'une portion du domaine public sise le long de la piste côtière de Casablanca à Rabat

700

Arrêté viziriel du 30 mars 1926/15 ramadan 1344 autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition, par la municipalité de Mogador, de deux immeubles domaniaux sis dans cette ville

701

Arrêté viziriel du 2 avril 1926/18 ramadan 1344 portant modification de la circonscription territoriale du bureau d'état civil de Boujad

701

Arrêté viziriel du 2 avril 1926/18 ramadan 1344 portant nomination des membres du comité de communauté israélite de Kénitra

702

Arrêté viziriel du 12 avril 1926/28 ramadan 1344 modifiant le taux de l'indemnité de première mise de monture

702

Arrêté viziriel du 12 avril 1926/28 ramadan 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1926, le taux de l'indemnité mensuelle à allouer à certains fonctionnaires et agents du service des travaux publics, autorisés à utiliser pour les besoins du service, soit une voiture attelée, soit une monture

702

Arrêté viziriel du 14 avril 1926/1^{er} chaoual 1344 modifiant, à compter du 1^{er} janvier 1925, le cadre du personnel des régies municipales et fixant les nouveaux traitements de ce personnel

702

Arrêté viziriel du 14 avril 1926/1^{er} chaoual 1344 modifiant le statut du personnel des services actifs de la sécurité générale

704

Arrêté viziriel du 14 avril 1926/1^{er} chaoual 1344 fixant les nouveaux salaires des chaouchs des services administratifs centraux

706

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel d'interprétariat de la direction des affaires chérifiennes

706

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel administratif de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones

707

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones

708

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements des personnels du cadre général et du cadre spécial du service de la conservation de la propriété foncière

712

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation

714

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel du service pénitentiaire

716

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 portant statut du personnel de l'Office du Protectorat à Paris

717

Arrêté viziriel du 16 avril 1926/3 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de la direction de la santé et de l'hygiène publiques

718

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de la trésorerie générale

719

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service des domaines

720

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les traitements des oumana el amelak du service des domaines

722

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services extérieurs des impôts et contributions

722

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements des chaouchs et cavaliers du service des impôts et contributions

724

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements des inspecteurs principaux et des inspecteurs de comptabilité de la direction générale des finances

724

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service des perceptions

725

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de l'enregistrement et du timbre

726

Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel français des eaux et forêts	728
Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements globaux du personnel indigène des eaux et forêts	729
Arrêté viziriel du 17 avril 1926/4 chaoual 1344 allouant une indemnité spéciale de recrutement aux officiers des eaux et forêts	729
Arrêté viziriel du 19 avril 1926/6 chaoual 1344 fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service topographique chérifien.	730
Arrêté viziriel du 19 avril 1926/6 chaoual 1344 fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services techniques de la direction générale des travaux publics	731
Ordre du général de division commandant supérieur des troupes du Maroc portant interdiction, en zone française de l'Empire chérifien, de la brochure de M. Vaillant-Couturier intitulée « Un mois dans Moscou la Rouge »	734
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur le projet de délimitation du domaine public dans la cuvette de l'Ain Dissa et de l'oued El Hassar	734
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur le projet de délimitation du domaine public sur la rive gauche de l'oued Akreuch.	735
Arrêté du directeur général des travaux publics limitant la circulation sur la piste dite « Piste du kilomètre 18 de la route n° 8, au kilomètre 23 de la route n° 103 ».	735
Arrêté du directeur général des travaux publics modifiant l'arrêté du 1 ^{er} octobre 1921 fixant les conditions de l'examen professionnel pour l'emploi de sous-agent des travaux publics.	735
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'une enquête sur la constitution d'une association syndicale privilégiée, pour l'utilisation des eaux de l'Ain Karouba	737
Arrêté du contrôleur civil, chef de la région de la Chaouia autorisant la liquidation des biens appartenant à Carlos Waetjen, séquestrés par mesure de guerre.	737
Autorisations d'association	738
Autorisations de loterie	738
Nomination d'un membre du conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance	738
Promotions, nominations et démission dans divers services.	738
Reclassements effectués en suite de rappels militaires	739
Affectation dans le personnel des commandements territoriaux	739
Extrait du « Journal Officiel » de la République française du 31 mars 1926, page 3922. — Décret du 20 mars 1926 autorisant l'ouverture de travaux et de dépenses sur le budget des fonds d'emprunt 1920 du Gouvernement du Protectorat chérifien.	739

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de mise en recouvrement du rôle des patentes des villes de Mazagan, Taourirt et El Afoun pour l'année 1926	740
Avis de mise en recouvrement du rôle de la taxe urbaine des villes de Mazagan, Taourirt et El Afoun pour l'année 1926	740
Institut des hautes études marocaines. — Examens de langue arabe et de dialectes berbères.	741
Calendrier des concours de primes d'encouragement à l'élevage du bétail.	741
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 2612 à 2625 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 2026 ; Avis de clôtures de bornages n° 920, 1031, 2092, 2122, 2154, 2184, 2196, 2250, 2347, 2348 et 2350. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 8673 à 8711 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 2421, 4817 et 8167 ; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 2421, 4817 et 8053 ; Avis de clôtures de bornages n° 5257, 5709, 6523, 6842, 7119, 7174, 7432, 7470, 7518 et 7555. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 1480 à 1485 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 1010, 1033, 1050, 1099, 1277 et 1294. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 908 à 917 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 64 ; Avis de clôtures de bornages n° 657, 691, 693, 695 et 715. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 694 à 699 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 174, 175, 176, 451, 452, 453, 454 et 471.	742
Annonces et avis divers	763

**MAINTIEN, EN MISSION TEMPORAIRE,
DU COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE AU MAROC.**

Par décret en date du 1^{er} avril 1926, M. STEEG Théodore, sénateur, ancien ministre, a été maintenu en mission temporaire, conformément aux dispositions de l'article 9, paragraphe 2, de la loi organique du 30 novembre 1875, en qualité de Commissaire résident général de la République française au Maroc.

PARTIE OFFICIELLE

DÉCRET DU 30 MARS 1926
prorogeant les délais de clôture de l'exercice 1925 du budget du Protectorat français au Maroc.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères et du ministre des finances ;

Vu l'article 2, §§ 1^{er} et 2, du décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique du Protectorat français au Maroc, modifié par le décret du 29 décembre 1924 ;

Vu l'article 2, §§ 2 et 3, du dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, modifié par les dahirs des 20 décembre 1921 et 30 octobre 1923 ;

Vu les circonstances exceptionnelles qui empêchent la clôture de l'exercice 1925 du budget de l'Empire chérifien (liquidation, ordonnancement ou mandatement et paiement des dépenses de personnel) aux dates régulières des 31 mars et 30 avril 1926,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 3, du décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique du Protectorat français au Maroc et pour les dépenses résultant de la révision des traitements, salaires, soldes et indemnités, les délais de clôture des 31 mars et 30 avril sont respectivement reportés, pour l'exercice 1925, aux 30 juin et 31 juillet 1926.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel*, inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin Officiel* de l'Empire chérifien.

Fait à Paris, le 30 mars 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le président conseil,
ministre des affaires étrangères,*

ARISTIDE BRIAND.

*Le ministre des finances,
RAOUL PÉRET.*

DAHIR DU 30 MARS 1926 (15 ramadan 1344) portant dérogation exceptionnelle, pour l'exercice 1925, aux dispositions de l'article 2 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'article 2, paragraphes 2 et 3 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, modifié par les dahirs des 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340), 30 octobre 1923 (19 rebia I 1342), 23 février 1925 (29 rejeb 1343) et 6 mars 1926 (21 chaabane 1344) ;

Vu les circonstances exceptionnelles qui empêchent la clôture de l'exercice 1925 du budget de l'Empire chérifien (liquidation, ordonnancement ou mandatement et paiement des dépenses de personnel) aux dates régulières des 31 mars et 31 mai 1926,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 3, de Notre dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique et pour les dépenses résultant de la révision des traitements, salaires, soldes et indemnités, les délais de clôture des 31 mars et 31 mai sont respectivement reportés pour l'exercice 1925, aux 30 juin et 31 juillet 1926.

ART. 2. — Est abrogé Notre dahir du 6 mars 1926 (21 chaabane 1344) portant dérogation exceptionnelle pour l'année 1925, aux dispositions de l'article 2 de Notre dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) sur la comptabilité publique.

Fait à Rabat, le 15 ramadan 1344,
(30 mars 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1926.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 2 MARS 1926 (17 chaabane 1344) étendant à de nouveaux territoires de l'Empire chérifien le dahir sur l'immatriculation des immeubles ainsi que les autres textes réglementant le nouveau régime foncier.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir organique du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur l'immatriculation des immeubles et, notamment, son article 109, ainsi conçu : « Le présent dahir ne sera applicable que dans les parties de Notre Empire qui seront

indiquées ultérieurement », ainsi que tous les autres textes pris en conséquence pour réglementer le nouveau régime foncier ;

Vu le dahir du 5 juin 1915 (22 rejeb 1333) instituant une conservation de la propriété foncière à Casablanca et fixant le ressort de cette conservation, modifié et complété par les dahirs des 25 octobre 1919 (29 moharrem 1338), 21 août 1920 (6 hija 1338) et 20 mars 1923 (2 chaabane 1341) ;

Vu le dahir du 29 décembre 1920 (17 rebia II 1339) fixant les ressorts judiciaires de la zone française de l'Empire chérifien, complété par le dahir du 3 mars 1923 (14 rejeb 1341),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur l'immatriculation des immeubles, ainsi que tous les autres textes pris en conséquence pour réglementer le nouveau régime foncier sont étendus, dans le ressort de la conservation de Casablanca, au périmètre urbain du centre de Kasbah-Tadla, comprenant le centre urbain européen, le lotissement d'élevage, les places et jardins publics et les marchés du centre sur lesquels sont perçus les droits de la zone de sécurité, tel, au surplus, que ce périmètre est figuré par un liséré rouge au plan annexé au présent dahir.

Fait à Rabat, le 17 chaabane 1344,
(2 mars 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 14 AVRIL 1926 (1^{er} chaoual 1344) réorganisant l'Office du Protectorat à Paris.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'Office du Protectorat de la République française au Maroc, dont le siège est à Paris, constitue un service public dépendant directement de la Résidence générale.

ART. 2. — Les attributions de l'Office consistent à :

1° Centraliser et mettre à la disposition du public les renseignements de toute nature concernant l'agriculture, le commerce, l'industrie, le tourisme, les travaux publics et les conditions du travail dans l'Empire chérifien ;

2° Renseigner les colons français établis au Maroc et les indigènes sur les débouchés offerts aux produits marocains sur les marchés français et étrangers, et recueillir tant en France qu'à l'étranger toutes informations de nature à intéresser le développement économique de l'Empire chérifien ;

3° Faire connaître, par l'intermédiaire des chambres de commerce, des groupements professionnels et par la presse, les ressources économiques et touristiques du Maroc ;

4° Organiser la participation du Protectorat aux foires et expositions qui se tiennent en France et à l'étranger ;

5° Surveiller et assister, d'accord avec les services métropolitains compétents, les indigènes marocains résidant en France.

ART. 3. — Le statut et les traitements du personnel de l'Office seront fixés par un arrêté de Notre Grand Vizir.

ART. 4. — Sont et demeurent abrogés nos dahirs des 13 juin 1917 (22 chaabane 1335), 10 décembre 1917 (24 safar 1336), 26 août 1919 (29 kaada 1337), 17 janvier 1920 (25 rebia II 1338), 25 avril 1921 (16 chaabane 1339), 11 juin 1924 (7 kaada 1342) et 15 mai 1925 (21 chaoual 1343), relatifs à l'organisation de l'Office.

Fait à Rabat, le 1^{er} chaoual 1344,
(14 avril 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 19 AVRIL 1926 (6 chaoual 1344)

modifiant les dahirs du 15 janvier 1921 (5 jourmada I 1339) du 27 janvier 1920 (6 jourmada I 1338) et celui du 6 mars 1917 (12 jourmada I 1335) portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de Notre dahir du 6 mars 1917 (12 jourmada I 1335) portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc est modifié comme suit :

« Article 3. — Les agents intéressés supporteront :

« 1° Une retenue de 7,50 % sur le montant de leur traitement de base ainsi que sur la majoration marocaine, et, le cas échéant, sur l'indemnité complémentaire ou compensatrice du traitement. Il ne sera, toutefois, opéré aucune retenue sur la partie de ces émoluments cumulés supérieure à 30.000 francs.

« Sont exclues de la retenue de 7,50 %, les allocations ou indemnités autres que celles spécifiées ci-dessus, étant entendu, au surplus, que nul ne peut jouir de plus d'un traitement et qu'en sus de la rémunération fixe afférente à son grade ou à son emploi principal, un agent ne peut éventuellement recevoir que des allocations destinées, soit à le rétribuer d'une tâche supplémentaire, soit à lui tenir compte de titres particuliers, ou des indemnités pour le couvrir de frais ou d'une responsabilité spéciale ;

« 2° Une retenue du douzième de la solde annuelle dont ils jouiront à la date de promulgation du présent texte ou, pour ceux nommés après cette date, du premier douzième de leur solde de nomination. Le règlement prévu à l'article 21 précisera les conditions dans lesquelles sera opérée cette retenue ;

« 3° Une retenue du premier douzième de toute augmentation ultérieure dans la limite du traitement de 30.000 francs.

« Les retenues prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article seront calculées sur le traitement tel qu'il est défini au paragraphe premier.

« Les retenues visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 du présent article seront obligatoires pour tous les agents visés à l'article premier. »

ART. 2. — Les présentes dispositions porteront effet à compter du 1^{er} janvier 1925 et ne seront applicables qu'aux agents en fonctions à la date de la promulgation du présent dahir.

Fait à Rabat, le 6 chaoual 1344,
(19 avril 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 avril 1926.

Pour le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire général du Protectorat.
DUVERNOY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 29 MARS 1926

(14 ramadan 1344)

portant déclassement d'une portion du domaine public sise le long de la piste côtière de Casablanca à Rabat.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, modifié et complété par le dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338) et, notamment, l'article 5 ;

Vu le plan au 1/2000^e sur lequel figure une parcelle du domaine public de 3.100 mètres carrés, faisant partie de l'assiette de la piste côtière de Casablanca à Rabat ;

Considérant que, par suite de la rectification du tracé de la piste côtière de Casablanca à Rabat, cette parcelle ne présente plus d'intérêt public et peut, par suite, être déclassée pour être cédée ensuite par voie d'échange avec le propriétaire riverain ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — La parcelle du domaine public, d'une superficie de 3.100 mètres carrés, faisant partie de l'emprise de la piste côtière de Casablanca à Rabat, teinte en rose sur le plan au 1/2000^e joint au présent arrêté, est déclassée et fait retour au domaine privé de l'Etat en vue de sa cession, par voie d'échange, au propriétaire riverain.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 14 ramadan 1344,
(29 mars 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 MARS 1926
(15 ramadan 1344)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition, par la municipalité de Mogador, de deux immeubles domaniaux sis dans cette ville.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié et complété par les dahirs des 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) et du 26 juillet 1924 (23 hija 1342) ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (26 rebia 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu le dahir du 29 janvier 1926 (14 rejeb 1344) autorisant la vente à la municipalité de Mogador de deux immeubles domaniaux sis dans cette ville ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de la ville de Mogador, dans sa séance du 19 janvier 1925 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique l'acquisition, par la municipalité de Mogador, de deux immeubles domaniaux situés dans cette ville et dénommés « Parc du Génie » et « Infirmerie vétérinaire ».

Ces deux immeubles, teintés en rouge sur chacun des plans annexés au présent arrêté, ont respectivement une superficie :

1° De trois mille quatre cent quatre-vingt-treize mètres carrés environ (3.493 mq.), en ce qui concerne l'immeuble dénommé : « Parc du Génie » ;

2° De trois mille cent quatre-vingt-trois mètres carrés environ (3.183 mq.), en ce qui concerne l'immeuble dénommé : « Infirmerie vétérinaire ».

ART. 2. — L'acquisition de ces parcelles est autorisée moyennant le prix global de cinquante-quatre mille sept cent quarante-deux francs cinquante centimes (54.742 fr. 50), soit au prix de sept francs le mètre carré ;

a) Vingt-quatre mille quatre cent cinquante-six francs soixante centimes (24.456 fr. 60) pour l'immeuble dit « Parc du Génie » ;

b) Vingt-deux mille deux cent quatre-vingt-cinq francs quatre-vingt-dix centimes (22.285 fr. 90) pour l'immeuble dit « Infirmerie vétérinaire », plus la somme de huit mille francs, valeur des aménagements existant sur cet immeuble.

ART. 3. — Le chef des services municipaux de la ville de Mogador est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 15 ramadan 1344,
(30 mars 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 2 AVRIL 1926
(18 ramadan 1344)

portant modification de la circonscription territoriale du bureau d'état civil de Boujad.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 décembre 1922 (3 jourmada I 1341) portant création de bureaux d'état civil, modifié par l'arrêté viziriel du 9 mars 1925 (13 chaabane 1343) ;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 février 1926 (25 rejeb 1344) portant suppression, à compter du 1^{er} février 1926, du cercle de Boujad et création des annexes de Boujad et de Dar Ould Zidouh,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification aux dispositions de l'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 23 décembre 1922 (3 jourmada I 1341), modifié par l'arrêté du 9 mars 1925 (13 chaabane 1343), la circonscription territoriale du bureau d'état civil dont le siège est à Boujad est modifiée comme suit :

« Bureau d'état civil de Boujad : annexes de Boujad et de Dar Ould Zidouh ».

ART. 2. — Est investi des fonctions d'officier d'état civil au bureau de Boujad le chef de l'annexe de Boujad.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} février 1926.

*Fait à Rabat, le 18 ramadan 1344,
(2 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 2 AVRIL 1926

(18 ramadan 1344)

portant nomination des membres du comité de communauté israélite de Kénitra.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant réorganisation des comités de communauté israélites et, notamment, ses articles 2, 3 et 5 ;

Vu l'arrêté viziriel du 26 avril 1919 (25 rejeb 1337) portant création et organisation d'un comité de communauté israélite à Kénitra,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres du comité de communauté israélite de Kénitra les notables dont les noms suivent :

Chaloum Lévy Bensoussan ; Salomon Trojman ; David Aflalo ; Moïse Azoulay.

ART. 2. — Ces nominations sont faites pour une durée de deux ans et produiront effet à compter de la date de promulgation du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 18 ramadan 1344,
(2 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 AVRIL 1926

(28 ramadan 1344)

modifiant le taux de l'indemnité de première mise de monture.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 11 mai 1925 (17 chaoual 1343) sur le régime des indemnités de monture, et, notamment, les articles 4 et 5 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité de première mise de monture est porté de 1.200 à 2.000 francs.

ART. 2. — Le taux de l'indemnité de monture allouée en cas de perte consécutive à un accident survenu en service, est porté :

1° Pour les fonctionnaires et agents français, à 1.000 francs (moitié de l'indemnité de première mise) ;

2° Pour les agents indigènes, à 650 francs.

ART. 3. — Ces indemnités continueront à être allouées dans les conditions fixées par les articles 4 et 5 de l'arrêté viziriel du 11 mai 1925.

*Fait à Rabat, le 28 ramadan 1344
(12 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 avril 1926

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 AVRIL 1926

(28 ramadan 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1926, le taux de l'indemnité mensuelle à allouer à certains fonctionnaires et agents du service des travaux publics, autorisés à utiliser pour les besoins du service soit une voiture attelée, soit une monture.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 janvier 1919 (4 rebia II 1337), autorisant certains fonctionnaires et agents du service des travaux publics, à utiliser pour les besoins du service, soit une voiture attelée, soit une monture ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics et l'avis conforme du directeur général des finances et du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'indemnité mensuelle de voiture et de monture, prévue à l'article 3 de l'arrêté viziriel du 7 janvier 1919 (4 rebia II 1337) variera, à compter du 1^{er} janvier 1926, de 175 à 200 francs, le chiffre étant arrêté, dans chaque cas, par le directeur général des travaux publics.

*Fait à Rabat, le 28 ramadan 1344,
(12 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 AVRIL 1926(1^{er} chaoual 1344)

modifiant, à compter du 1^{er} janvier 1925, le cadre du personnel des régies municipales et fixant les nouveaux traitements de ce personnel.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 28 octobre 1920 (15 safar 1339) portant organisation du personnel des régies municipales (modifié par les arrêtés viziriels des 30 mai 1921 et 23 avril 1923),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté viziriel du 28 octobre 1920 (15 safar 1339) susvisé est modifié comme suit :

« Article premier. — Le cadre des régies municipales comprend : des contrôleurs principaux et des contrôleurs, des régisseurs principaux et des régisseurs, des vérificateurs principaux et des vérificateurs, des brigadiers et des sous-brigadiers.

« Ce personnel est rétribué sur les fonds des budgets municipaux, à l'exception des agents dont les services sont utilisés au service du contrôle des municipalités et des contrôleurs et contrôleurs principaux, qui sont rétribués sur les fonds du budget général (service du contrôle des municipalités). Toutefois, en ce qui concerne les contrôleurs principaux et contrôleurs, la disposition ci-dessus n'aura effet qu'à partir du 1^{er} janvier 1927. »

ART. 2. — L'échelle de traitements prévue au statut du personnel des régies municipales est modifiée conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

Contrôleurs principaux

1 ^{re} classe	17.000 fr.
2 ^e classe	16.000
3 ^e classe	15.000

Contrôleurs

1 ^{re} classe	14.000 fr.
2 ^e classe	13.000
3 ^e classe	12.000

Régisseurs principaux

1 ^{re} classe	13.500 fr.
2 ^e classe	12.500
3 ^e classe	11.800

Régisseurs

1 ^{re} classe	11.100 fr.
2 ^e classe	10.400
3 ^e classe	9.700
4 ^e classe	9.000
5 ^e classe	8.500

Vérificateurs principaux

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

Vérificateurs

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

Brigadiers

Hors classe	10.000 fr.
1 ^{re} classe	9.000
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000

Sous-brigadiers

Hors classe	8.000 fr.
1 ^{re} classe	7.500
2 ^e classe	7.000
3 ^e classe	6.500
Stagiaires	6.000

ART. 3. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale au 50 % du traitement.

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 4. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 5. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires des régies municipales, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 6. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 6. — A compter de la date d'application du présent arrêté, les contrôleurs et contrôleurs adjoints des régies municipales prennent rang, respectivement, dans les grades de contrôleur principal et contrôleur, avec la classe dont ils sont titulaires dans leur grade actuel, en y conservant l'ancienneté qu'ils y ont acquise.

Fait à Rabat, le 1^{er} chaoual 1344,
(14 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 AVRIL 1926

(1^{er} chaoual 1344)

modifiant le statut du personnel des services actifs de la sécurité générale.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} mars 1924 (24 rejeb 1342) portant organisation du service de la sécurité générale ;Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} mars 1924 (24 rejeb 1342) portant organisation du personnel des services actifs de la sécurité générale ;

Vu l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924 (18 joumada II 1342) portant réorganisation du service pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat portant rattachement de l'identification judiciaire au service de la sécurité générale,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements et modifications statutaires

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 5, 6, 9 et 13 de l'arrêté viziriel du 1^{er} mars 1924 (24 rejeb 1342) et l'article premier de l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924 (18 joumada II 1342) en ce qui concerne le personnel de l'identification judiciaire, sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

« Article 3. — Les traitements de base des commissaires de police et des chefs de service de l'identification judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Commissaires de police

Hors classe (4 ^e échelon)	21.000 fr.
Hors classe (3 ^e échelon)	19.000
Hors classe (2 ^e échelon)	17.500
Hors classe (1 ^{er} échelon)	16.000
1 ^{re} classe	14.500
2 ^e classe	13.000
3 ^e classe	11.500
4 ^e classe	10.000
Stagiaire	8.500

Chefs de service de l'identification judiciaire

Hors classe (3 ^e échelon)	22.000 fr.
Hors classe (2 ^e échelon)	20.000
Hors classe (1 ^{er} échelon)	18.500
1 ^{re} classe	17.500
2 ^e classe	16.500
3 ^e classe	15.500
4 ^e classe	14.500
5 ^e classe	13.500
6 ^e classe	12.500

« Article 5. — Le personnel du cadre principal du service de la sécurité générale est composé :

« 1^o D'inspecteurs principaux de la sûreté et de l'identification judiciaire, de secrétaires principaux et d'officiers de paix ;

« 2^o D'inspecteurs de la sûreté et de l'identification judiciaire, de secrétaires et de brigadiers-chefs.

« Article 6. — Les agents du cadre principal du service de la sécurité générale sont répartis en classes dont les traitements de base sont fixés ainsi qu'il suit :

Inspecteurs principaux, secrétaires principaux et officiers de paix

1 ^{re} classe	12.500 fr.
2 ^e classe	11.650
3 ^e classe	10.900

Inspecteurs et secrétaires

1 ^{re} classe	10.150 fr.
2 ^e classe	9.350
3 ^e classe	8.600
4 ^e classe	7.850
Stagiaire	7.100

Brigadiers-chefs

1 ^{re} classe	10.500 fr.
2 ^e classe	10.000
3 ^e classe	9.500

« Article 8. — Le personnel du cadre secondaire comprend des agents français et musulmans répartis comme suit :

a) AGENTS FRANÇAIS

« 1^o Sous-inspecteurs de la sûreté et de l'identification judiciaire, brigadiers des gardiens de la paix et secrétaires adjoints ;

« 2^o Agents de la sûreté, de l'identification judiciaire et gardiens de la paix.

b) AGENTS MUSULMANS

« 1^o Secrétaires-interprètes ;

« 2^o Sous-inspecteurs de la sûreté et brigadiers des gardiens de la paix ;

« 3^o Agents de la sûreté et gardiens de la paix.

« Article 9. — Les agents français du cadre secondaire sont répartis en classes dont les traitements de base sont fixés ainsi qu'il suit :

a) AGENTS FRANÇAIS

Sous-inspecteurs et brigadiers

Hors classe	9.500 fr.
1 ^{re} classe	9.000
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000

Secrétaires adjoints

Hors classe	9.500 fr.
1 ^{re} classe	9.000
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
Stagiaire	7.000

Agents de la sûreté, de l'identification judiciaire et gardiens de la paix

Hors classe (2° échelon)	9.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	8.500
1 ^{re} classe	8.000
2° classe	7.500
3° classe	7.000
Stagiaire	6.500

b) AGENTS MUSULMANS

« Article 13. — Les agents musulmans sont répartis en classes dont les traitements globaux sont fixés ainsi qu'il suit :

Secrétaires interprètes

Hors classe (2° échelon)	10.100 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	9.500
1 ^{re} classe	8.900
2° classe	8.300
3° classe	7.700
4° classe	7.100
Stagiaire	6.500

Sous-inspecteurs et brigadiers

Hors classe (2° échelon)	6.100 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	5.800
1 ^{re} classe	5.500
2° classe	5.200
3° classe	4.900

Agents de la sûreté et gardiens de la paix

Hors classe (2° échelon)	5.500 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	5.200
1 ^{re} classe	4.900
2° classe	4.600
3° classe	4.300
Stagiaire	4.000

TITRE DEUXIÈME*Dispositions générales*

ART. 2. — Aux traitements de base ci-dessus s'ajoute une majoration égale à 50 % du traitement accordée exclusivement aux fonctionnaires et agents incorporés dans les cadres français.

ART. 3. — En cas de perte pécuniaire résultant d'un changement de catégorie, il est alloué une indemnité compensatrice réduite à chaque avancement subséquent, les intéressés ayant la faculté de verser à la caisse de prévoyance sur leur ancien traitement.

TITRE TROISIÈME*Dispositions exceptionnelles et transitoires*

ART. 4. — Les émoluments nouveaux auront effet à partir du 1^{er} janvier 1925. Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 5. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille précitées, qui seraient

attribués présentement à des fonctionnaires des services actifs de la sécurité générale, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 6. — Le personnel des services actifs de la sécurité générale conserve l'ancienneté acquise dans les classes actuelles.

Les commissaires de police hors classe (1^{er} échelon) deviendront — — — (4° échelon).

Les commissaires de police hors classe (2° échelon) deviendront — — — (3° échelon).

Les commissaires de police hors classe (3° échelon) deviendront — — — (2° échelon).

Les commissaires de police de classe exceptionnelle deviendront — — — hors classe (1^{er} échelon).

Les sous-inspecteurs de la sûreté et les brigadiers des gardiens de la paix de classe exceptionnelle deviendront sous-inspecteurs de la sûreté et brigadiers des gardiens de la paix hors classe.

Les élèves-secrétaires prendront le titre de secrétaires adjoints et conserveront leurs classes actuelles ; les élèves-secrétaires de classe exceptionnelle deviendront secrétaires adjoints hors classe.

Les agents de la sûreté et les gardiens de la paix de classe exceptionnelle deviendront agents de la sûreté et gardiens de la paix hors classe (1^{er} échelon).

Les agents de la sûreté et les gardiens de la paix hors classe deviendront agents de la sûreté et gardiens de la paix hors classe (2° échelon).

Cadre musulman

Les secrétaires-interprètes de classe exceptionnelle deviendront secrétaires-interprètes hors classe (1^{er} échelon) et les secrétaires-interprètes hors classe deviendront secrétaires-interprètes hors classe (2° échelon).

Les sous-inspecteurs de la sûreté et les brigadiers des gardiens de la paix de classe exceptionnelle deviendront sous-inspecteurs de la sûreté et brigadiers des gardiens de la paix hors classe (1^{er} échelon).

Les sous-inspecteurs de la sûreté et les brigadiers des gardiens de la paix hors classe deviendront sous-inspecteurs de la sûreté et brigadiers des gardiens de la paix hors classe (2° échelon).

Les agents de la sûreté et les gardiens de la paix de classe exceptionnelle deviendront agents de la sûreté et gardiens de la paix hors classe.

ART. 7. — Le personnel de l'identification judiciaire sera incorporé, à compter du 1^{er} janvier 1926, dans les cadres des services actifs de la sécurité générale, ainsi qu'il suit :

Les chefs de stations et commis principaux de 1^{re} classe deviendront inspecteurs principaux de l'identification judiciaire de 1^{re} classe.

Les chefs de stations et commis principaux de 2° classe deviendront inspecteurs principaux de l'identification judiciaire de 2° classe.

Les chefs de stations et commis principaux de 3^e classe deviendront inspecteurs principaux de l'identification judiciaire de 3^e classe.

Les chefs de stations et commis principaux de 4^e classe deviendront inspecteurs de 1^{re} classe.

Les chefs de stations et commis principaux de 5^e classe deviendront inspecteurs de 2^e classe.

Les agents et opérateurs-photographes de 1^{re} classe deviendront agents de l'identification judiciaire hors classe 2^e échelon.

Les agents et opérateurs-photographes de 2^e classe deviendront agents de l'identification judiciaire hors classe 1^{er} échelon.

Les agents et opérateurs-photographes de 3^e classe deviendront agents de l'identification judiciaire de 1^{re} classe.

Les agents et opérateurs-photographes de 4^e classe deviendront agents de l'identification judiciaire de 2^e classe.

Les agents et opérateurs-photographes de 5^e classe deviendront agents de l'identification judiciaire de 3^e classe.

Les agents et opérateurs-photographes stagiaires deviendront agents de l'identification judiciaire stagiaires.

ART. 8. — Les agents et opérateurs-photographes de 1^{re} classe de l'identification judiciaire pourront être, exceptionnellement, reclassés sous-inspecteurs de 1^{re} classe, en conservant leur ancienneté.

ART. 9. — Pour l'année 1925, les agents de l'identification judiciaire percevront comme rappels de traitement ceux qui seront alloués au personnel des cadres principal et secondaire du service de la sécurité générale, compte tenu du reclassement indiqué à l'article 7 du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 1^{er} chaoual 1344,
(14 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 AVRIL 1926

(1^{er} chaoual 1344)

fixant les nouveaux salaires des chaouchs des services administratifs centraux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1915 (13 rebia I 1333), fixant les salaires des chaouchs de la Résidence générale, modifié par ceux des 12 janvier 1919 (2 rebia II 1337), 19 avril 1919 (18 rejeb 1337), 19 mars 1920 (27 joumada II 1338) et 20 janvier 1921 (10 joumada I 1339),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les salaires des chaouchs des services administratifs centraux sont fixés ainsi qu'il suit :

Chefs chaouchs

1 ^{re} classe	6.000 fr.
2 ^e classe	5.700
3 ^e classe	5.400

Chaouchs

1 ^{re} classe	5.100 fr.
2 ^e classe	4.850
3 ^e classe	4.600
4 ^e classe	4.350
5 ^e classe	4.100
6 ^e classe	3.850
7 ^e classe	3.600

ART. 2. — Ces nouveaux salaires seront accordés à compter du 1^{er} janvier 1925.

*Fait à Rabat, le 1^{er} chaoual 1344,
(14 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel d'interprétariat de la direction des affaires chérifiennes.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1921 (29 joumada II 1339) portant organisation du personnel de la direction des affaires chérifiennes,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues à l'arrêté viziriel précité pour le personnel d'interprétariat sont modifiées conformément aux dispositions ci-après :

§ 1^{er}. Les traitements globaux du cadre des interprètes civils sont remplacés par les traitements de base suivants :

Interprètes civils principaux

Hors classe (2 ^e échelon)	20.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	18.000
1 ^{re} classe	16.500
2 ^e classe	15.000
3 ^e classe	14.000

Interprètes civils

1 ^{re} classe	13.000 fr.
2 ^e classe	12.000
3 ^e classe	11.000
4 ^e classe	10.000
5 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500

§ 2. Les traitements globaux des commis d'interprétariat sont remplacés par les traitements globaux suivants :

1 ^{re} classe	11.000
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	9.500
4 ^e classe	8.900
5 ^e classe	8.300
6 ^e classe	7.700
7 ^e classe	7.100
8 ^e classe	6.500

ART. 2. — Aux traitements de base des interprètes civils et interprètes civils principaux fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires des cadres des interprètes civils et commis d'interprétariat, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — A titre exceptionnel et transitoire, les interprètes civils et interprètes civils principaux sujets ou protégés français en fonctions à la date de la publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié de leur traitement de base.

ART. 6. — Les interprètes civils de classe exceptionnelle 1^{er} échelon et 2^e échelon deviennent interprètes civils principaux hors classe 1^{er} et 2^e échelon ; les interprètes civils principaux de 1^{re}, 2^e et 3^e classe demeurent dans les mêmes classes.

Les interprètes civils de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe demeurent respectivement interprètes civils de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe ; les interprètes civils de 5^e et 6^e classe deviennent interprètes civils de 5^e classe.

L'ancienneté des agents dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision du directeur des affaires chérifiennes après avis de la commission d'avancement.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel administratif de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338), modifié par les arrêtés viziriels du 12 mars 1921 (1^{er} rejeb 1339) et 23 avril 1925 (29 ramadan 1343), portant statut du personnel administratif de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) ci-dessus visé sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

Sous-directeurs

1 ^{re} classe	27.000 fr.
2 ^e classe	25.000
3 ^e classe	23.000

Chefs de bureau

Hors classe	23.000 fr.
1 ^{re} classe	21.600
2 ^e classe	20.300
3 ^e classe	19.000

Inspecteurs principaux

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.600
3 ^e classe	17.300

Sous-chefs de bureau

Hors classe	18.600 fr.
1 ^{re} classe	17.400
2 ^e classe	16.200
3 ^e classe	15.000

Inspecteurs

1 ^{re} classe	16.000 fr.
2 ^e classe	13.000
3 ^e classe	12.000
4 ^e classe	11.000

Rédacteurs principaux

1 ^{re} classe	15.000 fr.
2 ^e classe	13.800
3 ^e classe	12.600

Rédacteurs

1 ^{re} classe	11.400 fr.
2 ^e classe	10.200
3 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500

Agents principaux de surveillance des services de distribution et de transport de dépêches

1 ^{re} classe	10.000 fr.
2 ^e classe	9.500
3 ^e classe	9.000
4 ^e classe	8.500
5 ^e classe	8.000
6 ^e classe	7.500
7 ^e classe	7.000

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIÈME*Dispositions exceptionnelles et transitoires*

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires des différentes catégories visées ci-dessus, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — Il est créé deux classes exceptionnelles d'inspecteur principal comportant des traitements de base de 21.500 et 23.000, lesquels correspondent aux anciens traitements globaux de 25.500 et 27.000 d'inspecteur principal.

ART. 6. — Les chefs et sous-chefs de bureau en fonctions dans les deux échelons actuels de la hors classe de leur grade sont incorporés dans la hors classe unique nouvelle.

Les rédacteurs principaux et rédacteurs en fonctions sont incorporés dans les classes nouvelles de leur grade selon les règles ci-après : les rédacteurs principaux de 1^{re} et de 2^e classes deviennent rédacteurs principaux de 1^{re} classe ; les rédacteurs principaux de 3^e classe et les rédacteurs de 1^{re} classe deviennent rédacteurs principaux de 2^e classe ; les rédacteurs de 2^e classe deviennent rédacteurs principaux de 3^e ; les rédacteurs de 3^e classe, rédacteurs de 1^{re} classe ; ceux de 4^e classe, rédacteurs de 2^e classe ; ceux de 5^e, rédacteurs de 3^e.

Les agents principaux de surveillance des services de distribution et de transport des dépêches de 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e classes, sont mis en possession du traitement qui correspond à ces mêmes classes dans les nouvelles échelles.

L'ancienneté des agents dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision de l'autorité compétente pour arrêter le tableau d'avancement, après avis de la commission d'avancement.

ART. 7. — Les fonctionnaires de l'Office qui reçoivent actuellement les suppléments de traitement accordés jusqu'ici dans la métropole aux agents supérieurs des diverses administrations, continueront à en bénéficier tant que ces suppléments n'auront pas été incorporés dans les traitements de base marocains et dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Vu la convention conclue avec le Gouvernement de la République française à la date du 1^{er} octobre 1913 :

Vu le dahir du 6 juillet 1920 (19 chaoual 1338) ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 janvier 1921 (17 jourmada 1339) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 août 1921 (23 hija 1339) ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1925 (29 ramadan 1343),

ARRÊTE :**TITRE PREMIER***Révision des traitements*§ 1^{er}. Cadre général

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues à l'article 7 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) ci-dessus visé, portant statut du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

A

CATÉGORIES	DÉSIGNATION DES CLASSES												
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e
Ingénieur ordinaire	21.000	20.000	18.600	17.300	16.000	15.000							
Sous-ingénieur	16.500	16.000	15.000	14.000	13.500	12.500	10.500						
Receveur de bureau composé	18.000	17.000	16.000	15.000	14.000	12.500							
Contrôleur principal (ex-chef de section).....	15.500	14.000	12.500										
Contrôleur (ex-sous-chef de section)	14.000	13.500	12.500	11.300	9.200								
Agent mécanicien principal (ex-chef mécanicien).....	14.000	13.500	12.500	11.300	10.200								
Receveur de bureau simple et chef de station radiotélégraphique ..	14.000	13.000	12.000	11.100	10.200	9.300	8.400	7.500	6.600				
Agent mécanicien (ex-mécanicien principal et agent mécanicien)...	12.500	11.300	10.700	10.100	9.500	8.900	8.500						
Commis principal	12.500	11.300	10.700	10.100									
Commis	9.500	8.900	8.300	7.700	7.100	6.500							
Dame surveillante principale	12.500	11.600	10.800	10.000	9.200								
Dame surveillante.....	10.500	9.700	9.200	8.700	8.200								
Dame employée.....	9.200	8.700	8.200	7.700	7.200	6.800	6.400	6.000					
Conducteur de travaux (ex-chef d'atelier).....	10.500	10.300	10.100	9.900	9.700	9.500	9.300	9.100	8.900	8.700	8.500	8.200	
Chef d'équipe et chef monteur	8.500	8.400	8.300	8.200	8.100	8.000	7.900	7.800	7.700	7.300			
Facteur-receveur	8.200	7.800	7.400	7.100	6.800	6.500	6.200						
Facteur-chef.....	8.200	7.800	7.500	7.200	6.900	6.700	6.500						
Facteur français.....	7.700	7.400	7.100	6.800	6.500	6.200	6.000	5.800	5.600				
Monteur et soudeur.....	8.000	7.900	7.800	7.700	7.600	7.500	7.400	7.300	7.100	6.900	6.800	6.700	6.500
Agent des lignes.....	7.300	7.100	6.900	6.800	6.700	6.600	6.500	6.400	6.300	6.200	6.100	6.000	

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

§ 2. *Cadre spécial*

ART. 3. — Les échelles de traitement prévues à l'ar-

ticle 7 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) ci-dessus visé sont modifiées, en ce qui concerne les catégories d'agents indigènes et de facteurs indigènes, conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements globaux suivants :

B

CATÉGORIES	DÉSIGNATION DES CLASSES								
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e
Agent indigène.....	10.800	10.200	9.600	9.000	8.400	7.800	7.200	6.600	6.000
Facteur indigène.....	6.600	6.300	6.000	5.700	5.400	5.100	4.800	4.500	4.200

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 4. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 5. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires des différentes catégories visées plus haut, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 6. — Les grades de chef de section, sous-chef de section, chef mécanicien, chef d'ateliers, ouvrier d'équipe, prévus aux articles 1^{er} et 7 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) sont supprimés et remplacés respectivement par ceux de : contrôleur principal, contrôleur,

agent mécanicien principal, conducteur de travaux, monteur et soudeur ou agent des lignes.

La régularisation des situations du personnel se fera d'après les tableaux de correspondance des traitements anciens et des traitements de base nouveaux annexés au présent arrêté.

Les agents conservent l'ancienneté qu'ils ont dans leur classe ancienne. Toutefois, si à une classe nouvelle correspondent plusieurs classes anciennes, l'ancienneté des agents dans la classe nouvelle sera fixée par décision du directeur de l'Office, après avis de la commission de classement.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

D.

CATÉGORIES	ANCIENS TRAITEMENTS																			
	11.400	10.800	10.200	9.600	9.200	9.000	8.800	8.700	8.400	8.200	8.000	7.800	7.600	7.200	6.800	6.700	6.600	6.400	6.000	
Conducteurs de travaux (ex-chef d'atelier).....	9.900	9.700	9.500	9.300	9.100	8.900	8.200	8.100	8.000	7.900	7.800	7.700	7.600	7.500	7.400	7.300	7.200	7.100	7.000	6.900
Chefs d'équipe et chefs monteurs.....				8.300	8.200	8.100	8.000	7.900	7.800	7.700	7.600	7.500	7.400	7.300	7.200	7.100	7.000	6.900	6.800	6.700
Facteurs-receveurs.....			8.200	8.100	8.000	7.900	7.800	7.700	7.600	7.500	7.400	7.300	7.200	7.100	7.000	6.900	6.800	6.700	6.600	6.500
Facteurs-chefs.....																				
Facteurs français.....																				
Monteurs et soudeurs.....																				
Agents des lignes (ex-ouvriers des lignes).....																				

E. -- PERSONNEL INDIGÈNE

CATÉGORIES	ANCIENS TRAITEMENTS															
	7.800	7.200	6.600	6.200	5.800	5.400	5.000	4.900	4.600	4.300	4.000	3.800	3.600	3.400	3.200	3.000
Agents indigènes.....	10.800	10.200	9.600	9.000	8.400	7.800	7.200	6.600	6.000	5.700	5.400	5.100	4.800	4.500	4.200	4.200
Facteurs indigènes.....																

Nouveaux traitements
gleanx

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements des personnels du cadre général et du cadre spécial du service de la conservation de la propriété foncière.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 29 septembre 1920 (15 moharrem 1339) portant organisation du personnel du service de la conservation de la propriété foncière, modifié par l'arrêté viziriel du 26 mai 1921 (18 ramadan 1339) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 janvier 1921 (18 jourmada I 1339) organisant le corps des interprètes du service de la conservation de la propriété foncière,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER*Révision des traitements*

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 29 septembre 1920 (15 moharrem 1339), déjà modifié par l'article premier de l'arrêté viziriel du 26 mai 1921 (18 ramadan 1339) et l'article 3 de l'arrêté viziriel du 28 janvier 1921 (18 jourmada I 1339), sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés, pour le cadre général, par les traitements de base suivants :

SECTION PREMIÈRE. — CADRE GÉNÉRAL

*Paragraphe I**Conservateurs et conservateurs adjoints*

Conservateur hors classe	27.000 fr.
Conservateur de 1 ^{re} classe	25.500
Conservateur de 2 ^e classe	24.500
Conservateur de 3 ^e classe	23.500
Conservateur adjoint principal	24.300
Conservateur adjoint de 1 ^{re} classe	23.300
Conservateur adjoint de 2 ^e classe	22.300
Conservateur adjoint de 3 ^e classe	21.300

*Paragraphe II**Personnel administratif**Chefs de bureau*

1 ^{re} classe	21.600 fr.
2 ^e classe	20.300
3 ^e classe	19.000

Sous-chefs de bureau

Hors classe	18.600 fr.
1 ^{re} classe	17.400
2 ^e classe	16.200
3 ^e classe	15.000

Rédacteurs principaux

1 ^{re} classe	15.000 fr.
2 ^e classe	13.800
3 ^e classe	12.600

Rédacteurs

1 ^{re} classe	11.400 fr.
2 ^e classe	10.200
3 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500

Commis principaux

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

Commis

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

Dames dactylographes

1 ^{re} classe	9.200 fr.
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
5 ^e classe	7.000
6 ^e classe	6.500
7 ^e classe	6.000

*Paragraphe III**Interprètes fonciers**Interprètes fonciers principaux*

Hors classe (2 ^e échelon)	20.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	18.000
1 ^{re} classe	16.500
2 ^e classe	15.000
3 ^e classe	14.000

Interprètes fonciers

1 ^{re} classe	13.000 fr.
2 ^e classe	12.000
3 ^e classe	11.000
4 ^e classe	10.000
5 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500

Aux traitements de base ci-dessus prévus pour les agents du cadre général s'ajoute, pour ceux d'entre eux qui sont citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

SECTION DEUXIÈME. — CADRE SPÉCIAL

(Traitements globaux)

SECRETAIRES-INTERPRÈTES. — DESSINATEURS-INTERPRÈTES

FQIHS

Secrétaires, dessinateurs et fqihis principaux

1 ^{re} classe	12.000 fr.
2 ^e classe	11.300
3 ^e classe	10.700

Secrétaires, dessinateurs, fqih

1 ^{re} classe	10.100 fr.
2 ^e classe	9.500
3 ^e classe	8.900
4 ^e classe	8.300
5 ^e classe	7.700
6 ^e classe	7.100
Stagiaires	6.500

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 2. — Les émoluments nouveaux auront effet à partir du 1^{er} janvier 1925. Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 3. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions dans le cadre général à la date de la publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1331), sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille précitées, qui seraient attribués présentement à des fonctionnaires du service de la conservation de la propriété foncière, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté, si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — Les conservateurs sont maintenus dans la classe qu'ils occupent.

ART. 6. — Les conservateurs adjoints de 1^{re} et de 2^e classes deviennent conservateurs adjoints de 1^{re} classe ; ceux de 3^e classe deviennent conservateurs adjoints de 2^e classe ; ceux de 4^e classe deviennent conservateurs adjoints de 3^e classe.

ART. 7. — Les chefs et sous-chefs de bureau du service central en fonctions dans les deux échelons hors classe actuels de leur grade, sont incorporés dans la 1^{re} classe pour les chefs de bureau, et dans la hors classe unique nouvelle pour les sous-chefs de bureau.

ART. 8. — Les chefs et sous-chefs de bureau de conservation en fonctions sont incorporés dans les classes nouvelles de leur grade respectif dans les conditions ci-après :

Les chefs de bureau hors classe (2^e échelon) deviennent chefs de bureau de 1^{re} classe ;

Les chefs de bureau hors classe (1^{er} échelon) deviennent chefs de bureau de 2^e classe ;

Les chefs de bureau de 1^{re} classe deviennent chefs de bureau de 3^e classe ;

Les chefs de bureau de 2^e classe deviennent sous-chefs de bureau hors classe ;

Les chefs de bureau de 3^e classe deviennent sous-chefs de bureau de 1^{re} classe ;

Les sous-chefs de bureau hors classe (2^e échelon) deviennent sous-chefs de bureau de 1^{re} classe ;

Les sous-chefs de bureau hors classe (1^{er} échelon) deviennent sous-chefs de bureau de 2^e classe ;

Les sous-chefs de bureau de 1^{re}, 2^e et 3^e classes deviennent sous-chefs de bureau de 3^e classe.

ART. 9. — Les rédacteurs principaux et rédacteurs du service central ou des conservations en fonctions sont incorporés dans les classes nouvelles de leur grade selon les règles ci-après :

Les rédacteurs principaux de 1^{re} et de 2^e classes deviennent rédacteurs principaux de 1^{re} classe ;

Les rédacteurs principaux de 3^e classe et les rédacteurs de 1^{re} classe deviennent rédacteurs principaux de 2^e classe ;

Les rédacteurs de 2^e classe deviennent rédacteurs principaux de 3^e classe ;

Les rédacteurs de 3^e classe deviennent rédacteurs de 1^{re} classe ;

Les rédacteurs de 4^e classe deviennent rédacteurs de 2^e classe ;

Les rédacteurs de 5^e classe deviennent rédacteurs de 3^e classe ;

ART. 10. — Les interprètes principaux en fonctions conservent la classe qu'ils occupent.

Les interprètes en fonctions sont incorporés dans les nouvelles classes de leur grade dans les conditions ci-après :

Les interprètes de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes sont maintenus dans la classe qu'ils occupent.

Ceux de 5^e et de 6^e classes deviennent interprètes de 5^e classe.

ART. 11. — Les fqih actuellement en fonctions sont incorporés dans les classes nouvelles de leur grade selon les règles ci-après :

Les fqih de 1^{re} classe deviennent fqih de 2^e classe ;

Les fqih de 2^e classe deviennent fqih de 3^e classe ;

Les fqih de 3^e classe deviennent fqih de 4^e classe ;

Les fqih de 4^e classe deviennent fqih de 5^e classe ;

Les fqih de 5^e classe deviennent fqih de 6^e classe.

Pour l'année 1925 ces agents percevront comme rappels de traitement ceux qui seront alloués aux secrétaires-interprètes et dessinateurs-interprètes des classes correspondantes.

ART. 12. — L'ancienneté des agents du personnel administratif et du personnel des interprètes fonciers dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière, approuvée par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis de la commission de classement prévue par l'article 24 de l'arrêté viziriel du 29 septembre 1920 (15 moharrem 1339) pour les agents du personnel administratif, et par l'article 12 de l'arrêté viziriel du 28 janvier 1921 (18 joumada I 1339), pour le personnel des interprètes fonciers.

ART. 13. — Les fonctionnaires du cadre général qui reçoivent actuellement les suppléments de traitement accordés jusqu'à ce jour dans la métropole aux agents supérieurs

des diverses administrations, continueront à en bénéficier tant que ces suppléments n'auront pas été incorporés dans le traitements de base marocains et dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

Fait à Rabat, le 3 chaouâl 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaouâl 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les traitements de base du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (article 4 de l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920) sont fixés ainsi qu'il suit :

Inspecteurs principaux de l'agriculture

Vétérinaires-inspecteurs principaux de l'élevage

Ingénieurs en chef des améliorations agricoles

Chimistes en chef

Hors classe	24.000 fr.
1 ^{re} classe	22.500
2 ^e classe	21.500

Inspecteurs de l'agriculture

Vétérinaires-inspecteurs de l'élevage

Ingénieurs des améliorations agricoles

Chimistes principaux

1 ^{re} classe	20.500 fr.
2 ^e classe	19.500
3 ^e classe	18.250
4 ^e classe	17.000

Inspecteurs adjoints de l'agriculture

Vétérinaires-inspecteurs adjoints de l'élevage

Ingénieurs adjoints des améliorations agricoles

Chimistes

Hors classe	16.500 fr.
1 ^{re} classe	15.400
2 ^e classe	14.300
3 ^e classe	13.200
4 ^e classe	12.100
5 ^e classe	11.000
Stagiaires	8.500

Chefs de pratique agricole — Préparateurs

Hors classe (2 ^e échelon)	12.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	11.000
1 ^{re} classe	10.000
2 ^e classe	9.250
3 ^e classe	8.500
4 ^e classe	7.750
Stagiaires	7.000

Conducteurs des améliorations agricoles

Conducteurs principaux

1 ^{re} classe	15.500 fr.
2 ^e classe	14.250
3 ^e classe	13.000
4 ^e classe	12.000

Conducteurs

1 ^{re} classe	11.000 fr.
2 ^e classe	10.000
3 ^e classe	9.000
4 ^e classe	8.000

Vérificateurs des poids et mesures

Vérificateurs principaux

1 ^{re} classe	14.000 fr.
2 ^e classe	13.100
3 ^e classe	12.200

Vérificateurs

1 ^{re} classe	11.400 fr.
2 ^e classe	10.600
3 ^e classe	9.800
4 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500

Aux traitements de base ci-dessus s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIEME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 2. — Les émoluments nouveaux auront effet à partir du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 3. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement à des fonctionnaires de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 4. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de la publi-

cation du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 jourmada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 5. — Les inspecteurs principaux de l'agriculture, les ingénieurs en chef des améliorations agricoles, les vétérinaires-inspecteurs principaux de l'élevage, les chimistes en chef, sont répartis dans les nouvelles classes conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE HIÉRARCHIE	NOUVELLE HIÉRARCHIE
1 ^{re} classe	Hors classe.
2 ^e classe	1 ^{re} classe.
3 ^e classe	2 ^e classe.

ART. 6. — Les inspecteurs de l'agriculture, les ingénieurs des améliorations agricoles, les vétérinaires-inspecteurs de l'élevage, les chimistes principaux, les inspecteurs adjoints de l'agriculture, les ingénieurs adjoints des améliorations agricoles, les vétérinaires-inspecteurs adjoints de l'élevage, les chimistes conservent leur classe actuelle.

ART. 7. — Les agents de culture et les agents d'élevage prennent le nom de chefs de pratique agricole.

Les chimistes adjoints prennent le nom de préparateurs.

Ils sont répartis dans les nouvelles classes conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE HIÉRARCHIE	NOUVELLE HIÉRARCHIE
Agents de culture et d'élevage	Chefs de pratique agricole.
Chimistes adjoints	Préparateurs.
Préparateurs de laboratoire, de chimie et de bactériologie	
Hors classe (1 ^{er} échelon) ..	Hors classe (2 ^e échelon).
Hors classe (2 ^e échelon) ..	Hors classe (1 ^{er} échelon).
Hors classe (3 ^e échelon) ..	1 ^{re} classe.
Hors classe (4 ^e échelon) ..	
1 ^{re} classe	2 ^e classe.
2 ^e classe	
3 ^e classe	3 ^e classe.
4 ^e classe	
5 ^e classe	4 ^e classe.
6 ^e classe	
Stagiaires	Stagiaires.

ART. 8. — Les conducteurs des améliorations agricoles sont répartis dans les nouvelles classes, conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE HIÉRARCHIE	NOUVELLE HIÉRARCHIE
Hors classe (1 ^{er} échelon) ..	Principal de 1 ^{re} classe.
Hors classe (2 ^e échelon) ..	Principal de 2 ^e classe.
Hors classe (3 ^e échelon) ..	Principal de 3 ^e classe.
Hors classe (4 ^e échelon) ..	Principal de 4 ^e classe.
1 ^{re} classe	1 ^{re} classe.
2 ^e classe	
3 ^e classe	2 ^e classe.
4 ^e classe	3 ^e classe.
5 ^e classe	4 ^e classe.
6 ^e classe	
Stagiaires	

ART. 9. — Les vérificateurs principaux et vérificateurs des poids et mesures sont incorporés dans les nouvelles classes conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE HIÉRARCHIE	NOUVELLE HIÉRARCHIE
Vérificateurs principaux	Vérificateurs principaux
2 ^e classe	1 ^{re} classe.
3 ^e classe	2 ^e classe.
4 ^e classe	3 ^e classe.
Vérificateurs hors classe	
1 ^{er} échelon	Vérificateurs de 1 ^{re} classe.
2 ^e échelon	
Vérificateurs de 1 ^{re} classe .	— de 2 ^e classe.
— de 2 ^e classe .	
Vérificateurs de 3 ^e classe .	— de 3 ^e classe.
— de 4 ^e classe .	
Vérificateurs de 5 ^e classe .	— de 4 ^e classe.
— de 6 ^e classe .	
Vérificateurs stagiaires ..	— stagiaires.

ART. 10. — Il est créé deux classes exceptionnelles de vérificateurs principaux, dont les traitements de base sont les suivants :

1^{er} échelon : 15.000 ; 2^e échelon : 16.000.

Les vérificateurs principaux de 1^{re} classe actuellement en fonctions sont nommés vérificateurs principaux de classe exceptionnelle (1^{er} échelon).

Les vérificateurs principaux hors classe actuellement en fonctions sont nommés vérificateurs principaux de classe exceptionnelle (2^e échelon).

ART. 11. — L'ancienneté des agents dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, prise sur l'avis de la commission d'avancement.

ART. 12. — Les indemnités exceptionnelles et temporaires accordées en France aux agents supérieurs, qui se-

raient allouées à des fonctionnaires du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel du service pénitentiaire.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924 (18 jourmada II 1342) portant organisation du service pénitentiaire,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues par l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924 (18 jourmada II 1342) susvisé pour le personnel du cadre français du service pénitentiaire sont modifiées ainsi qu'il suit, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

PERSONNEL D'ADMINISTRATION

a) Inspecteurs des établissements pénitentiaires

Hors classe	20.000 fr.
1 ^{re} classe	18.500
2 ^e classe	17.000
3 ^e classe	15.500
4 ^e classe	14.000
5 ^e classe	12.500

b) Directeurs d'établissement

Hors classe	17.000 fr.
1 ^{re} classe	15.500
2 ^e classe	14.500
3 ^e classe	13.500
4 ^e classe	12.500

c) Economes

Principaux	13.000 fr.
1 ^{re} classe	12.000
2 ^e classe	11.000
3 ^e classe	10.000
4 ^e classe	9.000
5 ^e classe	8.500

d) Commis principaux

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

e) Commis

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

f) Dames employées

1 ^{re} classe	9.200 fr.
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
5 ^e classe	7.000
6 ^e classe	6.500
7 ^e classe	6.000

PERSONNEL DE SURVEILLANCE

a) Surveillants-chefs principaux d'établissements ou de cultures

1 ^{re} classe	10.000 fr.
2 ^e classe	9.600

b) Surveillants-chefs d'établissements ou de cultures

1 ^{re} classe	9.200 fr.
2 ^e classe	8.850
3 ^e classe	8.500

c) Premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers

1 ^{re} classe	8.500 fr.
2 ^e classe	8.100
3 ^e classe	7.700

d) Surveillants ordinaires

1 ^{re} classe	7.700 fr.
2 ^e classe	7.200
3 ^e classe	6.800
4 ^e classe	6.400
5 ^e classe	6.000
Stagiaires	5.600

e) Surveillantes principales

1 ^{re} classe	6.100 fr.
2 ^e classe	5.800
3 ^e classe	5.500

f) Surveillantes ordinaires

Hors classe	5.200 fr.
1 ^{re} classe	4.900
2 ^e classe	4.600
3 ^e classe	4.300
Stagiaires	4.000

Aux traitements de base ci-dessus s'ajoute une majoration égale à 50 % du traitement.

ART. 2. — Les traitements globaux des agents du cadre spécial indigène sont fixés comme suit :

a) *Gardiens-interprètes et chefs gardiens*

1 ^{re} classe	7.800 fr.
2 ^e classe	7.200
3 ^e classe	6.600
4 ^e classe	6.000

b) *Gardiens ordinaires*

1 ^{re} classe	4.900 fr.
2 ^e classe	4.600
3 ^e classe	4.300
4 ^e classe	4.000

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement à des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, seront supprimés à l'expiration du délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — L'emploi d'inspecteur principal est supprimé.

Les inspecteurs hors classe deviennent inspecteurs de 1^{re} classe ;

Les inspecteurs de classe exceptionnelle deviennent inspecteurs de 2^e classe ;

Les inspecteurs de 1^{re} et 2^e classe deviennent inspecteurs de 3^e classe ;

Les inspecteurs de 3^e classe et les inspecteurs adjoints de 1^{re} classe deviennent inspecteurs de 4^e classe ;

Les inspecteurs adjoints de 2^e et de 3^e classe deviennent inspecteurs de 5^e classe.

Les surveillants-chefs principaux de 2^e et de 3^e classe deviennent surveillants-chefs principaux de 2^e classe ;

Les surveillants-chefs de 2^e et de 3^e classe deviennent surveillants-chefs de 2^e classe ;

Les surveillants-chefs de 4^e et de 5^e classe deviennent surveillants-chefs de 3^e classe ;

Les premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers principaux deviennent premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers de 1^{re} classe ;

Les premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers de 1^{re} et de 2^e classe deviennent premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers de 2^e classe ;

Les premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers de 3^e et de 4^e classe deviennent premiers surveillants et surveillants-commis-greffiers de 3^e classe.

ART. 6. — L'ancienneté des agents dans leurs nouvelles classes sera fixée, s'il y a lieu, par décision du secrétaire général du Protectorat, après avis de la commission d'avancement.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

portant statut du personnel de l'Office du Protectorat à Paris.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 avril 1926 (1^{er} chaoual 1344) réorganisant l'Office du Protectorat à Paris et, notamment, son article 3,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Attributions

ARTICLE PREMIER. — Le directeur de l'Office a délégation du Commissaire résident général pour traiter en son nom les affaires rentrant dans le cadre des attributions de l'Office.

Il correspond directement en ce qui concerne ces matières avec les différents services publics du Maroc, avec les administrations métropolitaines, les représentants de la France à l'étranger, les chambres de commerce, les conseillers du commerce extérieur, les associations professionnelles, les établissements scientifiques, etc... Il peut engager et poursuivre, tant en France et aux colonies qu'à l'étranger, toutes enquêtes sur les questions rentrant dans les attributions de l'Office.

Le directeur adjoint supplée le directeur dans l'exercice de ses fonctions ; il le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

TITRE DEUXIÈME

Statut du personnel

ART. 2. — Le cadre de l'Office comprend :
Un personnel titulaire et un personnel auxiliaire.

SECTION PREMIÈRE. — *Personnel titulaire*

ART. 3. — Le personnel titulaire comprend :
1° Un directeur ;
2° Un directeur adjoint ;

3° Des sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux, rédacteurs ;

4° Des interprètes ;

5° Des commis principaux et commis.

Le personnel titulaire est détaché des cadres de l'administration chérifienne.

ART. 4. — Le nombre des agents titulaires est fixé par arrêté du secrétaire général du Protectorat, approuvé par le délégué à la Résidence générale, après visa du directeur général des finances.

Il ne peut être créé de nouvel emploi que dans la limite des crédits inscrits au budget et dans les formes indiquées à l'alinéa qui précède.

ART. 5. — Les traitements du personnel titulaire ne comportent pas de majoration.

ART. 6. — Le secrétaire général du Protectorat détache à l'Office les agents titulaires, sur la proposition du directeur de l'Office.

Il propose au Commissaire résident général la nomination du directeur.

ART. 7. — Les avancements de grade et de classe sont accordés par le secrétaire général aux fonctionnaires de l'Office qui ont été inscrits, sur la proposition du directeur, au tableau d'avancement dressé pour le personnel administratif et le personnel des interprètes du secrétariat général au mois de décembre de chaque année pour l'année suivante.

Les conditions d'avancement sont celles qui s'appliquent aux fonctionnaires du personnel administratif et du personnel des interprètes du secrétariat général.

ART. 8. — Les dispositions relatives à la discipline et au licenciement des fonctionnaires du secrétariat général du Protectorat sont applicables, d'une manière générale, aux fonctionnaires de l'Office.

Les peines disciplinaires sont toutes prononcées par le secrétaire général du Protectorat.

ART. 9. — Le directeur et le directeur adjoint de l'Office reçoivent une indemnité de représentation fixée par arrêté résidentiel.

Le directeur de l'Office reçoit l'indemnité journalière de déplacement des directeurs chérifiens ; le directeur adjoint, celle des sous-directeurs. Les autres fonctionnaires de l'Office reçoivent l'indemnité qui est allouée au Maroc aux agents de leur grade.

Les fonctionnaires de l'Office reçoivent l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires métropolitains en service à Paris ; ils bénéficient d'autre part, le cas échéant, de l'indemnité pour charges de famille servie dans la Métropole.

SECTION 2. — Personnel auxiliaire

ART. 10. — Le personnel auxiliaire comprend :

1° Des commis, des sténo-dactylographes et des dactylographes ;

2° Des garçons de bureau.

ART. 11. — Les agents auxiliaires sont nommés par le directeur de l'Office.

ART. 12. — Ils sont rétribués à la journée ou au mois dans la limite des crédits et selon les minimum et maximum ci-après :

Commis (hommes et femmes) : de 8.500 à 12.500 fr.
Sténo-dactylographes : de 8.500 à 12.500
Dactylographes : de 7.000 à 10.000
Garçons de bureau : de 7.000 à 10.000

ART. 13. — Les agents auxiliaires reçoivent, le cas échéant, une indemnité pour charges de famille dans les conditions et selon les taux en vigueur dans la Métropole.

TITRE TROISIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 14. — Les fonctionnaires de l'Office auront droit, à compter du 1^{er} janvier 1925, aux nouveaux traitements accordés aux fonctionnaires chérifiens.

ART. 15. — Les fonctionnaires de l'Office seront incorporés dans les cadres de l'administration chérifienne dans les conditions qui seront ultérieurement fixées par arrêté du secrétaire général.

ART. 16. — A titre exceptionnel et transitoire et pendant une période de six mois à compter du présent arrêté, les commis auxiliaires en fonctions à l'Office depuis cinq ans au moins pourront être titularisés comme fonctionnaires, compte tenu de la durée de leurs services.

ART. 17. — Les fonctionnaires de l'Office qui reçoivent actuellement les suppléments de traitement accordés jusqu'ici dans la Métropole aux agents supérieurs des diverses administrations, continueront à en bénéficier tant que ces suppléments n'auront pas été incorporés dans les traitements de base des agents de l'administration chérifienne et dans les conditions qui seront fixées par le secrétaire général du Protectorat.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 AVRIL 1926

(3 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de la direction de la santé et de l'hygiène publiques.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 15 mars 1926 (1^{er} ramadan 1344) érigé en direction le service de la santé et de l'hygiène publiques ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) portant organisation du personnel de la santé et de l'hygiène publiques,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement actuellement applicables au personnel technique du cadre général de la direction de la santé et de l'hygiène publiques sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

Médecins

Hors classe (2° échelon)	20.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	19.000
1 ^{re} classe	18.000
2° classe	17.000
3° classe	16.000
4° classe	15.000
5° classe	14.000

Agents sanitaires maritimes

Hors classe (2° échelon)	13.500 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	12.500
1 ^{re} classe	11.500
2° classe	10.500
3° classe	9.500
4° classe	9.000
5° classe	8.500

Infirmiers spécialistes

Hors classe (2° échelon)	13.500 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	12.500
1 ^{re} classe	11.500
2° classe	10.500
3° classe	9.500
4° classe	9.000
5° classe	8.500

Infirmiers du cadre ordinaire

Hors classe	9.000 fr.
1 ^{re} classe	8.500
2° classe	8.000
3° classe	7.500
4° classe	7.000
5° classe	6.500
Stagiaires	6.000

Aux traitements de base ci-dessus s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

ART. 2. — Les traitements globaux des agents du cadre spécial indigène de la direction de la santé et de l'hygiène publiques sont remplacés par les traitements globaux ci-après :

Maîtres-infirmiers

1 ^{re} classe	6.500 fr.
2° classe	6.000
3° classe	5.500

Infirmiers

1 ^{re} classe	5.100 fr.
2° classe	4.700
3° classe	4.300
Stagiaires	3.900

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires du personnel technique de la santé, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de la publication du présent arrêté dans le cadre général de la direction, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 jourmada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de la trésorerie générale.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 21 juin 1920 (4 chaoual 1338) portant statut du personnel de la trésorerie générale, modifié par l'arrêté viziriel du 21 février 1921 (12 jourmada II 1339).

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues au statut du personnel de la trésorerie générale ci-dessus visé sont modifiées conformément aux dispositions ci-après.

les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

Receveurs particuliers du Trésor

Hors classe	24.000 fr.
1 ^{re} classe	22.000
2 ^e classe	20.500
3 ^e classe	19.000
4 ^e classe	17.500
5 ^e classe	16.250
6 ^e classe	15.000

Receveurs adjoints du Trésor

Hors classe	17.500 fr.
1 ^{re} classe	16.500
2 ^e classe	15.500
3 ^e classe	14.500
4 ^e classe	13.500
5 ^e classe	12.500
6 ^e classe	11.500
7 ^e classe	10.750
8 ^e classe	10.000

Commis principaux de trésorerie

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

Commis de trésorerie

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent, s'ajoute pour les agents citoyens français une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires du personnel de la trésorerie générale seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de la publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 jourmada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 6. — Les fonctionnaires qui font actuellement partie du personnel de la trésorerie générale organisé par l'arrêté viziriel du 21 juin 1920 (4 chaoual 1338), modifié par celui du 21 février 1921 (12 jourmada II 1339) sont incorporés dans le cadre qui fait l'objet du présent arrêté, avec leur grade et dans leur classe, sauf en ce qui concerne les receveurs particuliers de 7^e classe (ancien statut) qui deviennent receveurs particuliers de 6^e classe (nouveau statut).

ART. 7. — Les indemnités exceptionnelles et temporaires allouées en France aux agents supérieurs, qui seraient attribuées à des fonctionnaires de la trésorerie générale, sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,

(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service des domaines.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 jourmada II 1339) portant organisation du personnel du service des domaines ;

Vu la décision du directeur général des finances en date du 10 février 1921 fixant l'échelle des traitements des fqïhs et mokhazenis du service des domaines,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues par l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 jourmada II 1339) pour le personnel technique du service des domaines sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

A. — CADRE GÉNÉRAL

Inspecteurs

Hors classe	20.000 fr.
1 ^{re} classe	18.500
2 ^e classe	17.000
3 ^e classe	15.500

Contrôleurs principaux

Hors classe (2 ^e échelon)	18.000 fr.
Hors classe (1 ^{re} échelon)	16.600
1 ^{re} classe	15.400
2 ^e classe	14.200
3 ^e classe	13.000

Contrôleurs

1 ^{re} classe	12.000 fr.
2 ^e classe	11.000
3 ^e classe	10.000
4 ^e classe	9.000
Stagiaires	7.500

Commis surveillants principaux

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

Commis surveillants

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.500

Commis principaux

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

Commis

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

Dames dactylographes

1 ^{re} classe	9.200 fr.
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
5 ^e classe	7.000
6 ^e classe	6.500
7 ^e classe	6.000

Interprètes principaux

Hors classe (2 ^e échelon)	20.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	18.000
1 ^{re} classe	16.500
2 ^e classe	15.000
3 ^e classe	14.000

Interprètes

1 ^{re} classe	13.000 fr.
2 ^e classe	12.000
3 ^e classe	11.000
4 ^e classe	10.000
5 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute pour les agents citoyens français une majoration égale à 50 % du traitement. Les dits traitements sont exclusifs de toute gratification.

B. — CADRE SPÉCIAL

ART. 3. — Les traitements globaux des commis d'interprétariat et des fqihis sont remplacés par les suivants :

Commis d'interprétariat

1 ^{re} classe	11.000 fr.
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	9.500
4 ^e classe	8.900
5 ^e classe	8.300
6 ^e classe	7.700
7 ^e classe	7.100
8 ^e classe	6.500

Fqihis

1 ^{re} classe	7.800 fr.
2 ^e classe	7.300
3 ^e classe	6.800
4 ^e classe	6.300
5 ^e classe	5.800
6 ^e classe	5.300
7 ^e classe	4.800

Ces traitements globaux sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — *Personnel subalterne.* — Les salaires des chaouchs des contrôles domaniaux sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe	5.100 fr.
2 ^e classe	4.850
3 ^e classe	4.600
4 ^e classe	4.350
5 ^e classe	4.100
6 ^e classe	3.850
7 ^e classe	3.600

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 5. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

ART. 6. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires du personnel technique des domaines, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté, si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 7. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de la publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 8. — A titre exceptionnel et jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'organisation régionale du service des domaines, il est créé un cadre d'inspecteurs principaux aux traitements de base ci-après :

1 ^{re} classe	23.000 fr.
2 ^e classe	21.500

ART. 9. — Les inspecteurs hors classe (1^{er} échelon) deviennent inspecteurs hors classe ; ceux de la 1^{re} et de la 2^e classe conservent leurs grade et classe ; ceux de la 3^e et de la 4^e classe deviennent inspecteurs de 3^e classe.

Les contrôleurs hors classe (2^e échelon) deviennent contrôleurs principaux hors classe (1^{er} échelon) ; les contrôleurs hors classe (1^{er} échelon) et les contrôleurs de 1^{re} classe deviennent contrôleurs principaux de 1^{re} classe ; ceux de 2^e classe, contrôleurs principaux de 2^e classe ; ceux de 3^e et 4^e classes deviennent contrôleurs principaux de 3^e classe.

Les contrôleurs adjoints de 1^{re} classe deviennent contrôleurs de 1^{re} classe ; ceux de 2^e classe, contrôleurs de 2^e classe ; ceux de 3^e classe, contrôleurs de 3^e classe ; ceux des 4^e et 5^e classes, contrôleurs de 4^e classe.

Les interprètes principaux et interprètes conservent leurs grade et classe ; toutefois, les interprètes de 5^e classe et de 6^e classe deviennent interprètes de 5^e classe.

L'ancienneté des agents dans leur nouvelle classe sera fixée par décision du directeur général des finances, après avis de la commission d'avancement.

ART. 10. — Le cadre des contrôleurs adjoints principaux est supprimé.

ART. 11. — Les mokhazenis actuels sont intégrés dans les classes correspondantes du grade de chaouchs des contrôles.

*Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les traitements des oumana el amelak du service des domaines.

LE GRAND VIZIR,

Vu les décisions du directeur général des finances fixant les traitements globaux des oumana el amelak du service des domaines,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les traitements globaux des oumana el amelak du service des domaines sont fixés à compter du 1^{er} janvier 1925 ainsi qu'il suit :

Anciens traitements

19.000 francs
12.240
9.720
9.500
8.640
8.200
8.000
7.200
4.680
2.880
1.440

Nouveaux traitements

23.000 francs
15.000
12.000
11.500
11.000
10.200
10.000
9.200
6.000
3.800
2.400

Ces traitements globaux sont exclusifs de toute gratification.

*Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services extérieurs des impôts et contributions.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 jourmada II 1339) portant organisation du personnel du service des impôts et contributions, complété par l'arrêté viziriel du 26 janvier 1925 (1^{er} rejeb 1343),

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues pour les services extérieurs, à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 jourmada II 1339) portant organisation du personnel du service des impôts et contributions, sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

CADRE SUPÉRIEUR

Inspecteurs

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.500
3 ^e classe	17.000

CADRE PRINCIPAL

Contrôleurs principaux

Hors classe (2° échelon)	18.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	16.750
1 ^{re} classe	15.500
2° classe	14.500
3° classe	13.500
4° classe	12.500

Contrôleurs

Hors classe	12.000 fr.
1 ^{re} classe	11.000
2° classe	10.000
3° classe	9.000
Stagiaires	7.500

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIEME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de publi-

ANCIENNE HIÉRARCHIE

Inspecteur principal	
— de 1 ^{re} classe	
— de 2° classe	
— de 3° classe	
Contrôleur principal hors classe	
— — classe exceptionnelle (2° échelon)	
— — classe exceptionnelle (1 ^{er} échelon)	
— — 1 ^{re} classe	
— — 2° classe	
— — 3° classe	
— — 4° classe	
— — 5° classe	
Contrôleur 1 ^{re} classe	
— 2° classe	
— 3° classe	
— 4° classe	
— 5° classe	
— 6° classe	
— 7° classe	
— stagiaires	

L'ancienneté des agents dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision du directeur général des finances, après avis de la commission d'avancement.

ART. 8. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués

cation du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 5. — Jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'organisation régionale du service des impôts et contributions, le cadre des inspecteurs principaux est maintenu ; il comporte les traitements de base ci-après :

1 ^{re} classe	23.000 fr.
2° classe	21.500

ART. 6. — A titre transitoire et personnel, les contrôleurs hors classe et les contrôleurs de classe exceptionnelle (1^{er} et 2° échelons) en fonctions au 1^{er} janvier 1925 seront classés comme suit :

Les contrôleurs hors classe et les contrôleurs de classe exceptionnelle (2° échelon) sont incorporés dans une classe exceptionnelle (2° échelon) au traitement de base de 14.000 francs :

Les contrôleurs de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) sont incorporés dans une classe exceptionnelle (1^{er} échelon) au traitement de base de 13.000 francs.

ART. 7. — Le reclassement des agents en fonctions au 1^{er} janvier 1925 sera effectué suivant les indications du tableau ci-après :

NOUVELLE HIÉRARCHIE

Inspecteur principal de 1 ^{re} classe.	
— — de 2° classe.	
Inspecteur de 1 ^{re} classe.	
— de 2° classe.	
— de 3° classe.	
Contrôleur principal hors classe (2° échelon).	
— — hors classe (1 ^{er} échelon).	
— — 1 ^{re} classe.	
— — 2° classe.	
— — 3° classe.	
— — 4° classe.	
Contrôleur hors classe.	
— 1 ^{re} classe.	
— 2° classe.	
— 3° classe.	
— stagiaires.	

présentement aux fonctionnaires du service technique des impôts et contributions, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 9. — Les indemnités exceptionnelles et temporaires accordées en France aux agents supérieurs qui seraient allouées à des fonctionnaires du personnel technique des impôts et contributions sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926
(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements des chaouchs et cavaliers du service des impôts et contributions.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 septembre 1921 (7 moharrem 1340) fixant le statut, les traitements globaux et les indemnités des chaouchs et cavaliers du service des impôts et contributions,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'échelle des traitements globaux des chaouchs et cavaliers du service des impôts et contributions prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 10 septembre 1921 (7 moharrem 1340) est remplacée par l'échelle suivante :

Chefs chaouchs et chefs cavaliers

1 ^{re} classe	6.000 fr.
2 ^e classe	5.700
3 ^e classe	5.400

Chaouchs et cavaliers

1 ^{re} classe	5.100 fr.
2 ^e classe	4.850
3 ^e classe	4.600
4 ^e classe	4.350
5 ^e classe	4.100
6 ^e classe	3.850
7 ^e classe	3.600

ART. 2. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926
(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements des inspecteurs principaux et des inspecteurs de comptabilité de la direction générale des finances.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) portant organisation du personnel du service du budget et de la comptabilité,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues pour les inspecteurs principaux et les inspecteurs de comptabilité à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit, les traitements globaux alloués à ces fonctionnaires étant remplacés par les traitements de base ci-après :

Inspecteurs principaux de comptabilité

Hors classe	23.000 fr.
1 ^{re} classe	21.600
2 ^e classe	20.300
3 ^e classe	19.000

Inspecteur de comptabilité

Hors classe	18.600 fr.
1 ^{re} classe	17.400
2 ^e classe	16.200
3 ^e classe	15.000

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute pour les agents citoyens français une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux inspecteurs principaux et aux inspecteurs de comptabilité, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté, si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — Les inspecteurs principaux et inspecteurs en fonctions dans les deux échelons actuels de la hors classe de leur grade sont incorporés dans la hors classe unique nouvelle.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1344,
(16 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service des perceptions.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 jourmada II 1339) portant organisation du personnel technique du service des perceptions, modifié par les arrêtés viziriels du 30 mars 1922 (1^{er} chaabane I 1340), 17 novembre 1925 (1^{er} jourmada 1344), 6 février 1926 (22 rejeb 1344),

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 jourmada II 1339) susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit en ce qui concerne le personnel technique du service des perceptions, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

A. — CADRE GÉNÉRAL

Inspecteurs

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.500
3 ^e classe	17.000
4 ^e classe	15.500
5 ^e classe	14.000

Percepteurs principaux

Hors classe	22.000 fr.
1 ^{re} classe	20.000
2 ^e classe	18.000
3 ^e classe	16.000

Percepteurs

Hors classe	17.000 fr.
1 ^{re} classe	15.500
2 ^e classe	14.000
3 ^e classe	12.500
4 ^e classe	11.000

Percepteurs suppléants

1 ^{re} classe	11.000 fr.
2 ^e classe	9.500
3 ^e classe	8.500
Stagiaires	7.500

Commis principaux

Hors classe	12.500 fr.
1 ^{re} classe	11.800
2 ^e classe	11.100
3 ^e classe	10.400

Commis

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

Dames comptables et dames dactylographes

1 ^{re} classe	9.200 fr.
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
5 ^e classe	7.000
6 ^e classe	6.500
7 ^e classe	6.000

Collecteurs

Hors classe	10.000 fr.
1 ^{re} classe	9.000
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
5 ^e classe	7.000
6 ^e classe	6.500
Stagiaires	6.000

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute pour les agents citoyens français une majoration égale à 50 % du traitement. Les dits traitements sont exclusifs de toute gratification.

B. — CADRE SPÉCIAL

ART. 3. — Les traitements globaux des secrétaires indigènes sont remplacés par les suivants :

1 ^{re} classe	11.000 fr.
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	9.500
4 ^e classe	8.900
5 ^e classe	8.300
6 ^e classe	7.700
7 ^e classe	7.100
8 ^e classe	6.500

Ces traitements globaux sont exclusifs de toute gratification.

Personnel subalterne

ART. 4. — Les salaires des chaouchs des perceptions sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe	5.100 fr.
2 ^e classe	4.850
3 ^e classe	4.600
4 ^e classe	4.350
5 ^e classe	4.100
6 ^e classe	3.850
7 ^e classe	3.600

TITRE DEUXIÈME*Dispositions exceptionnelles et transitoires*

ART. 5. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

ART. 6. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires du service des perceptions, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté, si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 7. — A titre exceptionnel et jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'organisation régionale du service des perceptions, il est créé un cadre d'inspecteurs principaux aux traitements de base ci-après :

1 ^{re} classe	23.000 fr.
2 ^e classe	21.500

ART. 8. — Les agents en fonctions sont incorporés dans les classes nouvelles de leur grade selon les règles ci-après :

Les inspecteurs de 1^{re} et 2^e classes deviennent inspecteurs de 1^{re} classe ;

Les inspecteurs de 3^e classe deviennent inspecteurs de 2^e classe ;

Ceux qui occupent la 4^e classe deviennent inspecteurs de 3^e classe ;

Ceux qui occupent la 5^e classe deviennent inspecteurs de 4^e classe ;

Ceux qui occupent la 6^e classe deviennent inspecteurs de 5^e classe.

Les percepteurs principaux hors classe demeurent percepteurs principaux hors classe ;

Les percepteurs principaux de 1^{re} classe demeurent percepteurs principaux de 1^{re} classe ;

Les percepteurs principaux de 2^e classe et 3^e classe deviennent percepteurs principaux de 2^e classe ;

Les percepteurs principaux de 4^e classe deviennent percepteurs principaux de 3^e classe.

Les percepteurs hors classe demeurent percepteurs hors classe ;

Les percepteurs de 1^{re} classe demeurent percepteurs de 1^{re} classe ;

Les percepteurs de 2^e et 3^e classes deviennent percepteurs de 2^e classe ;

Les percepteurs de 4^e classe deviennent percepteurs de 3^e classe ;

Les percepteurs de 5^e et 6^e classes deviennent percepteurs de 4^e classe.

Les percepteurs suppléants de 1^{re} et 2^e classes deviennent percepteurs suppléants de 1^{re} classe ;

Les percepteurs suppléants de 3^e et 4^e classes deviennent percepteurs suppléants de 2^e classe ;

Les percepteurs suppléants de 5^e classe deviennent percepteurs suppléants de 3^e classe ;

Les percepteurs suppléants stagiaires demeurent percepteurs suppléants stagiaires.

L'ancienneté des agents dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision du directeur général des finances, après avis de la commission d'avancement.

ART. 9. — Les indemnités exceptionnelles et temporaires accordées en France aux agents supérieurs, qui seraient allouées à des fonctionnaires du personnel technique du service des perceptions, sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de l'enregistrement et du timbre.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 joumada II 1339), portant organisation du personnel de l'enregistrement et du timbre,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER*Révision des traitements*

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues à l'article 6 de l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 joumada II 1339) susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit en ce qui concerne le personnel technique, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

A. — CADRE GÉNÉRAL*Inspecteurs*

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.500
3 ^e classe	16.000
4 ^e classe	14.500
5 ^e classe	13.000
Inspecteurs adjoints	11.500

Receveurs et receveurs-contrôleurs

Classe exceptionnelle	22.000 fr.
1 ^{re} classe	20.000
2 ^e classe	17.000
3 ^e classe	14.000
4 ^e classe	11.500
5 ^e classe	9.000

Interprètes civils principaux et interprètes civils

Principaux hors classe (2 ^e échelon)	20.000 fr.
Principaux hors classe (1 ^{er} échelon)	18.000
Principaux 1 ^{re} classe	16.500
Principaux 2 ^e classe	15.000
Principaux 3 ^e classe	14.000
1 ^{re} classe	13.000
2 ^e classe	12.000
3 ^e classe	11.000
4 ^e classe	10.000
5 ^e classe	9.000

Contrôleurs spéciaux

1 ^{re} classe	12.500 fr.
2 ^e classe	11.400
3 ^e classe	10.300
4 ^e classe	9.200
5 ^e classe	8.100
6 ^e classe	7.000
<i>Surnuméraires</i>	6.500

Commis principaux et commis

Principaux hors classe	12.500 fr.
Principaux 1 ^{re} classe	11.800
Principaux 2 ^e classe	11.100
Principaux 3 ^e classe	10.400
1 ^{re} classe	9.700
2 ^e classe	9.000
3 ^e classe	8.300
4 ^e classe	7.600
5 ^e classe	7.000
Stagiaires	6.500

Dames dactylographes et dames employées

1 ^{re} classe	9.200 fr.
2 ^e classe	8.500
3 ^e classe	8.000
4 ^e classe	7.500
5 ^e classe	7.000
6 ^e classe	6.500
7 ^e classe	6.000

ART. 2. — Aux traitements de base fixés par l'article précédent s'ajoute pour les agents citoyens français une majoration égale à 50 % du traitement.

Lesdits traitements sont exclusifs de toute gratification.

B. CADRE SPÉCIAL

ART. 3. — Les traitements globaux des commis d'interprétariat sont remplacés par les suivants :

1 ^{re} classe	11.000 fr.
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	9.500
4 ^e classe	8.900
5 ^e classe	8.300
6 ^e classe	7.700
7 ^e classe	7.100
8 ^e classe	6.500

Ces traitements globaux sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Personnel subalterne.

Les traitements des chaouchs sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe	5.100 fr.
2 ^e classe	4.850
3 ^e classe	4.600
4 ^e classe	4.350
5 ^e classe	4.100
6 ^e classe	3.850
7 ^e classe	3.600

TITRE DEUXIÈME*Dispositions exceptionnelles et transitoires*

ART. 5. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

ART. 6. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires des différents personnels administratifs, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté, si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné du directeur général des finances.

ART. 7. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 8. — A titre exceptionnel, jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'organisation régionale du service de l'enregistrement et du timbre, il est créé dans le grade d'inspecteur deux classes exceptionnelles aux traitements ci-après :

2 ^e échelon	23.000 fr.
1 ^{er} échelon	21.500 fr.

ART. 9. — Les inspecteurs ou inspecteurs adjoints actuellement en fonctions sont incorporés dans les classes nouvelles de leur grade de la façon suivante :

Les inspecteurs adjoints de 1^{re} classe deviennent inspecteurs de 2^e classe ; les inspecteurs adjoints de 2^e classe deviennent inspecteurs de 3^e classe ; les inspecteurs adjoints de 3^e classe deviennent inspecteurs de 4^e classe.

Les interprètes civils de 6^e classe et les interprètes civils de 5^e classe deviennent interprètes civils de 5^e classe.

L'ancienneté de ces agents dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision de l'autorité compétente pour arrêter le tableau d'avancement, après avis de la commission d'avancement.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926

(4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel français des eaux et forêts.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) portant organisation du personnel français des eaux et forêts,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Art. 3. — Les traitements de base de ce personnel sont fixés ainsi qu'il suit :

A) CADRE ACTIF

Officiers des eaux et forêts

Inspecteur de 1 ^{re} classe.....	20.000 fr.
— de 2 ^e classe.....	18.600
— de 3 ^e classe.....	17.300
— de 4 ^e classe.....	16.000
Inspecteur adjoint de 1 ^{re} classe.....	14.000
— de 2 ^e classe.....	13.000
— de 3 ^e classe.....	12.000
— de 4 ^e classe.....	11.000
Gardes généraux de classe exceptionnelle..	11.000
— de 1 ^{re} classe.....	10.000
— de 2 ^e classe.....	9.000
— de 3 ^e classe.....	8.500

Préposés des eaux et forêts

Brigadier-chef	9.200 fr.
Brigadier de 1 ^{re} classe.....	9.200
— de 2 ^e classe.....	8.700
— de 3 ^e classe.....	8.200
Sous-brigadier hors classe (2 ^e échelon)....	8.800
— — (1 ^{er} échelon)....	8.400
Sous-brigadier de 1 ^{re} classe.....	8.000
— de 2 ^e classe.....	7.600
Garde hors classe	7.200
— de 1 ^{re} classe.....	6.800
— de 2 ^e classe.....	6.400
— de 3 ^e classe.....	6.000
— stagiaires	5.600

B) CADRE SÉDENTAIRE

Commis principal hors classe.....	12.500 fr.
— de 1 ^{re} classe.....	11.800
— de 2 ^e classe.....	11.100
— de 3 ^e classe.....	10.400
— de 4 ^e classe.....	9.700
Commis de 1 ^{re} classe.....	9.000
— de 2 ^e classe.....	8.300
— de 3 ^e classe.....	7.600
— de 4 ^e classe.....	7.000
— stagiaires	6.500

Au traitement de base ci-dessus s'ajoute une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 2. — Les émoluments nouveaux auront effet à partir du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 3. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement à des fonctionnaires du personnel des eaux et forêts, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 4. — Les fonctionnaires des eaux et forêts des divers grades conserveront dans la nouvelle échelle de traitements leur classe actuelle et leur ancienneté dans cette classe.

Toutefois, les inspecteurs adjoints de classe exceptionnelle seront dénommés inspecteurs adjoints de 1^{re} classe ; ceux de 1^{re} classe, inspecteurs adjoints de 2^e classe ; ceux de 2^e classe, inspecteurs adjoints de 3^e classe ; ceux de 3^e classe, inspecteurs adjoints de 4^e classe.

ART. 5. — Il est créé deux classes exceptionnelles d'inspecteurs principaux, dont les traitements de base sont les suivants :

1 ^{re} classe.....	23.000 fr.
2 ^e classe.....	21.500

ART. 6. — A titre transitoire, les brigadiers-chefs hors classe et de 1^{re} classe actuellement en fonctions recevront un traitement de base de 9.800 francs.

ART. 7. — Les commis principaux et commis des eaux et forêts du cadre métropolitain détachés au Maroc et encadrés jusqu'ici dans le personnel des brigadiers-chefs, seront incorporés, à dater du 1^{er} janvier 1925, dans le cadre sédentaire, d'après les règles suivantes :

Les commis principaux de 2^e classe du cadre métropolitain deviendront commis principaux de 1^{re} classe ; les commis principaux de 5^e classe deviendront commis principaux de 3^e classe. Leur ancienneté dans leur nouvelle classe partira du 1^{er} janvier 1925.

ART. 8. — Les indemnités exceptionnelles et temporaires accordées en France aux agents supérieurs sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926 (4 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements globaux du personnel indigène des eaux et forêts.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 2 novembre 1920 (20 safar 1339) portant organisation du personnel indigène des eaux et forêts, modifié par l'arrêté viziriel du 15 avril 1921 (6 chaabane 1339),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté viziriel du 2 novembre 1920 (20 safar 1339) est remplacé par l'article suivant :

« Article 3. — Les grades, classes et traitements globaux des préposés indigènes des eaux et forêts sont fixés ainsi qu'il suit :

Sous-brigadiers

Hors classe	6.300 fr.
1 ^{re} classe	5.950
2 ^e classe	5.600

Gardes

1 ^{re} classe	5.300 fr.
2 ^e classe	5.000
3 ^e classe	4.700

Cavaliers

Hors classe	5.200 fr.
1 ^{re} classe	4.900
2 ^e classe	4.600
3 ^e classe	4.300
4 ^e classe	4.000

ART. 2. — Les émoluments nouveaux auront effet à partir du 1^{er} janvier 1925.

Les agents indigènes des divers grades conserveront, dans la nouvelle échelle de traitements, leur classe actuelle et leur ancienneté dans cette classe.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 AVRIL 1926 (4 chaoual 1344)

allouant une indemnité spéciale de recrutement aux officiers des eaux et forêts.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 (10 kaada 1338) sur l'organisation du personnel français des eaux et forêts ; Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour assurer le recrutement régulier des officiers des eaux et forêts, il est alloué à ce personnel une indemnité annuelle exceptionnelle de recrutement ainsi fixée :

Gardes généraux	4.000 fr.
Inspecteurs adjoints	5.000
Inspecteurs	6.500
Inspecteurs principaux	7.500

ART. 2. — Cette indemnité sera, par mesure transitoire, allouée à tous les officiers forestiers en fonctions actuellement.

Elle ne le sera, à l'avenir, qu'à ceux qui auront satisfait aux examens de sortie de l'École nationale des eaux et forêts.

ART. 3. — L'indemnité nouvelle aura effet à partir du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 4 chaoual 1344,
(17 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 avril 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 AVRIL 1926

(6 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service topographique chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 juillet 1924 (13 hija 1342) portant organisation du service topographique chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 septembre 1924 (29 safar 1343) relatif au personnel du service topographique chérifien,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les échelles de traitement prévues au statut du personnel technique du service topographique, sont modifiées conformément aux dispositions ci-après, les traitements globaux qui y figurent étant remplacés par les traitements de base suivants :

Paragraphe premier

Ingénieurs topographes principaux

1 ^{re} classe	23.000 fr.
2 ^e classe	21.500
3 ^e classe	20.000

Ingénieurs topographes

Hors classe	20.000 fr.
1 ^{re} classe	19.000
2 ^e classe	18.000
3 ^e classe	17.000

Topographes principaux

Hors classe	18.500 fr.
1 ^{re} classe	17.500
2 ^e classe	16.500
3 ^e classe	15.500

Topographes

1 ^{re} classe	14.500 fr.
2 ^e classe	13.500
3 ^e classe	12.500

Topographes adjoints

1 ^{re} classe	11.500 fr.
2 ^e classe	10.500
3 ^e classe	9.500

Paragraphe 2

Chefs dessinateurs

1 ^{re} classe	17.600 fr.
2 ^e classe	16.300
3 ^e classe	15.000

Dessinateurs et calculateurs principaux

Hors classe (2 ^e échelon)	15.000 fr.
Hors classe (1 ^{er} échelon)	13.900
1 ^{re} classe	12.800
2 ^e classe	11.700
3 ^e classe	10.700

Dessinateurs et calculateurs

1 ^{re} classe	9.700 fr.
2 ^e classe	8.700
3 ^e classe	7.700

Paragraphe 3

Ouvriers d'art principaux

Hors classe	17.000 fr.
1 ^{re} classe	16.000
2 ^e classe	15.000
3 ^e classe	14.000

Ouvriers d'art

1 ^{re} classe	13.000 fr.
2 ^e classe	12.000
3 ^e classe	11.000
4 ^e classe	10.000
5 ^e classe	9.000
6 ^e classe	8.000

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 3. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 4. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux agents du service topographique, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances.

ART. 5. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de publication du présent arrêté, bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 6. — La nouvelle désignation du personnel technique et le reclassement des agents dans la nouvelle hiérarchie sont fixés ainsi qu'il suit :

ANCIENNE DÉSIGNATION	NOUVELLE DÉSIGNATION ET ASSIMILATION
Inspecteurs topographes principaux hors classe	Ingénieurs topographes principaux hors classe.
— — — 1 ^{re} classe	— — — 1 ^{re} classe.
— — — 2 ^e classe	— — — 2 ^e classe.
— — — 3 ^e classe	
Vérificateurs topographes hors classe (1 ^{er} et 2 ^e échelons)....	Ingénieurs topographes hors classe.
— — — 1 ^{re} classe	— — — 1 ^{re} classe.
— — — 2 ^e classe	— — — 2 ^e classe.
— — — 3 ^e classe	— — — 3 ^e classe.
Géomètres principaux hors classe	Topographes principaux hors classe.
— — — 1 ^{re} classe	— — — 1 ^{re} classe.
— — — 2 ^e classe	— — — 2 ^e classe.
— — — 3 ^e classe	— — — 3 ^e classe.
Géomètres 1 ^{re} classe	Topographes 1 ^{re} classe.
— 2 ^e classe	— 2 ^e classe.
— 3 ^e classe	— 3 ^e classe.
Géomètres adjoints 1 ^{re} classe	Topographes adjoints 1 ^{re} classe.
— — — 2 ^e classe	— — — 2 ^e classe.
— — — 3 ^e classe	— — — 3 ^e classe.
Dessinateurs principaux hors classe (3 ^e échelon)	Chefs dessinateurs 2 ^e classe.
— — — (2 ^e échelon)	— — — 3 ^e classe.
Dessinateurs et calculateurs principaux hors classe (1 ^{er} éch.)	Dessinateurs et calculateurs principaux hors classe (1 ^{er} éch.)
— — — 1 ^{re} classe	— — — 1 ^{re} classe.
— — — 2 ^e et 3 ^e classes	— — — 2 ^e classe.
— — — 4 ^e classe	— — — 3 ^e classe.
Dessinateurs et calculateurs 1 ^{re} classe	Dessinateurs et calculateurs 1 ^{re} classe.
— — — 2 ^e et 3 ^e classes	— — — 2 ^e classe.
— — — 4 ^e et 5 ^e classes	— — — 3 ^e classe.

ART. 7. — L'ancienneté des chefs dessinateurs, des dessinateurs principaux et des dessinateurs dans leurs nouvelles classes sera fixée par décision du chef du service topographique, sur l'avis de la commission d'avancement.

Fait à Rabat, le 6 chaoual 1344.
(19 avril 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 avril 1926.

Pour le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire général du Protectorat,
DUVERNOY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 AVRIL 1926

(6 chaoual 1344)

fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services techniques de la direction générale des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 20 novembre 1922 (1^{er} rebia II 1341), modifié par les arrêtés viziriels des 21 septembre 1923 (9 safar 1342), 17 octobre 1923 (6 rebia I 1342) et 26 novembre 1924 (28 rebia II 1343), portant statut du personnel des services de la direction générale des travaux publics,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Révision des traitements

ARTICLE PREMIER. — Les traitements globaux du personnel des services techniques de la direction générale des

travaux publics fixés par les arrêtés viziriels susvisés sont remplacés par les traitements de base suivants :

Ingénieurs des travaux publics et des mines

Ingénieurs d'arrondissement

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	17.500
3 ^e classe	15.000

Ingénieurs principaux

1 ^{re} classe	19.500 fr.
2 ^e classe	18.250
3 ^e classe	17.000
4 ^e classe	15.850

Ingénieurs subdivisionnaires

1 ^{re} classe	17.000 fr.
2 ^e classe	15.850
3 ^e classe	14.700
4 ^e classe	13.550

<i>Ingenieurs adjoints</i>	
1 ^{re} classe	12.400 fr.
2 ^e classe	11.250
3 ^e classe	10.100
4 ^e classe	9.000
<i>Inspecteurs et inspecteurs adjoints du contrôle</i>	
<i>Inspecteurs principaux</i>	
1 ^{re} classe	Mémoire.
2 ^e classe	Mémoire.
3 ^e classe	Mémoire.
<i>Inspecteurs</i>	
1 ^{re} classe	17.000 fr.
2 ^e classe	15.850
3 ^e classe	14.700
4 ^e classe	13.550
<i>Inspecteurs adjoints</i>	
1 ^{re} classe	12.400 fr.
2 ^e classe	11.250
3 ^e classe	10.100
4 ^e classe	9.000
Stagiaires	8.500
<i>Conducteurs des travaux publics</i>	
Principaux de 1 ^{re} classe	15.500 fr.
Principaux de 2 ^e classe	14.250
Principaux de 3 ^e classe	13.000
Principaux de 4 ^e classe	12.000
1 ^{re} classe	11.000
2 ^e classe	10.000
3 ^e classe	9.000
4 ^e classe	8.000
<i>Secrétaires-comptables</i>	
Principaux hors classe	15.500 fr.
Principaux de 1 ^{re} classe	14.500
Principaux de 2 ^e classe	13.500
Principaux de 3 ^e classe	12.500
1 ^{re} classe	11.200
2 ^e classe	10.300
3 ^e classe	9.400
4 ^e classe	8.500
<i>Dessinateurs-projeteurs</i>	
Hors classe	15.000 fr.
1 ^{re} classe	14.000
2 ^e classe	13.000
3 ^e classe	12.000
4 ^e classe	11.000
5 ^e classe	10.000
6 ^e classe	9.000
<i>Sous-agents et dessinateurs</i>	
Principaux hors classe (2 ^e échelon)	12.500 fr.
Principaux hors classe (1 ^{er} échelon)	11.500
Principaux de 1 ^{re} classe	10.500
Principaux de 2 ^e classe	10.000
Principaux de 3 ^e classe	9.500
Principaux de 4 ^e classe	9.000

Principaux de 5 ^e classe	8.500
Principaux de 6 ^e classe	8.000
1 ^{re} classe	7.500
2 ^e classe	7.000
3 ^e classe	6.500

Inspecteurs de la navigation et des pêches maritimes

(Pour mémoire)

*Officiers et maîtres de port**Capitaines de port*

1 ^{re} classe	17.000 fr.
2 ^e classe	15.500
3 ^e classe	14.000
4 ^e classe	12.500

Lieutenants de port

1 ^{re} classe	15.500 fr.
2 ^e classe	14.000
3 ^e classe	12.500
4 ^e classe	11.300
5 ^e classe	10.100
6 ^e classe	8.900

Maîtres de port

1 ^{re} classe	11.300 fr.
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	8.900
4 ^e classe	7.700
5 ^e classe	6.500

*Inspecteurs et contrôleurs**du service de la marine marchande et des pêches maritimes:**Inspecteurs*

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.500

Contrôleurs

Principaux hors classe (2 ^e échelon)	17.000 fr.
Principaux hors classe (1 ^{er} échelon)	15.500
Principaux de 1 ^{re} classe	14.000
Principaux de 2 ^e classe	12.500
1 ^{re} classe	11.300
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	8.900

*Inspecteurs et contrôleurs d'aconage**Inspecteurs*

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.500

Contrôleurs

Principaux hors classe (2 ^e échelon)	17.000 fr.
Principaux hors classe (1 ^{er} échelon)	15.500
Principaux de 1 ^{re} classe	14.000
Principaux de 2 ^e classe	12.500
1 ^{re} classe	11.300
2 ^e classe	10.100
3 ^e classe	8.900
4 ^e classe	7.700
5 ^e classe	6.500

Gardes maritimes

Principaux de 1 ^{re} classe	10.000 fr.
Principaux de 2 ^e classe	9.300
1 ^{re} classe	8.600
2 ^e classe	8.000
3 ^e classe	7.500
4 ^e classe	7.000
5 ^e classe	6.500
6 ^e classe	6.000

Gardiens de phare

Gardiens-chefs principaux de 1 ^{re} classe	9.000 fr.
Gardiens-chefs principaux de 2 ^e classe	8.600
Gardiens-chefs de 1 ^{re} classe	8.200
Gardiens-chefs de 2 ^e classe	7.800
Gardiens-chefs de 3 ^e classe	7.400
1 ^{re} classe	7.000 fr.
2 ^e classe	6.650
3 ^e classe	6.300
4 ^e classe	5.950
5 ^e classe	5.600

Architectes

Principaux hors classe (2 ^e échelon)	23.000 fr.
Principaux hors classe (1 ^{er} échelon)	21.500
Principaux	20.000
1 ^{re} classe	19.000
2 ^e classe	18.000
3 ^e classe	17.000
4 ^e classe	16.000
5 ^e classe	15.000

Inspecteurs d'architecture

Principaux hors classe	17.000 fr.
Principaux de 1 ^{re} classe	15.850
Principaux de 2 ^e classe	14.700
Principaux de 3 ^e classe	13.550
1 ^{re} classe	12.400
2 ^e classe	11.250
3 ^e classe	10.100
4 ^e classe	9.000

Mètres-vérificateurs

Principaux hors classe	14.000 fr.
Principaux de 1 ^{re} classe	13.250
Principaux de 2 ^e classe	12.500
Principaux de 3 ^e classe	11.750
1 ^{re} classe	11.000
2 ^e classe	10.300
3 ^e classe	9.600
4 ^e classe	8.900
5 ^e classe	8.200
Stagiaires	7.500

ART. 2. — Aux traitements de base fixés à l'article précédent s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration égale à 50 % du traitement.

ART. 3. — *Cadre spécial des gardiens de phare indigènes.* — Les traitements globaux des gardiens de phare indigènes sont remplacés par les traitements globaux ci-après :

1 ^{re} classe	4.400 fr.
2 ^e classe	4.100
3 ^e classe	3.800
4 ^e classe	3.500
5 ^e classe	3.200

TITRE DEUXIÈME

Dispositions exceptionnelles et transitoires

ART. 4. — Les émoluments nouveaux auront effet à compter du 1^{er} janvier 1925.

Ils sont exclusifs de toute gratification.

ART. 5. — Toutes indemnités et tous avantages accessoires quelconques, autres que les indemnités générales de résidence et pour charges de famille, qui seraient attribués présentement aux fonctionnaires des différentes catégories énumérées à l'article premier, seront supprimés à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent arrêté si, dans ce délai, ils n'ont pas été confirmés par un arrêté viziriel contresigné par le directeur général des finances. Il en sera ainsi notamment des indemnités de campagne.

ART. 6. — A titre exceptionnel et transitoire, les agents sujets ou protégés français en fonctions à la date de publication du présent arrêté bénéficieront d'un supplément égal à la moitié ou au quart de leur traitement de base, selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories énumérées à l'article 14 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 (26 joumada II 1344) sur le régime des indemnités de résidence et pour charges de famille.

ART. 7. — Les ingénieurs principaux des travaux publics sont choisis :

1° Parmi les ingénieurs subdivisionnaires ayant au moins trois ans de grade d'ingénieur subdivisionnaire ou adjoint ;

2° A titre exceptionnel et pendant un délai de six mois, parmi les chefs de bureau de la direction générale des travaux publics ayant au moins trois ans de grade de chef de bureau ou d'ingénieur subdivisionnaire ou adjoint et provenant des ingénieurs subdivisionnaires ou adjoints ; qui, s'étant signalés par leurs aptitudes professionnelles et leur manière de servir, auront été inscrits à un tableau spécial arrêté par le directeur général des travaux publics après avis de la commission d'avancement, qui déterminera la classe et l'ancienneté à attribuer à chaque agent.

ART. 8. — Les secrétaires comptables en fonctions appartenant aux 5^e et 6^e classes deviennent secrétaires comptables de 4^e classe ; ceux appartenant à la 4^e classe deviennent secrétaires comptables de 3^e classe.

Les secrétaires comptables principaux de 3^e et de 4^e classes deviennent secrétaires comptables principaux de 3^e classe ; ceux de 2^e et 1^{re} classes demeurent de 2^e et 1^{re} classes.

Les sous-agents et dessinateurs en fonctions appartenant aux 5^e et 4^e classes deviennent sous-agents et dessinateurs de 3^e classe.

Les contrôleurs de la marine marchande et des pêches maritimes en fonctions appartenant au 4^e et 5^e classes deviennent contrôleurs de la marine marchande et des pêches maritimes de 3^e classe.

Par mesure transitoire, les classes de capitaine principal de port de 2^e et 1^{re} sont maintenues pour le capitaine de port actuellement en fonctions, par échelon de base de 1.500 francs.

ART. 9. — Le cadre de l'hydraulique est supprimé.

Les ingénieurs principaux de l'hydraulique deviennent provisoirement ingénieurs subdivisionnaires de 1^{re} classe. Ils seront, dans les conditions déterminées à l'article 7, promus ingénieurs principaux à la classe et à l'ancienneté déterminées par le directeur général des travaux publics après avis de la commission d'avancement.

Les ingénieurs de l'hydraulique de 1^{re} et de 2^e classes deviennent ingénieurs subdivisionnaires des travaux publics de 2^e classe ; les ingénieurs de l'hydraulique de 3^e et 4^e classes deviennent respectivement ingénieurs des travaux publics de 3^e et de 4^e classes.

Les conducteurs de l'hydraulique deviennent conducteurs des travaux publics de classe correspondante.

ART. 10. — L'ancienneté des agents dans leurs nouveaux grades et classes sera fixée par décision du directeur général des travaux publics, après avis de la commission d'avancement.

*Fait à Rabat, le 6 chaoual 1344,
(19 avril 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 avril 1926.

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire général du Protectorat.*

DUVERNOY.

**ORDRE DU GÉNÉRAL DE DIVISION COMMANDANT
SUPÉRIEUR DES TROUPES DU MAROC**
portant interdiction, en zone française de l'Empire chérifien, de la brochure de M. Vaillant-Couturier intitulée « Un mois dans Moscou la Rouge ».

Nous, général de division, commandant supérieur des troupes du Maroc ;

Vu l'ordre en date du 2 août 1914, relatif à l'état de siège ;

Vu l'ordre en date du 7 février 1920, modifiant l'ordre du 2 août 1914 ;

Vu l'ordre en date du 25 juillet 1924, relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Considérant que la brochure de M. VAILLANT-COUTURIER : *Un mois dans Moscou la Rouge*, parue en librairie à Rabat, est de nature à créer dans le public marocain un état d'esprit fâcheux et de nuire ainsi à l'ordre public et à la sécurité du corps d'occupation ;

Vu la lettre n° 504 D. R. 3/C du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'exposition dans les lieux publics, l'affichage, la vente, la mise en vente et la distribution de

l'ouvrage : *Un mois dans Moscou la Rouge*, par M. VAILLANT-COUTURIER, édité à Paris par les « Reportages populaires », sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, relatif à l'état de siège, modifié par ceux des 7 février 1920 et 25 juillet 1924.

Rabat, le 1^{er} avril 1926.

BOICHUT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur le projet de délimitation du domaine public dans la cuvette de l'Aïn Dissa et de l'oued El Hassar.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux, et notamment l'article 11 ;

Vu l'extrait de carte au 1/50.000^e et le plan au 1/2.000^e dressé le 30 mars 1926, sur lesquels est reporté le bornage provisoire devant servir à la délimitation du domaine public dans la cuvette de l'Aïn Dissa et de l'oued El Hassar, dans la partie comprise entre le confluent de l'oued El Hassar et de l'oued El Mouileh et la route n° 106 de Casablanca à Marchand, par Boulhaut,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de contrôle civil de Chaouïa-nord sur le projet de délimitation du domaine public dans la cuvette de l'Aïn Dissa et de l'oued El Hassar, entre le confluent de l'oued El Hassar et de l'oued El Mouileh et la route n° 106 de Casablanca à Marchand, par Boulhaut.

A cet effet, le dossier est déposé du 15 avril 1926 au 19 mai 1926, dans les bureaux du contrôle civil de Chaouïa-nord, à Casablanca, où un registre d'observations est ouvert pour recueillir les observations des intéressés.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 8 avril 1926.

DELPIT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur le projet de délimitation
du domaine public sur la rive gauche de
l'oued Akreuch.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919, et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et, notamment, l'article 11 ;

Vu le plan au 1/2.000^e dressé le 23 mars 1926 sur lequel est reporté le bornage provisoire devant servir à la délimitation du domaine public sur la rive gauche de l'oued Akreuch, au droit de la propriété Abd el Aziz,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de contrôle civil de Rabat sur le projet de délimitation du domaine public sur la rive gauche de l'oued Akreuch, au droit de la propriété Abd el Aziz.

A cet effet, le dossier est déposé du 19 avril 1926 au 19 mai 1926, dans les bureaux du contrôle civil de Rabat, à Rabat où un registre est ouvert pour recueillir les observations des intéressés.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 10 avril 1926.

DELPIT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

limitant la circulation sur la piste dite « Piste du km.
18 de la route n° 8, au km. 23 de la route n° 103 ».

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu les dahirs des 11 décembre 1922 et 13 mai 1925 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 17 et 19 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du sud,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La circulation sur la piste en partie enpierrée, dite « Piste du kilomètre 18 de la route n° 8 au kilomètre 23 de la route n° 103 », est interdite jusqu'à nouvel ordre :

a) Aux charrettes à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux charrettes à quatre roues attelées de plus de cinq colliers ;

c) Aux tracteurs, aux camions automobiles non pourvus de bandages élastiques, caoutchoucs creux ou pleins.

En ce qui concerne les véhicules de cette nature munis de bandages élastiques, le poids portant sur un essieu (chargement et poids du véhicule compris) est limité à 3 tonnes pour les essieux munis de bandages simples et à 4 t. 800 pour les essieux munis de bandages doubles.

Rabat, le 17 avril 1926.

DELPIT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 1921 fixant les conditions de l'examen professionnel pour l'emploi de sous-agent des travaux publics.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté visé ci-dessus est modifié ainsi qu'il suit :

A. — PROGRAMME DES MATIÈRES

1^o *Arithmétique élémentaire.* — Calculs numériques et problèmes simples sur la numération, les opérations fondamentales, les fractions, les règles de trois, le système métrique.

2^o *Géométrie élémentaire.* — Définition des principales lignes, figures et corps considérés en géométrie et calcul pratique des longueurs, surfaces et volumes correspondants. Résolution graphique, sans démonstration, de quelques problèmes usuels de géométrie plane : parallèles, perpendiculaires, tangentes, raccords circulaires, angles, etc... Croquis cotés à main levée.

3^o *Technologie.*

a) *Candidats surveillants.* — Définition, qualités, préparation et emploi des matériaux d'un usage courant dans la construction des ouvrages d'art et des bâtiments et dans la construction et l'entretien des routes. Pratique de l'exécution des travaux de toute nature : terrassements, chaussées, fouilles, fondations, maçonnerie, plâtrerie, charpentes en bois et en fer, menuiserie, ferronnerie, serrurerie, couverture, peinture, vitrerie. Notions sur le matériel et l'outillage employés couramment à l'exécution des travaux. Organisation et conduite d'un chantier d'entretien de routes et de cylindrages ou de menus travaux de régie. Définition du rôle du surveillant, de ses droits et de ses devoirs lorsqu'il est chargé de la surveillance d'un chantier de travaux.

exécutés à l'entreprise. Le surveillant dans son rôle d'aide-opérateur pour les études de tracé, pour l'implantation des ouvrages d'art et des bâtiments et pour la prise des attachements.

b) *Candidats mécaniciens.* — Notions très élémentaires sur la pression atmosphérique et le vide, sur la pression et la contre-pression dans un cylindre, sur les manomètres et les indicateurs de vide.

Notions pratiques sur les combustibles solides, liquides et gazeux, les principales matières lubrifiantes et sur les moyens d'en reconnaître la qualité.

Description détaillée des divers organes d'une machine à vapeur et de leurs accessoires et explication élémentaire du rôle de chacun d'eux : chaudière et appareils d'alimentation et de sûreté, moteur, régulateur, transmission du mouvement, tuyauterie, condenseur, caisses à eau, graisseurs divers.

Description détaillée des divers organes des moteurs à explosion ou à combustion et de leurs accessoires et explication élémentaire du rôle de chacun d'eux : carburateur, cylindre, piston, distribution, soupapes, allumage, transmissions du mouvement, silencieux ou pot d'échappement, tuyauterie, refroidissement.

Description des arbres de couche des paliers, des butées, des presse-étoupes, de l'hélice et de sa fixation et des dispositifs de graissage d'un petit navire à moteur pouvant, au choix du candidat, être remplacée par la description des pompes, moto-pompes, rouleaux compresseurs, appareils de sondage mécanique et, en général, des principales machines employées couramment sur les chantiers des travaux publics.

Notions pratiques sur la constitution et le fonctionnement des machines électriques et sur l'utilisation de l'énergie électrique dans un atelier ou un petit navire ou sur un chantier au point de vue force motrice et éclairage.

Conduite, entretien et réparation des machines à vapeur, des moteurs à explosion ou à combustion, des moteurs électriques et des appareils d'utilisation de ces divers types de moteurs.

Rôle, droits et devoirs d'un chef de chantier, d'un chef d'atelier ou d'un mécanicien à bord d'un petit navire à moteur.

c) *Candidats dessinateurs.* — Description, vérification et usage des instruments du dessinateur et des matières qu'il utilise : règles, équerres, compas, tire-lignes, crayons, couleurs, pinceaux, papiers, toiles, etc...

Notions complémentaires de géométrie pratique : tracé d'une anse de panier, d'une ellipse et d'une parabole ; représentation géométrique des corps par la méthode des projections : élévations, plans, coupes ; représentation graphique du terrain : cartes, plans cotés, courbes de niveau, profils en long et en travers.

Recettes pratiques du dessinateur : disposition des figures, onglets, titres, écritures, conventions relatives aux traits de force, aux hachures et aux teintes, etc...

Notions sur l'arpentage et sur les principales méthodes de lever des plans et de nivellement. Calcul des carnets tachéométriques et des carnets de nivellement.

Rapport des plans cotés et tracé des courbes de niveau ; rapport des profils en long et calcul de leurs cotes ; rapport

des profils en travers et calcul de leur surface ; rapport d'un dessin d'ouvrage d'art ou de bâtiment d'après un croquis coté et calcul des cotes nécessaires pour l'avant-métré.

Exposé oral des méthodes usuelles de cubature des terrassements et d'avant-métré des ouvrages d'art.

Rédaction du mémoire descriptif et justificatif d'un projet de peu d'importance.

Copie d'un texte de dix lignes à la machine à écrire (facultatif).

4° Administration et comptabilité.

a) *Candidats surveillants.* — Notions pratiques sur les règlements relatifs à l'exploitation des carrières, au tirage des coups de mine et à la police des routes ; application pratique des vingt premiers articles des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics du Maroc.

b) *Candidats mécaniciens.* — Notions pratiques sur les règlements relatifs à la navigation au cabotage, aux conditions de sécurité à bord des navires, aux épreuves des chaudières à vapeur et à bord des navires. Dangers présentés par l'usage des diverses machines (y compris les appareils et machines électriques).

c) *Candidats dessinateurs.* — Notions pratiques sur la tenue des bureaux des ingénieurs, le classement des archives et la tenue des inventaires, la rédaction et la présentation des projets. Constitution d'un dossier d'avant-projet et d'un projet d'exécution.

d) *Questions communes aux trois catégories.* — Notions générales sur l'organisation de l'administration des travaux publics au Maroc et sur le personnel qui y est attaché.

Carnet d'attachement, feuille d'attachement, rôle de journées, mémoire, état de tâche, paiement des ouvriers par mandat ou par régisseur ; établissement de prix de revient simples.

B. — PROGRAMME DES ÉPREUVES

Première partie

1° *Rapport ou compte rendu sur une question simple de technologie ou d'administration* (par exemple : incident de chantier ou d'atelier ou de conduite de machine ; justification d'un projet donné ou comparaison de deux projets donnés, etc...) le sujet étant différent pour chacune des trois catégories de candidats.

Temps accordé : 2 heures.

Coefficient : 2.

(dont 1 pour l'orthographe et le style et 1 pour la technique).

2° *Composition d'arithmétique et de géométrie élémentaires*, comprenant un calcul numérique et deux problèmes d'application pratiques.

Temps accordé : 2 heures.

Coefficient : 3.

3° *Croquis coté à main levée :*

a) D'un ouvrage d'art simple ou d'un objet usuel pour les candidats surveillants et dessinateurs ;

b) D'un élément de machine pour les mécaniciens.

Temps accordé : 4 heures.

Coefficient : 3.

*Deuxième partie***1° Epreuve pratique :**

a) Pour les candidats surveillants : lever au niveau collimateur d'un profil en long et de plusieurs profils en travers ;

b) Pour les candidats mécaniciens : montage et démontage des pièces d'une machine ; recherche et réparation d'une avarie de machine, d'une panne de moteur à explosion ou d'une panne d'éclairage électrique ; conduite, suivant les antécédents du candidat, d'une machine en service ou d'un remorqueur, etc...

c) Pour les candidats dessinateurs : rapport ou calque d'un dessin d'ouvrage d'art, de bâtiment ou de machine, d'un plan coté, de profils en long ou en travers.

Temps accordé : 4 heures.

Coefficient : 8.

2° Interrogation sur la technologie propre à chaque catégorie de candidats.

Temps accordé : 1/2 heure.

Coefficient : 6.

3° Interrogation sur l'administration et la comptabilité.

Temps accordé : 1/2 heure.

Coefficient : 3.

Rabat, le 13 mars 1926.

P. le directeur général des travaux publics,
Le directeur général adjoint,
MAITRE-DEVALON.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'une enquête sur la constitution d'une association syndicale privilégiée, pour l'utilisation des eaux de l'Aïn Karouba.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le projet dressé en vue de la constitution d'une association syndicale privilégiée pour l'utilisation des eaux d'Aïn Karouba comprenant :

a) Un plan du périmètre des terrains intéressés ;
b) L'état parcellaire des propriétés sises dans les territoires du contrôle civil de Meknès-banlieue et de l'annexe des Beni M'Tir ;

c) Un projet d'acte d'association syndicale ;

d) Un règlement d'eau ;

Vu le cahier des charges pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation des M'Jat ;

Vu le cahier des charges hydrauliques et de colonisation ;

Vu le dahir du 15 juin 1924 et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ;

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de trente jours à compter du 22 avril 1926 est ouverte dans la région de Meknès, sur le projet de constitution d'une association syn-

dicale privilégiée pour l'utilisation des eaux d'Aïn Karouba.

Les pièces de ce projet seront déposées au bureau régional des renseignements de Meknès, à Meknès, pour y être tenues aux heures d'ouverture à la disposition des intéressés.

ART. 2. — Tous les titulaires des droits sur les eaux d'Aïn Karouba sont invités à se faire connaître et à produire leurs titres au bureau des renseignements de la région de Meknès, à Meknès, dans un délai d'un mois, à dater de l'ouverture de l'enquête.

ART. 3. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe affichés tant au bureau susvisé qu'aux bureaux des services municipaux de Meknès, du contrôle civil de Meknès-banlieue et de l'annexe des Beni M'Tir. Le même avis sera publié dans les marchés de Meknès et de la région, par les soins du général commandant la région de Meknès. Ces avis devront produire l'invitation aux titulaires des droits sur les dites eaux, d'avoir à se faire connaître et à produire leurs titres dans un délai de trente jours.

ART. 4. — Les propriétaires ou usagers intéressés aux travaux d'utilisation des eaux qui font l'objet du projet d'acte d'association et qui ont l'intention de faire usage des droits qui leur sont conférés par le paragraphe 3 de l'article 6 du dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ont un délai de un mois à partir de la date de l'ouverture de l'enquête, pour notifier leur décision à l'ingénieur en chef du service de l'hydraulique, à Rabat.

ART. 5. — A l'expiration de l'enquête, le registre destiné à recevoir les observations, soit des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous les autres intéressés, sera clos et signé par le général commandant la région de Meknès.

ART. 6. — Le général commandant la région de Meknès convoquera la commission d'enquête et assurera les publications nécessaires.

Cette commission procédera aux opérations prescrites et rédigera le procès-verbal de ces opérations.

ART. 7. — Le général commandant la région de Meknès adressera le dossier du projet soumis à l'enquête au directeur général des travaux publics, après l'avoir complété par le procès-verbal de la commission d'enquête et y avoir joint son avis.

Rabat, le 13 avril 1926.

DELPIT.

**ARRÊTÉ DU CONTROLEUR CIVIL
CHEF DE LA RÉGION DE LA CHAOUÏA**
autorisant la liquidation des biens appartenant à Carlos Waetjen, séquestrés par mesure de guerre.

Nous, contrôleur civil, chef de la région de la Chaouïa, officier de la Légion d'honneur,

Vu la requête en liquidation du séquestre Carlos Waetjen, publiée au *Bulletin Officiel* du 8 avril 1924, n° 598 ;

Vu le dahir du 3 juillet 1920 sur la liquidation des biens séquestrés par mesure de guerre ;

En exécution des articles 3 et 7 du dit dahir,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — La liquidation des terres dites

« Jacma » et décrites sous les n° 4 à 18 inclus de la requête précitée, est autorisée.

ART. 2. — M. Faust est nommé liquidateur avec tous les pouvoirs conférés par le dahir du 3 juillet 1920.

ART. 3. — M. Roussel, gérant séquestre à Casablanca, est nommé liquidateur adjoint.

Casablanca, le 14 avril 1926.

M. LAURENT.

AUTORISATIONS D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 avril 1926, l'« Association amicale des fonctionnaires du cadre principal de l'administration des douanes et régies chérifiennes », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

* *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 avril 1926, l'association dite « Groupement des colons de la région de Tit Melil », dont le siège est à Tit Melil, a été autorisée.

* *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 13 avril 1926, l'association dite « Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de Rabat », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

AUTORISATIONS DE LOTERIE

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 avril 1926, l'association dite « Caisse des écoles publiques européennes de Rabat-Salé », dont le siège est à Rabat, a été autorisée à organiser une loterie de 30.000 billets à deux francs, dont le tirage aura lieu le 2 mai 1926.

* *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 17 avril 1926, l'association dite « Caisse des Ecoles de Casablanca », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée à organiser une loterie de 125.000 billets à un franc, dont le tirage aura lieu le 6 janvier 1927.

* *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 17 avril 1926, l'association dite « Société Française de Bienfaisance de Casablanca », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée à organiser une loterie de 20.000 billets à un franc, dont le tirage aura lieu le 2 mai 1926.

NOMINATION

d'un membre de conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance.

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Rabat, en date du 1^{er} avril 1926, est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Khémisset, en qualité de délégué du conseil de section de la tribu des Qablyines, le notable Aomar ben Bou Azza (en remplacement de Ben Achir ben Mohammed, nommé caïd des Aït Djebel Doum).

PROMOTIONS, NOMINATIONS ET DÉMISSION DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 13 avril 1926 sont promus,

(à compter du 1^{er} avril 1926) :

Chef de bureau hors classe (1^{er} échelon)

M. MANGOT, chef de bureau de 1^{re} classe.

Chef de bureau de 2^e classe

M. GETTEN, chef de bureau de 3^e classe.

Rédacteur de 3^e classe

M. VILLAR, rédacteur de 4^e classe.

(à compter du 1^{er} mai 1926) :

Chef de bureau de 1^{re} classe

M. COUGET Léopold, chef de bureau de 2^e classe.

* *

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 25 mars 1926, sont promus, à compter du 1^{er} mai 1926 :

M. ROBIN Louis, sous-chef de bureau de 1^{re} classe, est promu sous-chef de bureau hors classe (1^{er} échelon) ;

M. BALLONGUE Louis, ingénieur adjoint des travaux publics de 1^{re} classe, est promu ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe ;

M. BOSSERELLE Léon, ingénieur adjoint des travaux publics de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade ;

M. CAFASSO Casimir, conducteur des travaux publics de 1^{re} classe, est promu conducteur principal de 4^e classe.

* *

Par arrêtés du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 26 mars 1926 :

M. GRAVE Joseph, inspecteur d'agriculture de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. DURAND Gaston, inspecteur d'agriculture de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926.

M. REGNIER Paul, inspecteur d'agriculture de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. CREPIN Roger, ingénieur des améliorations agricoles de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. JEAN Marius, ingénieur adjoint des améliorations agricoles de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. HERZOG Alphonse, inspecteur de l'élevage de 4^e classe est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. MIÈGEVILLE Joseph, inspecteur adjoint de l'élevage de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. LETOURNEUR-HUGON, chimiste de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. CHRISTIEN Corentin, agent de culture de 1^{re} classe, est promu agent de culture hors classe (4^e échelon), à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. SOULAS Clément, agent de culture de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926 ;

M. JEAUME Maurice, inspecteur adjoint de l'élevage de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1926 ;

M. NOURY Charles, inspecteur adjoint d'agriculture de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 février 1926 ;

M. BEY ROZET Léopold, inspecteur adjoint d'agriculture de 1^{re} classe, est promu inspecteur adjoint d'agriculture hors classe, à compter du 1^{er} mars 1926 ;

M. JALABERT Elie, inspecteur adjoint de l'élevage de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1926 ;

M. DE MAZIERES Edouard, inspecteur adjoint d'agriculture de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 mars 1926.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 26 mars 1926, M. BATAILLE Henri, rédacteur principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926.

* * *

Par arrêtés du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 13 mars 1926,

M. BARADAT Joseph, professeur chargé de cours de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1925 ;

M. COMITI Antoine, économiste licencié de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1925 ;

M. TOULISSE Gustave, surveillant général non licencié de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juillet 1925 ;

Mlle LAMBERT Marthe, répétitrice chargée de classe (6^e classe), est promue à la 5^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juillet 1925.

Mlle SIMON Yvonne, professeur chargée de cours stagiaire, est nommée professeur chargée de cours de 6^e classe, à compter du 25 octobre 1925 ;

Mlle ESCANDE Fernande, professeur chargée de cours stagiaire, est nommée professeur chargée de cours de 6^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1925 ;

Mlle ZOELLNER Adrienne, répétitrice surveillante stagiaire, est nommée répétitrice surveillante de 6^e classe, à compter du 1^{er} avril 1926.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 17 mars

1926, Mme METIVIER Marie, répétitrice chargée de classe à Casablanca, est promue de la 2^e à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1925.

* * *

Par arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien, en date du 31 mars 1926, M. BESSIS Emile, interprète civil principal de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 mars 1926.

* * *

Par décision du chef du service des domaines, en date du 11 janvier 1926, M. BARRAUD Jean, receveur de 5^e classe de l'enregistrement, des domaines et du timbre, rédacteur de 1^{re} classe au service des domaines, est promu rédacteur principal de 3^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1926.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 26 mars 1926, est acceptée, à compter du 15 mars 1926, la démission de son emploi offerte par M. MOUILLOT Antonin, commis principal de 1^{re} classe.

RECLASSEMENTS EFFECTUÉS EN SUITE DE RAPPELS MILITAIRES.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 25 février 1926 :

M. TRUAU Joseph est reclassé comme chef de bureau hors classe (2^e échelon) à compter du 1^{er} février 1924 ;

M. DURAND Emmanuel est reclassé comme chef de bureau hors classe (1^{er} échelon) à compter du 1^{er} mai 1925 ;

M. AT René est reclassé comme rédacteur de 5^e classe à compter du 15 novembre 1924.

AFFECTATION dans le personnel des commandements territoriaux.

Par décision résidentielle en date du 8 avril 1926, le chef d'escadrons de cavalerie hors cadres DENIS, des commandements territoriaux, est nommé au commandement du cercle de Guercif (région de Taza), en remplacement du lieutenant-colonel Delpy, rapatriable.

Extrait du « Journal Officiel » de la République française du 31 mars 1926, page 3922

DÉCRET DU 20 MARS 1926
autorisant l'ouverture de travaux et de dépenses sur le budget des fonds d'emprunt 1920 du Gouvernement du Protectorat chérifien.

Rapport au Président de la République française

Paris, le 18 mars 1926.

Monsieur le Président,

La loi du 19 août 1920, qui a autorisé le Gouvernement du Protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744.140.000 francs prévoit, en son article 2, que l'ouverture des travaux à exécuter doit être autorisée par décret.

En conformité de ces dispositions, trois décrets, le premier en date du 27 février 1922 (*Journal Officiel* n° 61, du 3 mars 1922), le second en date du 14 août 1923 (*Journal Officiel* n° 222, du 18 avril 1923) ; le troisième en date du 18 juin 1924 (*Journal Officiel* n° 168, du 20 juin 1924), ont autorisé les contrôles civils à exécuter certains travaux dont le total s'élevait à 1.972.000 francs. Ces travaux sont actuellement terminés ou en cours d'exécution. L'urgence de certains travaux, non prévus aux décrets des 27 février 1922, 14 août 1923 et 18 juin 1924 est apparue depuis la promulgation de ces textes.

Il convient, dans ces conditions, d'autoriser les travaux dont vous voudrez bien trouver ci-joint le détail et, d'accord avec M. le ministre des finances, je vous serais très obligé, si vous n'y voyez pas d'objections, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 19 août 1920 autorisant le Gouvernement du Protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744.140.000 francs ;

Vu l'article 2 de ladite loi prescrivant que l'ouverture des travaux à exécuter sur cet emprunt aura lieu sur la proposition du Commissaire résident général de France à Rabat, en vertu d'un décret rendu sur le rapport du ministre des affaires étrangères, après avis du ministre des finances ;

Sur la proposition du Commissaire résident général de France au Maroc ;

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'ouverture des travaux et dépenses énumérés ci-après, dans les limites indiquées ci-dessous : (Article premier de la loi du 19 août 1920).

TITRE PREMIER

Bâtiments d'Etat

a) Contrôles civils : construction de bureaux et d'habitations, 390.000 francs.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 mars 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

ANNEXE

TITRE PREMIER

1° Bâtiments d'Etat

a) Contrôles civils : construction de bureaux et d'habitations.	
1° Construction d'un logement pour le chef de l'annexe de Sidi Ali d'Azemmour	140.000
2° Construction des bureaux du contrôle civil de Souk el Arba du Rabr	150.000
3° Construction du contrôle civil des Doukkala à Mazagan (2° tranche)	100.000
TOTAL.....	390.000

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville de Mazagan

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Mazagan, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 7 mai 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville de Taourirt

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Taourirt, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 mai 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville d'El Aïoun

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville d'El Aïoun, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 mai 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Mazagan

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Mazagan, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 7 mai 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Taourirt

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Taourirt, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 mai 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Service des perceptions et recettes municipales

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

TAXE URBAINE

Ville d'El Atoun

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville d'El Atoun, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 mai 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES MAROCAINES

Examens de langue arabe et de dialectes berbères

Les épreuves pour l'obtention des certificats, brevets et diplômes d'arabe et de berbère, ainsi que les examens révisionnels prévus par l'arrêté viziriel du 4 janvier 1916, auront lieu à l'Institut des hautes études marocaines de Rabat à partir du lundi 14 juin 1926.

Les candidats qui en feront la demande au moment de leur inscription pourront être autorisés à passer les épreuves écrites à Fès ou à Casablanca.

Les épreuves orales se passent obligatoirement à Rabat.

Les demandes d'inscription, établies sur timbre, accompagnées de l'extrait de naissance devront parvenir au directeur de l'Institut des hautes études marocaines avant le 31 mai 1926.

Une notice programme est adressée à toute personne qui en fera la demande au secrétariat de l'Institut.

CALENDRIER DES CONCOURS DE PRIMES
D'ENCOURAGEMENT A L'ÉLEVAGE DU BÉTAIL.

Vingt-six concours de primes d'encouragement à l'élevage du bétail comportant l'attribution de 49.000 francs de primes, auront lieu en 1926, dans les localités et aux dates indiquées dans le tableau ci-après.

Ces concours, qui seront organisés par les autorités de contrôle locales, sont indépendants des concours spéciaux de races bovines et ovines prévus par l'instruction annexée à l'arrêté du 20 mars 1926 du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Concours de primes à l'élevage
(espèce chevaline exceptée)

LOCALITÉS	DATES	Montant des primes
		FRANCS
RÉGION DE MARRAKECH		
Marrakech.....	15 avril	800
Souk el Had de Si Abdallah (Rhiat Mesfoua).	25 avril	1.500
Dar Ould Zidouh.....	26 avril	1.600
Souk el Tieta des Reraïa....	27 avril	1.000
Beni Mellal.....	30 avril	1.400
Boujad.....	6 mai	1.500
Amismiz.....	9 mai	1.500
El Kelaa.....	14 mai	1.200
Souk el Had de Demnat.....	16 mai	1.000
Souk el Tnin de Feum el Djemâa.....	17 mai	1.500
Souk el Djmaâ de Bou Entir.	21 mai	1.000
RÉGION DE FÈS		
Talsint.....	15 avril	1.500
Karia.....	21 avril	2.000
Tissa.....	25 avril	2.000
Fès.....	26 avril	2.500
Sefrou.....	2 mai	2.500
Midelt.....	20 mai	2.000
Gourrama.....	1 ^{er} juin	1.500
RÉGION DE MEKNÈS		
Plaine de Messouar (Annexe des Aït Sguouj).	24 avril	2.000
Khénifra.....	5 mai	3.250
El Hajeb.....	8 mai	2.000
Ouezzan.....	16 juin	3.000
Tichout (Cercle d'Itzer).....	25 juin	1.750
Azroir.....	24 septembre	2.000
RÉGION DE TAZA		
Taza.....	6 mai	4.000
Tahala.....	19 mai	3.000
	Total....	49.000

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
EXTRAITS DE REQUISITIONS (1)

1. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2612 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 mars 1926, 1° Bouamer ben Ghazi, dit « Hamsas », marié selon la loi musulmane à dame Rekia bent Mohamed, vers 1878, aux douar et fraction des Bzaïz, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaër, y demeurant ; 2° Mohamed ben Bouamer, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Bennacer, vers 1915, au même lieu, y demeurant, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Chouariat », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Bzaïz, à 7 km. environ au nord de Camp Marchand, à l'ouest de la route y conduisant et à proximité du marabout de Sidi el Hadj el Kebir, lieu-dit « Aïn Chetta ».

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Abdallah ben Maâti, sur les lieux, douar Bzaïz ; à l'est et à l'ouest, par un ravin et au delà par El Hadj ben Lahbib, sur les lieux, douar Dioucha ; au sud, par Mohamed ben Mina et par Mohamed ben Abdallah, sur les lieux, douar Bzaïz précité.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires, Mohamed ben Bouamer suivant acte d'adoul en date du 6 kaada 1342 (9 juin 1924), homologué, aux termes duquel Bouamer ben Ghazi, son père, lui a reconnu la moitié indivise de ladite propriété, lui-même en étant propriétaire en vertu d'une moukia en date du 10 safar 1340 (13 octobre 1921) homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2613 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 mars 1926, 1° Ahmed ould Baïz, marié selon la loi musulmane à dame Lamanian bent Si Cherki, aux douar et fraction des Ouled Merzoug, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër ; 2° El Maati ben Mohamed dit « Aorma », marié selon la loi musulmane à dame Zaza bent Mohamed, au même lieu ; 3° Abdelkader ben Bzaïz, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Si Mohamed, au même lieu, tous les susnommés demeurant au douar des Ouled Merzoug, représentés par M. Bernard Louis, colon, demeurant à N'kreïla, leur mandataire, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Bled Gabou Slougui et Mechelet Beslou », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Gabou Slougui et Mechelet Beslou », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ktir, fraction des Ouled Merzoug, à 2 km. 500 au nord de N'kreïla.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par Djilali ould Si Ali, sur les lieux, douar Bréchoua ; à l'est, par El Abchi ould Ali M'hamed et Ould Sidi ben Thami, sur les lieux, douar des Ouled Merzoug ; au sud, par Bouazza ben Lâhssen, Keroum ben Aomar, sur les lieux, douar des Ouled Merzoug, par la propriété dite « Pyberland », réq. 401 R., dont l'immatriculation a été requise par M. Chouesse, domicilié chez M° Essafi, avocat, à Casablanca, Ahmed ben Lbsir, Mohamed ben Smali et par Idriss Foura, tous demeurant sur les lieux, douar des Ouled Merzoug ; à l'ouest, par la propriété dite : « Bled el Ghuïess », réq. 2607 R., dont l'immatriculation a été requise par Abdesselam ben Salah et consorts, domiciliés chez M. Grenier, à Rabat, rue de Belgrade, 2, et celle dite

« El M'del Laouija », réq. 2544 R., dont l'immatriculation a été requise par le cheikh El Fatmi ben M'hamed Rezgani, demeurant aux douar et fraction des Ouled Rezg, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia en date du 8 chaabane 1344 (21 février 1926), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2614 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 mars 1926, Le Crédit Marocain, société anonyme, dont le siège social est à Cette (Hérault), constituée suivant statuts déposés chez MM^{es} Chaverot et Couzin, notaires, audit lieu, le 31 mai 1913, et délibération de l'assemblée générale constitutive des actionnaires du 24 juin 1913, ladite société domiciliée en ses bureaux à Casablanca, rue du Général-Drude, et représentée par M. Roland, faisant élection de domicile à Rabat, Etablissements Domerc, boulevard Joffre, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Berbich », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Crédit Marocain n° 45 », consistant en terrain de culture, située à Rabat, sur la route de Rabat à Casablanca et à 500 mètres au delà du cimetière européen.

Cette propriété, occupant une superficie de 28.022 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Tanneries marocaines », titre n° 398 R., appartenant à M. Homberger Gustave, demeurant à Casablanca, avenue Mers-Sultan, villa « La Quinta » ; à l'est, par la propriété dite « Coriat XVII », réq. 2419 R., dont l'immatriculation a été requise par la société Coriat et C^{ie}, représentée par M. Coriat Sam, demeurant à Rabat, boulevard Galliéni, immeuble de la Compagnie Algérienne ; au sud, par un chemin et au delà par la Régie des chemins de fer du Maroc, voie de om. 60 ; à l'ouest, par Shokroun, représenté par El Hadj Hassan el Akari, demeurant à Kebibat, cité El Akari.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que la servitude de passage de 8 mètres sur la limite est de ladite propriété au profit de la propriété dite « Coriat XVII », réq. 2419 R., et qu'elle en est propriétaire, savoir : en vertu de trois actes d'adoul, en date des 3 rebia I 1335 (28 décembre 1916), 2 rebia II 1335 (27 janvier 1917) et 28 moharrem 1337 (3 novembre 1918), homologués, aux termes desquels M. Mouchi ben Isaac Nahon, agissant tant en son nom qu'en celui de M. Youssef ben Juda ben Daïan lui a vendu une partie de ladite propriété, le surplus lui appartenant en vertu d'un partage intervenu avec la société Coriat et C^{ie}, suivant acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 18 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2615 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 mars 1926, M. Darmayan Auguste, préparateur en pharmacie, marié à dame Betremieux Joséphine, le 19 août 1924, à La Bassée (Nord), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M° Grouwin Charles, notaire à Haisnes-lez-la-Bassée, le 18 du même mois, demeurant et domicilié à Rabat, avenue du Père-de-Foucault, n° 6, a demandé l'immatriculation, en qualité de proprié-

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

taire, d'une propriété dénommée « Lot n° 5 du lotissement maraîcher de l'Aviation », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « René III », consistant en terrain maraîcher, située contrôle civil de Rabat-banlieue, Ouldja de Rabat, tribu des Haouzia, à 3 km. de la porte des Zaër, sur la route de l'Ouldja, à 200 mètres de la route des Zaër et face à l'Aviation.

Cette propriété, occupant une superficie de 5.045 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Fambon, employé à la Direction de l'Agriculture, à Rabat ; à l'est, par M. Pandolfino, demeurant à Rabat, avenue Foch ; au sud, par les vendeurs, représentés par M. Castaing, demeurant à Rabat, avenue Dar el Makhzen ; à l'ouest, par une rue de lotissement.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 6 janvier 1926, aux termes duquel les héritiers de Broome et Miloud ben Youssef, représentés par M. Castaing sus-nommé, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2616 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 17 mars 1926, M. Bonnal Eugène, colon, marié à dame Weber Emilie, le 11 février 1904, à Bou-Tlelis (Algérie), sans contrat, demeurant et domicilié à Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement urbain de Petitjean, lot n° 29 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bonnal », consistant en terrain et constructions, située centre de Petitjean.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.110 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Biarnay ; à l'est par M. Eskech, tous deux demeurant à Petitjean ; au sud, par Mme veuve Bonnal, demeurant à Meknès, rue Barbarine, 17 ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 18 rebia I 1339 (30 novembre 1920), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (Domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2617 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 17 mars 1926, M. Dewulf Jean-Bernard-Théodore-Joseph, marié à dame Sorel Marie-Emilie-Victorine, le 10 décembre 1913, à Casablanca, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par M. le Secrétaire-Greffier en chef du tribunal de première instance de Casablanca, le 9 décembre de la même année, demeurant à Alger, rue Beau-Séjour, villa des Roses, et faisant élection de domicile en le cabinet de M^e Chirol, avocat à Rabat, avenue du Chellah, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement de Kebibat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Le Liban », consistant en terrain à bâtir, situé à Rabat, quartier de Kebibat, rue de Tours.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.739 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Benoualid Amran, commerçant, demeurant à Rabat, rue des Consuls, et par la propriété dite « Les Mouettes », titre 1506 R., appartenant aux héritiers de M. Fernandez, représentés par Mme veuve Fernandez Carmen, demeurant à Rabat, rue de Tarbos ; à l'est, par la rue de Tours ; au sud, par M. Orliaguet Martial, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes sous seings privés en date respectivement des 31 mars 1914 et 21 février 1920, aux termes desquels MM. Molline et Dahl, d'une part, et MM. Molline et C^o, d'autre part, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2618 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 17 mars 1926, M. Valici Salvatore, entrepreneur des travaux publics, marié à dame Giannelevigne Salvina, le 21 novembre 1909, à Ferryville (Tunisie), sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, rue de Lisbonne, villa Rosa, n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Salvina », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, rue de Lisbonne.

Cette propriété, occupant une superficie de 250 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Lisbonne et au delà par M. Tolédano, demeurant à Rabat, rue Hammam el Alou, impasse Messaoud, n° 1 ; à l'est, par un passage privé appartenant à M. le comte de Chabanne, demeurant à Rabat ; au sud, par M. Placidi, demeurant à Rabat, rue du Général-Giraudon ; à l'ouest, par M. Prunier, chef de bureau au contrôle des municipalités (secrétariat général).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 10 février 1926, aux termes duquel M. Caruana Emmanuel lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2619 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 17 mars 1926, Thami ben Sid el Hadj Ahmed Ababou, chambellan de S. M. le Sultan, marié selon la loi musulmane à Fès, demeurant et domicilié à Rabat, palais impérial, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Hammam Basta », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Si-Thami », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ould Mimoun, fraction des Ouled Brahim, sur la rive droite de l'oued Akreuch, à 12 km. au sud-est de Rabat, à proximité de Roudat la Cherrat, lieu-dit « Aïn el Hammam et Aïn el Basta ».

Cette propriété, occupant une superficie de 600 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Akvach », titre 2113 R., appartenant à la Compagnie Agricole Marocaine, représentée par M. Roepke, son directeur, demeurant à Kénitra ; à l'est, par Ben Acher ben el Miloudi et Bouazza ben Allal, demeurant sur les lieux, douar des Ouled Brahim et par El Abid Ghannam, demeurant à Rabat, rue Sekkiat bel Mekki ; au sud, par Driss Lazreg, demeurant à Rabat, derb El Anki ; par Ben Salah el Lóili et Abdallah, demeurant sur les lieux, douar des Ouled Lila ; par la propriété dite « Akvach », t. 2113, susvisée ; Ben Acher ould el Miloudi et Bouazza ben Allal, sur les lieux, douar des Ouled Brahim, et par la propriété dite « Aïn Dick », réq. 1595 R., dont l'immatriculation a été requise par M. Saucuz, demeurant à Rabat, rue de la Marne ; à l'ouest, par El Abid Ghannam, Ben Acher bel Miloudi sus-nommés ; par la propriété dite « Aïn Dick », réq. 1595 R., susvisée ; la Compagnie Marocaine, représentée par M. Bernaudat, demeurant à Rabat, et par Ahmed Zenati el Brahmi, sur les lieux, douar des Ouled Brahim précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de vingt actes d'adoul, en date des 14 moharrem 1340 (17 septembre 1921), 24 rebia II 1340 (25 décembre 1921), 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921), 5 chaabane 1340 (3 avril 1922), 4 moharrem 1341 (26 août 1922), 5 moharrem 1341 (28 août 1922), 7 moharrem 1341 (30 août 1922), 8 moharrem 1341 (31 août 1922), 19 jourmada II 1341 (6 février 1923), 5 rebia II 1342 (15 décembre 1923), 24 rejeb 1342 (1^{er} mars 1924), 13 chaabane 1342 (20 mars 1924), 4 rebia II 1343 (2 novembre 1924) et 20 jourmada I 1343 (17 décembre 1924), homologués, aux termes desquels Nesrallah ben Bouazza, Bouazza ben Salem et consorts, El Hana ben Baïz, El Hadj Abdclouahed ben el Taïb, El Khelifa ben el Fatmi et son frère Seddig, Bouazza ben Gherib, Bouazza ben el Mekki, El Hadj ben Abbou, Bouazza ben el Caïd el Hadj ben Abderrahman, Mohamed ben el Bahraoui, M. Bernaudat, représenté par Mohamed ben Mohamed, le cheikh Bouazza ben Gherib, le caïd El Hadj ben Mohamed ben Abderrahman, Isaac ben Brahim, représenté par son père Samuel, et Bouazza ben Allal el Meskini lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2620 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 18 mars 1926, M. Biojoux Martial, colon, marié à dame Martinez Françoise, le 21 décembre 1923 à Casablanca, sous le régime dotal, suivant contrat reçu au bureau du notariat de Casablanca le même jour, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de M. Touchet Roger-François, célibataire, tous deux demeurant et domiciliés en leur ferme de Sidi Bettache par Camp Boulhaut, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Zina », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Beni Ahmed, fraction des Remahma, sur la route de Camp Boulhaut à Camp Marchand, à 4 km. environ à l'est du marabout de Sidi Bettache, et à proximité de celui de Sidi el Hadj ben Ali.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Kassem ; à l'est, par El Hadj Bouazza ben Chaffai ; au sud, par Ali ould Bouazza ben Lbsir ; à l'ouest, par le cheikh Ali ben el Haouari, tous les susnommés demeurant sur les lieux, douar El Azouzi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 6 rejeb 1344 (30 janvier 1926), homologué, aux termes duquel El Kadiri ben Si Djilani, son frère Abderrahman et leur mère Rahma bent Abdennebi leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2621 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 mars 1926, Mohamméd ben Aïssa, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Bouazza, vers 1891, au douar Jiahna, fraction des Ghoul, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ras Sahb Touil el Kohikiha », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ghoul, rive droite du Bou Regreg, à 15 km. environ de Salé, sur la piste de Salé au Souk el Tleta et à proximité de l'oued El Ardjat.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est composée de deux parcelles, limitées :

Première parcelle (Ras Sahb Touil). — Au nord, par Abou ben Saïd ; à l'ouest, par Abdelkader ben Hamou ; au sud, par Lahrech Messaoud ben Bouazza ; à l'ouest, par l'Etat chérifien (domaine public) et par Abdelkader ben Hamou susnommé.

Deuxième parcelle (Kohikiha). — Au nord, par Bou Taleb ould Bouazza ben Hamadi ; à l'est, par Bouazza ould Rahma ; au sud, par les Ouled Chiakh, représentés par Miloudi ould Chikh ; à l'ouest, par Bouazza ould Rahma, susnommé, tous demeurant sur les lieux, douar Ziahna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 15 kaada 1330 (26 octobre 1912), homologué, aux termes duquel Mohamed ben el Hadj Larbi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2622 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 mars 1926, Mohammed ben Aïssa, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Bouazza, vers 1891, au douar Jiahna, fraction des Ghoul, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Guerbous et Sahb Touil », consistant en terrain de culture et de pacage, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ghoul, rive droite du Bou Regreg, à 15 km. de Salé, sur la piste de Salé à Souk el Tleta, lieu-dit « Jedere el Arjaât ».

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par les Ouled Jaber, représentés par le cheikh Mohamed ben Abdallah, Abdelkader ould el Kellougi et Houari ould Ahmed Lakal, demeurant au douar des Ouled Jaber, tribu des Sehoul, con-

trôle de Salé ; à l'est, par Abbou ben Saïd, demeurant au douar Jiahna, fraction des Fekhouda, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé ; au sud, par Miloud ould Zahra et Ghrif ben Habid ; à l'ouest, par Abdelkader ben Hamou, Mohamed ben Larbi et Djelloul ben Chama, sur les lieux, douar Jiahna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 15 kaada 1330 (26 octobre 1912), homologué, aux termes duquel Mohamed ben el Hadj Larbi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2623 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 mars 1926, Khechane ben el Maati Zelladji Sehli, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Mehaïdi, vers 1909, au douar Zelladja, fraction des Ouled Azouz, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Ghrif », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Zellajia IV », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Aziz, sur la rive droite du Bou Regreg, à 12 km. de Salé, sur la piste du Bou Regreg au marabout de Sidi Haméïda et à 2 km. environ au sud de ce marabout.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Benaïssa ben Lekhlifi ; Bennaceur ben Bennaceur el Alouani, sur les lieux, douar des Ouled Yahia, fraction des Ouled Alouane, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, et Hanati ben Hamida, sur les lieux, douar Zelladja ; à l'est et au sud, par la propriété dite « Bled Zelladja II », titre 1676 R., appartenant à Khechan ben el Maati Zelladji et consorts, sur les lieux, douar Zelladja ; à l'ouest, par Lhassen ben el Hadj Zelladji, sur les lieux, douar Zelladja précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 8 jourmada I 1344 (24 novembre 1925), homologué, aux termes duquel Ghrif ben Sidi Djilani lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2624 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 mars 1926, Khechane ben el Maati Zelladji Sehli, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Mehaïdi, vers 1909, au douar Zelladja, fraction des Ouled Azouz, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dahs », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Saada », consistant en terrain planté de figuiers, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Aziz, rive gauche du Bou Regreg, à 15 km. environ de Salé et à 2 km. environ du marabout de Sidi Messaoud.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Bou Regreg ; à l'est, par la propriété dite « Ez Zelladja I », titre 1691 R., appartenant à Khechan ben el Maati Zelladji et consorts, demeurant sur les lieux, douar Zelladja ; au sud, par les héritiers de Bouazza ben Brahim Zelladji Sehli, représentés par Brahim ben Bouazza, sur les lieux, douar Zelladja, et par la propriété dite « Mers Bouhouïtina », rég. 490 R., dont l'immatriculation a été requise par Ben Mohamed ben Boumahdi el Alouani sur les lieux, douar El Chiakh, fraction des Ouled Allouan ; à l'ouest, par les héritiers de Bouazza ben Brahim susnommés.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 16 chaabane 1343 (12 mars 1925), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2625 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 mars 1926, 1° Khechane ben el Maati Zelladji Sehli, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Mehaïdi, vers 1909, au douar Zelladja, fraction des Ouled Azouz, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant ; 2° Maallem Ahmed ben Benaïssa Sbiti Slaoui, marié selon la loi musulmane à dame Mehani bent Naceur, vers 1906, à Salé, y demeurant, rue Hérarine, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Bled Lahcène ben Abbou », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « El Aziza », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Aziz, sur la rive droite du Bou Regreg, à 15 km. environ de Salé, lieu-dit « El Heuch ».

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Ben Saïd ben Rahba ; à l'est, par Rouane ben Benaïssa Jabri et Selloqm ben Bouazza, tous trois demeurant sur les lieux, douar des Ouled Jabeur ; au sud, par l'oued Bou Regreg ; à l'ouest, par la propriété dite « Bled Zelladja II », titre 16-6 R., appartenant à Khechane ben el Maati Zelladji et consorts, demeurant sur les lieux, douar Zelladja.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 ramadan 1342 (14 avril 1924), homologué, aux termes duquel Schimi ben Yssek Sahli, Lahssen ben Abbou, son frère Bouazza et Ahmed ben Aomar leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Feddan El Kabir », réquisition 2026^e, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 23 décembre 1924, n° 635.

Suivant réquisition rectificative, en date du 26 mars 1926, Ahmed ben Kacem Ghiati et Driss ben Kacem Ghiati, demeurant tous deux au douar Gebabra, fraction des Ouled Ghiat, tribu des Moktar ont demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Feddan el Kabir », réquisition 2026 R., sise contrôle civil de Mechra bel Ksiri, tribu des Moktar, fraction des Ouled Ghiat, sur la piste de Dar Gueddari à Méchra bel Ksiri, à 10 kilomètres environ de Dar Gueddari soit désormais poursuivie tant en leur nom personnel et en celui de Bou Amar ben Larbi, leur copropriétaire, qu'au nom de leur frère Erradi ben Kacem el Ghiati, célibataire, demeurant au même lieu, en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de 3/6 pour Bou Amar ben Larbi et de 1/6 pour chacun des autres, ainsi qu'il résulte d'un acte d'adouls en date du 6 ramadan 1344, homologué, établissant leurs droits.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA**Réquisition n° 8673 C.**

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 mars 1926, M. Battaglia Joseph, de nationalité italienne, marié sans contrat, à dame Marie Minéo, le 12 juillet 1921, à Casablanca, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard de Lorraine, n° 72, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Maryse IV », consistant en terrain nu, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieu-dit « Aïn Seba », lotissement Kracke.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.189 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Nessima », titre 1784 C., appartenant à M. Akerib, à Casablanca, boulevard d'Anfa ; à l'est, par M. Coste Joseph, à Aïn Seba, Café de la Plage ; au sud, par la piste de Rabat ; à l'ouest, par M. Coste Joseph précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication

des biens de l'Allemand G. Kracke, en date du 23 juillet 1923, approuvé par M. le Gérant général des séquestres de guerre, à Rabat, le 14 août 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8674 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 mars 1926, El Hadj Bouchaïb ben el Ghezouani, marié selon la loi musulmane, en 1923, à Fatima bent Ben Mellouk, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Centrale, n° 8, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Hadj Bouchaïb », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue de la Croix-Rouge, n° 33.

Cette propriété, occupant une superficie de 170 mètres carrés, est limitée : au nord, par les héritiers Hadj Driss el Harizi el Fokri, représentés par Hadj Bouchaïb el Kabali, à Casablanca, route de Médiouna, immeuble Emilio Gauthier ; à l'est, par la rue de l'Union ; au sud, par la rue de la Croix-Rouge ; à l'ouest, par les héritiers Ben Chaffaï, représentés par Driss ben Hadj Thami, à Casablanca, rue El Zaouche.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 15 janvier 1926, aux termes duquel Mme veuve Garassino et MM. Jean-Baptiste et Mario Garassino lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8675 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 mars 1926, Abdallah ben Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni el Azouzi, marié selon la loi musulmane, vers 1895, à Fatma bent Messaoud, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Rahma bent Hadj Bouchaïb ben Omar, veuve de Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni, décédé vers 1906 ; 2° Fatma bent Abdelham el Alaouia, veuve également de Cheikh Mohammed ben Moussa ; 3° Bouchaïb ben Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni, marié selon la loi musulmane, vers 1912, à Zahra bent Larbi ; 4° Sallam ben Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Aïcha bent el Hadj Bouhker ; 5° Kadour ben Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni el Azouzi, marié selon la loi musulmane, à Arbia bent el Hadj ; 6° Messaoud ben Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à Fatma bent Si Mohammed ; 7° Fatma dite « Khetrana » bent Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni, mariée selon la loi musulmane, vers 1914, à Si Mohammed ben Kacem ; 8° Mohammed ben Cheikh Mohammed ben Moussa el Médiouni, dit « El Kardi », marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Rekia bent Si M'Barek, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Azouz, fraction des Amamra, tribu de Médiouna, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Hamri et Fedane Bialada », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cheikh Mohammed ben Moussa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Amamra, douar Ouled Azouz, au km. 17 de la route de Casablanca à Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, à l'est et au sud, par Ben Moussa ould el Hadj Messaoud et les requérants ; à l'ouest, par Allal ben Abdelkader ben Allal ;

Deuxième parcelle : au nord, par Ben Moussa ould el Hadj Messaoud précité ; à l'est, par les requérants ; au sud et à l'ouest, par Sidi Mahfoud ben Maati ; Si Ahmed ould el Hadj Ahmed et Sidi Mohammed ould Sid el Hadj Ahmed el Messaoudi, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Cheikh Mohammed ben Moussa, ainsi que le constate un acte de filiation du 9 jourmada II 1334 (13 avril 1916).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8676 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 mars 1926, M'Barek ben el Hadj Ahmed ben Bada el Aouni el Aloui Tahri, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Aïcha bent Hadj Mohammed, demeurant et domicilié au douar Touahra, fraction Ouled Ali, tribu des Aounat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Hasba », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, annexe de Sidi ben Nour, tribu des Aounat, fraction Ouled Ali, douar Touahra, près de Souk el Had des Aounat et du marabout de Sidi Larbi.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Souk el Had à Souk Teltat et au delà par Si Tahar ben Ali, sur les lieux ; à l'est, par Si Djilali ben Ali, sur les lieux ; au sud, par les Ouled ben el Caïd, représentés par Bouchaïb ould Hadj Larbi ben el Caïd, sur les lieux ; à l'ouest, par Si Tahar ben Ali précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 13 jourmada II 1325 (24 juillet 1907), aux termes duquel El Hadj Ahmed lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8677 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 mars 1926, M. Chiavelli Ferdinand-Joseph, marié sans contrat, à dame Sourmey Céleste-Régina-Octavie, le 18 avril 1904, à Fort-National (Alger), demeurant et domicilié à Ain Seba, km. 7,300 de la route de Rabat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Propriété Chiavelli », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Chiavelli n° 1 », consistant en terrain nu, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieudit « Ain Seba », Beaulieu, au km. 6 de la piste de Casablanca à Rabat.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.657 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Thomazeau, à Casablanca, rue des Ouled Harriz, n° 125 ; à l'est, par M. Nardone Sauveur, à Ain Seba ; au sud, par l'ancienne piste de Casablanca à Rabat ; à l'ouest, par une rue de 15 mètres du lotissement du séquestre des biens austro-allemands à Casablanca.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 5 août 1914, aux termes duquel M. Vittet lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8678 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1926, Si Salah ben Fkih Si Shimi el Aïssaoui Saïdi, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Hadoum bent Ali ben el Fekak, demeurant et domicilié au douar Ouled Ami Saïd, fraction des Ouled Si Aïssa, tribu des Menia, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Meguel Lahman », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Si Aïssa, douar Ouled Ami Saïd, à 2 km. de la gare de Ras el Ain.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord, par la piste de Sidi Abderrahmane, au lieudit « Kharoubi » et au delà Si ben Gacem ben Larbi et consorts, sur les lieux ; à l'est, par Si ben Gacem précité ; au sud, par El Hadj ben el Fakak, sur les lieux ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 jourmada II 1330 (26 mai 1912), aux termes duquel Si Elhadj ben el Fekak lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8679 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1926, Si Salah ben Fkih Si Shimi el Aïssaoui Saïdi, agissant au nom et pour le compte de son épouse Hadoum bent Si Ali ben el Fekak, mariée selon la loi musulmane, vers 1910, demeurant et domicilié au douar Ouled Ami Saïd, fraction des Ouled Aïssa, tribu des Menia, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Zina », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Si Aïssa, douar Ouled Ami Saïd, près de la gare de Ras el Ain.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, comprenant 4 parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par la piste de Sidi Abderrahman au lieudit « Kharoubi » et au delà Si Ali ben Bouaza, sur les lieux ; à l'est, par Salah ben Shimi, sur les lieux ; au sud, par Si Larbi ben Larbi, sur les lieux ; à l'ouest, par Si Larbi ben Larbi et Bouchaïb ben el Hadj, sur les lieux ;

Deuxième parcelle : au nord, par la voie normale et au delà Si Larbi ben Larbi précité ; à l'est, par Si Abderrahman ben M'Hamed, sur les lieux ; au sud, par l'oued Tamadghoust ; à l'ouest, par Si Larbi ben Larbi précité ;

Troisième parcelle : au nord, par la voie normale et au delà Salah ben Shimi précité ; à l'est, par Si Bouaza ould Karachia, sur les lieux ; au sud, par l'oued Tamadghoust ; à l'ouest, par Salah ben Shimi précité ;

Quatrième parcelle : au nord, par la voie normale et au delà Salah ben Shimi ; à l'est, par Si Larbi ben Gacem, sur les lieux ; au sud, par l'oued Tamadghoust ; à l'ouest, par Si Ali ben Larbi, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et que son épouse en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 24 hija 1343 (16 juillet 1925), aux termes duquel Si Abderrahman ben M'Hammed lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8680 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1926, Mohammed ben Mohammed ben Mellouk, marié selon la loi musulmane, en 1915, à Hadja Fatma bent Sidi Mohammed ben Chafai el Beidhaoui, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Bouchaïb ben Mohammed ben Mellouk, marié selon la loi musulmane, en 1920, à El Batoul bent Mohammed ben Echafai, tous deux demeurant et domiciliés à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 34, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar ben Mellouk n° 1 », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue Boukhouina, n° 2.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par Driss ben Ahmed el Haddaoui et Elhadj Allal ben Mellouk, à Casablanca, rue Djedid, n° 5 ; à l'est, par le requérant ; au sud, par la rue Boukhouina ; à l'ouest, par Mohammed ben Taïbi el Haddaoui, dit « Ben Aguida », à Casablanca, derb Boukhouina, n° 4, et le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 21 jourmada II 1339 (2 mars 1921), aux termes duquel le service des domaines leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8681 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1926, Mohammed ben Mohammed ben Mellouk, marié selon la loi musulmane, en 1915, à Hadja Fatma bent Sidi Mohammed ben Chafai el Beldaoui, demeurant à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 34, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Fatma bent Mohammed ben Mellouk, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Elhadj Bouchaïb ben el Ghezouani, demeurant à Casablanca, rue Centrale, n° 4, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 34, a demandé l'immatriculation, en sa dite

qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar ben Mellouk n° 2 », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 118.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 mètres carrés, est limitée : au nord, par Abdelkader ben Elhadj el Mejdouh et conjoints, à Casablanca, rue Ezzebouja et Abdelkader Bennis el Fassi, à Casablanca, rue Derb el Gueraa, n° 12 ; à l'est, au sud et à l'ouest, par les requérants.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 21 jourmada II 1339 (2 mars 1921), aux termes duquel le service des domaines leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8682 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1926, le khalifat Sid Mohammed ben el Caïd Hamouda, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Attouch bent Slimane Djemaouïa, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Guelila bent el Caïd Abdallah, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Cheikh Mohamed ben Mohamed ben Ahmed Ziani, tous deux demeurant et domiciliés à Dar Caïd Hamouda, douar Ouled M'Hamed, fraction Ouled Boudjema, tribu des Moulaine el Oula, a demandé l'immatriculation, en sadite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Flou ». consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moulaine el Oula (Ziaïda), fraction des Ouled Boudjema, douar Ouled M'Hamed, à hauteur du km. 36 de la route de Casablanca à Boulhaut, à 1 km. à gauche de cette route.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Sid Bouziane ben Bouziane ; à l'est, par Si Raffi ben Sliman ; au sud, par Sid Bouchaïb ben M'Hamed et Sid Mohamed ben el Ghezouani ; à l'ouest, par Bouazza ben Mohamed el Haddad et El Arbi ben el Miloudi, tous demeurant au douar Ouled M'Hamed précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Guelila, en vertu d'une moukha en date du 20 ramadan 1341 (6 mai 1923), constatant ses droits de propriété ; 2° le khalifat Sid Mohammed, en vertu d'un acte d'adoul en date du 19 chaoual 1341 (5 juin 1923), aux termes duquel Reqiya Menana et Malika bent Caïd Abdallah, sœurs de la précédente, lui ont vendu leurs droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8683 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1926, M. Somma Andréa, de nationalité italienne, marié sans contrat, à dame Mostacci Christine, le 9 février 1908, à Tunis, demeurant à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées, n° 19, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, chez M. Wolff Charles, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot 23, groupe 45 du lotissement E. Gautier », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Vitorio », consistant en terrain nu, située à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Matteo Vincent, à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées ; à l'est, par la rue des Pyrénées ; au sud, par Mme Parrena, à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées ; à l'ouest, par M. Traina Francisco, à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 10 octobre 1920, aux termes duquel Mme veuve Emilio Gauthier lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8684 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1926, Kacem ben Ibrahim es Salmi el Messaoudi, marié selon la loi musulmane, vers 1891, à Aguida bent el Yamani, demeurant au douar Oulad Messaoud, fraction des Soualem, tribu des Ouled Ziane, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, chez M. Wolff Charles, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Rebouet el Djemel et El Kouleykha », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Kacem ben Ibrahim », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Soualem Trifia, douar Ouled Messaoud, sur la piste des Chiadma à Casablanca, près du marabout de Sidi Ahmed ben Naceur, à 2 km. au nord de la route de Casablanca à Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Thami ben Abdallah ; à l'est, par Si Dahman ben Abdelkader ; au sud, par la piste des Chiadma à Casablanca, et au delà Si Mohamed ben Chama ; à l'ouest, par Cheikh Bouchaïb ben Abdelkader, tous demeurant au douar Oulad Messaoud précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha en date du 15 rejev 1324 (4 septembre 1906), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8685 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1926, Si Tahar Sbihi, marié selon la loi musulmane, en 1914, à Fatima Erroudania, à Salé, demeurant à Oued Zem, et domicilié à Casablanca, rue de Bouskoura, n° 79, chez M^e Bickert, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fondouk Tahar Sbihi », consistant en terrain bâti, située à Oued Zem, route de Boujad.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.200 mètres carrés, est limitée : au nord, par la route de Casablanca à Boujad ; à l'est, par Si Driss Benzacour, à Oued Zem ; au sud, par une rue non dénommée ; à l'ouest, par Mohamed ben Ahmed Doukkali, à Oued Zem.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 15 mai 1922, aux termes duquel le domaine privé de l'Etat chérifien lui a cédé gratuitement ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8686 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1926, Sid el Fatmi ben Allal ben Abderrahmane Loutaoui el Khiati, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Mina bent Sidi ben Abdallah, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Mohamed ben Taïbi, dit « Ben Abdallah », marié selon la loi musulmane, vers 1895, à Mira bent Si Taïb ; 2° Abderrahmane ben Slimane, marié selon la loi musulmane, vers 1902, à Zahra bent Bouchaïb ; 3° Dris ben Allal el Khiati, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Habiba bent Ben Abdallah ; 4° Khadija bent Hadj Miloudi el Bahloulia, veuve de Allal ben Abderrahmane, décédé vers 1906 ; 5° Mani bent Brahim, veuve de Allal précité ; 6° Rekia bent Sidi Allal, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Ali ben Abbès ; 7° Batoul bent Allal, célibataire majeure ; 8° Keltoum bent Al'al, célibataire majeure ; 9° Mani bent Allal, célibataire majeure ; 10° Smina bent M'Hamed el Jamaouia, veuve de Salah ben Slimane, décédé vers 1907 ; 11° Slimane ben Salah, marié selon la loi musulmane, vers 1922, à Rekia bent Dris, tous demeurant et domiciliés au douar Khaïta, fraction Ouled Boudjema, tribu des Moulaine el Oula, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Keliouia », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moulaine el Oula (Ziaïda), fraction Ouled Boudjema, douar Khaïta, sur la piste des Ziaïda à Fédhala, près du marabout Sid el Khiati.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par El Maati ben Djilali Ruissi ; à l'est, par le caïd Hamouda ; au sud, par Larbi ould Miloudi ; à l'ouest, par Ben el Mir Djemaoui, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de Taïbi ben Abderrahman el Outaoui el Kkiati et ses frères Ben Dahman, Sliman et Allal, ainsi que le constate un acte de filiation du 11 chaabane 1344 (24 février 1926).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8687 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1926, 1° David ben Meyer Yacef, marié more judaïco à dame Saada Pères, à Casablanca, le 15 mars 1922, demeurant à Casablanca, rue de Saffi, n° 53 ; 2° Fatima bent Mohamed Echleuh Ejerari, mariée selon la loi musulmane, vers 1895, à Mohamed ben Bou Djema, demeurant à Casablanca, rue Djema Echleuh, n° 22 et 24, agissant tant en leur nom personnel qu'au nom du domaine privé de l'Etat chérifien, représenté par M. le contrôleur des domaines, à Casablanca, et domiciliés à Casablanca, en leurs demeures respectives, ont demandé l'immatriculation, en leur nom, en qualité de titulaires d'un droit de zina dans la proportion de 4/5 pour le premier et 1/5 pour la deuxième, et au nom du domaine privé de l'Etat chérifien comme propriétaire du sol, d'une propriété dénommée « Dar el Kerma », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Maison Mezel », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue Djema Echleuh, n° 22 et 24.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par Hadj Mohamed Zdaïm, à Casablanca, rue des Chleuh, n° 32 ; à l'est, par El Hadj Djilali, à Casablanca, rue Guenaoua, n° 12 ; El Hadj el Haddaoui, à Casablanca, rue Guenaoua, n° 18 ; Si Hamed ben Kiran, à Casablanca, rue Guenaoua, n° 20 ; Thami el Médiouni, à Médiouna ; au sud, par El Hadj Maarouf, à Casablanca, rue des Chleuh, n° 8 ; Abdallah et Houcine, à Casablanca, rue des Chleuh, n° 18 ; Hadj Abd Salam ben Zerouala, à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 112 ; Hadj Aïssa bent Bassour, à Derb ben Djedia ; à l'ouest, par Hadj Taïbi, à Casablanca, rue Nacceria, n° 3.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'un droit de zina à eux concédé par le domaine privé de l'Etat chérifien, moyennant une redevance annuelle de 70 francs, ainsi qu'il résulte de deux contrats en date des 1^{er} janvier 1923 et 1^{er} janvier 1924, l'Etat chérifien étant propriétaire du sol, ainsi que cela ressort d'une inscription au registre du Kounach des Zraïb de Casablanca.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8688 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1926, Abdallah ben el Ghezouani ben el M'Fedel Zidani el Medkouri, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Abderrahman, en 1908, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Khadidja bent Hadj Ouadoud Djedya, veuve d'El Ghezouani ben el M'Fedel, décédé en 1923 ; 2° Abdelkrim ben el Ghezouani, célibataire mineur ; 3° Ahmed ben el Ghezouani ; 4° El Kebira bent el Ghezouani ; 5° El Hadja bent el Ghezouani ; 6° Laidi ben el Ghezouani ; 7° Moussa ben el Ghezouani ; 8° El M'Fedel ben el Ghezouani ; 9° Hafida bent el Ghezouani ; 10° Khadidja bent el Ghezouani, ces neuf derniers célibataires mineurs sous la tutelle de Abdallah ben el Ghezouani susnommé ; 11° Mohamed ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, à Chaïbya bent Ahmed, vers 1923, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Larbi, fraction Ouled Zidane, tribu des Ouled Cebbah, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « El Aïouedj », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Aïouedj », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Cebbah (M'Dakra), fraction Ouled Zidane, douar Ouled Larbi, à 3 km. à l'ouest du marabout de Sidi Moussa.

Cette propriété, occupant une superficie de 17 hectares, est limitée : au nord, par la piste des Ouled Larabi à l'oued Bouacila et au delà les requérants ; à l'est, par le cheikh Ali ben Larbi, au douar Ouled Larbi susvisé ; au sud, par le même et Mohamed ould Ahmed, au douar Ouled Larbi ; à l'ouest, par le cheikh Ali ben Larbi susnommé.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de El Ghezouani ben el M'Fedel et de Mohamed ben el Ghezouani, ainsi que le constate un acte de filiation du 1^{er} jourmada II 1344 (17 décembre 1925).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8689 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1926, Abdallah ben el Ghezouani ben el M'Fedel Zidani el Medkouri, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Abderrahman, en 1908, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Khadidja bent Hadj Ouadoud Djedya, veuve d'El Ghezouani ben el M'Fedel, décédé en 1923 ; 2° Abdelkrim ben el Ghezouani, célibataire mineur ; 3° Ahmed ben el Ghezouani ; 4° El Kebira bent el Ghezouani ; 5° El Hadja bent el Ghezouani ; 6° Laidi ben el Ghezouani ; 7° Moussa ben el Ghezouani ; 8° El M'Fedel ben el Ghezouani ; 9° Hafida bent el Ghezouani ; 10° Khadidja bent el Ghezouani, ces neuf derniers célibataires mineurs sous la tutelle de Abdallah ben el Ghezouani susnommé ; 11° Mohamed ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, à Chaïbya bent Ahmed, vers 1923, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Larbi, fraction Ouled Zidane, tribu des Ouled Cebbah, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Bou Touil », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bou Touil Mers Ahmed », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Cebbah (M'Dakra), fraction des Ouled Zidane, à 5 km. à l'est du marabout de Sidi Salah, sur la piste de Sidi Moussa à Bouacila.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par la piste du marabout Bouacila à El Aïouedj et au delà les requérants ; à l'est, par les héritiers de Abderrahman ben el M'Fedel, représentés par Fatma bent Abderrahman, sur les lieux, et Abdelkader ben Sa'ah, au douar Zbiratt, tribu des Ouled Cebbah ; au sud, par le cheikh Miloudi ould Thami, au douar et fraction des Ouled Attia, tribu des Ouled Cebbah ; à l'ouest, par Bouazza ben Larbi, au douar des Ouled Siyed, fraction des Ouled Zidane précitée et par les requérants.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de El Ghezouani ben el M'Fedel et de Mohamed ben el Ghezouani, ainsi que le constate un acte de filiation du 1^{er} jourmada II 1344 (17 décembre 1925).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8690 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1926, Abdallah ben el Ghezouani ben el M'Fedel Zidani el Medkouri, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Abderrahman, en 1908, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Khadidja bent Hadj Ouadoud Djedya, veuve d'El Ghezouani ben el M'Fedel, décédé en 1923 ; 2° Abdelkrim ben el Ghezouani, célibataire mineur ; 3° Ahmed ben el Ghezouani ; 4° El Kebira bent el Ghezouani ; 5° El Hadja bent el Ghezouani ; 6° Laidi ben el Ghezouani ; 7° Moussa ben el Ghezouani ; 8° El M'Fedel ben el Ghezouani ; 9° Hafida bent el Ghezouani ; 10° Khadidja bent el Ghezouani, ces neuf derniers célibataires mineurs sous la tutelle de Abdallah ben el Ghezouani susnommé ; 11° Mohamed ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, à Chaïbya bent Ahmed, vers 1923, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Larbi, fraction Ouled Zidane, tribu des Ouled Cebbah, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « El Mriss », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom

de « El Mriss Bougaboub », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Cebbah (M'Dakra), fraction des Ouled Zidane, à 2 km. du souk Larba de Sidi Moussa et du marabout de Sidi Moussa.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Bir Salah aux Ouled Larbi et au delà Abdelkader ben Mohamed, sur les lieux ; à l'est, par la piste de Sidi Moussa à Ezmiratt et au delà Djillali ould Haddou, Omar ould Driss et Ibrahim ould Lesmak, sur les lieux ; au sud, par les héritiers de Mohamed ben M'Fedel, représentés par Abdelkader ben Mohamed, sur les lieux ; à l'ouest, par Laoussine ben Lachemi ; Dris ould Hadj Larbi et Ahmed ben el Hachemi, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de El Ghezouani ben el M'Fedel et de Mohamed ben el Ghezouani, ainsi que le constate un acte de filiation du 1^{er} jourmada II 1344 (17 décembre 1925).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8691 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1926, Si Ali ben M'Hamed ben Abdellah el Aiadi, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Zahra bent Larbi, agissant en son nom personnel et comme propriétaire indivis de : 1^o Fatma bent M'Hamed ben Abdellah el Aiadi, marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Mohamed ben Messaoud ; 2^o Rahma bent M'Hamed ben Abdellah el Aiadi, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Lahcen ben Taïbi el Abdi ; 3^o Fatima bent M'Hamed ben Abdellah el Aiadi, mariée selon la loi musulmane, vers 1918, à M'Hamed ben Hadj Larbi ; 4^o Miloudia bent M'Hamed ben Abde'lah, mariée selon la loi musulmane, vers 1924, à Ibrahim ben Abdelkader ; 5^o Zohra bent M'Hamed ben Abdellah el Aiadi, célibataire mineure ; 6^o Bouzian ben el Hadj Mohamed Zemmouri, marié selon la loi musulmane, vers 1912, à Aïcha bent Elayar ; 7^o Mira bent Kaddour, veuve de M'Hamed ben Abdallah, décédé vers 1919 ; 8^o Fatma bent Larbi, veuve de M'Hamed ben Abdallah, tous demeurant au douar El Aïdia, fraction El Djiat, tribu des Hedami, à l'exception du sixième qui demeure à Casablanca, rue des Anglais, derb Chama, n° 3, et tous domiciliés en leurs demeures respectives, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Akhris », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hédami, fraction des Ouled Djiat, douar Ghenimiine, à 65 km. de Casablanca, à 20 km. à gauche de Bir Djedid Saint-Hubert, près du marabout des Ghenimiine.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par El Arbi ben Mâhouh, sur les lieux ; à l'est, par Si Lahssen ben Tahar, au douar Oulad Embarck, tribu des Hedami ; au sud, par Abdellah ben el Hirsch, au douar El Aïaida précité ; à l'ouest, par Abdelmalek Asi Mohamed ben Bouazza et Ali ben Eljilani, au douar El Alaida.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de M'Hamed ben Abdellah el Hadmi, ainsi que le constate un acte de filiation du 20 rejeb 1344 (3 février 1926).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8692 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1926, Driss ben Ahmed ben Ali el Bouazizi, célibataire majeur, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Zahra bent Ahmed ben Ali el Bouazizi, divorcée de Abdallah ben el Arbi, en 1922, tous deux demeurant au douar des Ahl Zaouïa, fraction des Chouarba, tribu des Ouled Bouaziz, et domiciliés à Casablanca, rue Bouskoura, n° 79, chez M. Bickert, avocat, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard Driss et Zahra bent Ahmed », consistant en terrain de culture, située con-

trôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Chouarba, douar des Ahl Zaouïa, à 5 km. à l'est de la route de Safi à Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares est limitée : au nord et à l'est, par Semaïl ben Hamou Chourbi el Bouazizi ; au sud, par Ali ben Mohamed Derazi el Bouazizi ; à l'ouest, par Semaïl ben Hamou précité, tous demeurant au douar des Ahl Zaouïa précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ali ben Bouïcha, ainsi que le constate un acte de filiation du 26 kaada 1342 (29 juin 1924).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8693 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1926, Mohamed ben Mellouk, marié selon la loi musulmane vers 1915 à Hadja Fatma bent Sidi Mohamed ben Chafai el Beïdhaoui, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Seïda Fatma bent Ben Mellouk, mariée selon la loi musulmane vers 1921 à El Hadj Pouchaïb ben el Ghezouani, tous deux demeurant et domiciliés à Casablanca, rue Djamaa Chleuh, n° 34, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Esserour », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue Essounia, n° 23.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 mètres carrés, est limitée : au nord, par le khalifat Sid Mohamed ben Bouazza, à Casablanca, rue des Synagogues ; à l'est, par la rue Souinia ; au sud, par Sid Larbi el Guerrab, à Casablanca, rue Essounia, n° 25 ; à l'ouest, par les héritiers d'El Hadj Chafai el Ziani, à Casablanca, rue Essounia.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 21 jourmada II 1339 (2 mars 1921), aux termes duquel le service des domaines leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8694 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, Salah ben Mohamed ben M'Fadel Ezzidani, marié selon la loi musulmane vers 1896, à Mehala bent Hamou, vers 1898, à Fatma bent Jilali, vers 1921, à Aïcha bent M'Fadel et vers 1923 à Aïcha Doukalia, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1^o Abdesslem ben el M'Fadel Ezziadi, célibataire majeur ; 2^o Amor ben el M'Fadel Ezziadi, célibataire majeur ; 3^o Cheïkh ben Mohamed ben M'Fadel, marié selon la loi musulmane vers 1901 à Aïcha bent Ahmed, tous demeurant au douar Ouled Zidane, fraction des Ouled Esseyed (M'Dakra) et domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 64, chez M^e Jourdan, avocat, a demandé l'immatriculation en sa dite qualité sans proportions déterminées d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Salah Ezzidani », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Cebbah (M'Dakra), douar et fraction Ouled Zidane, à proximité de Sidi Kacem.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Salah ben Mohamed, requérant, Jilali ould Bouchaïb et Khechane ould Ahmed ; à l'est, par Salah précité et Fadel bel Maati ; au sud, par Bouazza ben Larbi, Mohamed el Messaoudi et Salah surnommé ; à l'ouest, par la route de Feddalatt à Bouacila, tous demeurant au douar et fraction Ouled Zidane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 safar 1314 (15 juillet 1896), aux termes duquel El Khalifat el Hadj Mohammed ben Ahmed bel Djilali el Harizi leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8695 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, la Société de Cultures Industrielles au Maroc, société anonyme au capital de 700.000 francs, dont le siège social est à Casablanca, 14, boulevard de Londres, représentée par son directeur à Casablanca, M. Lebault Gaston et domiciliée à Casablanca, rue Nationale, n° 3, chez M. Taïeb, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « El Hamiria », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : « Société de Cultures Industrielles au Maroc II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moulain el Outa, (Ziaïda), douar Gouassem, près du marabout de Sidi Barka.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par une daya ; à l'est, par Mohamed Ettalbi, sur les lieux ; au sud, par Ould Safia Ettalbi, sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite « Domaine de la Société de Cultures Industrielles au Maroc », réquisition 7295 C., appartenant à la requérante.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Camp Boulhaut, du 1^{er} février 1926, aux termes duquel Hassan ould Abad, agissant au nom et pour le compte de Si Larbi ben Mohamed ben Laffbi, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8696 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, 1^o Abdelkader ben Ahmed Doukali, marié selon la loi musulmane en 1922, à Rahma bent el Hadj Ziani ; 2^o M'Hamed ben Ahmed Doukali, marié selon la loi musulmane vers 1923, à Fatma bent Abdessalam, tous deux demeurant à Casablanca, rue Krantz, n° 385, représentés par Si Mohamed Bouchentouf, à Casablanca, rue du Capitaine Ihler, 50, et domiciliés à Casablanca, rue Nationale, n° 3, chez M. Taïeb, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis sans proportions déterminées d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Djenane Doukali », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, Casablanca-banlieue, à droite de l'avenue du Général d'Amade prolongée, lieu dit « Polo ».

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord, par une piste et au delà MM. Lamb Brothers, à Casablanca, avenue du Général Drude ; à l'est, par M. Jacob Lévy, à Casablanca, avenue du Général Drude ; au sud, par Ali ould Hadj el Mekki, à Casablanca, avenue du Général d'Amade prolongée ; à l'ouest, par MM. Lamb Brothers, précités.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca, du 5 janvier 1926, aux termes duquel Ali ould Hadj el Mekki leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8697 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, Mme Girard Joséphine-Aimée, mariée sans contrat à M. Sornac Augustin-Alfred, le 30 mars 1907, à Alger, séparée de biens par jugement du tribunal de première instance de Tunis, le 13 juillet 1911, demeurant et domiciliée à Casablanca, rue du Croissant, n° 4, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Closserie Aimée », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, près de Tit Mellil.

Cette propriété, occupant une superficie de 13 hectares, est limitée : au nord, par la route de Tit Mellil ; à l'est, par Si Abdelkader ben Mohamed el Gujjouti, à Tit Mellil ; au sud, par la propriété dite « Bled Zouirat », titre 5398 C., appartenant à M. Pedrigeat, à Tit Mellil ; à l'ouest, par la propriété dite « Maria I », réquisition 7695 C., appartenant à Mme Dorveaux, à Casablanca, rue de Verdun, n° 8 et par la propriété dite « Diégo II » titre 2729 C., appartenant à M. le général Bertrand, à Casablanca.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre qu'une hypothèque au profit de M. Guagliata Agostino, demeurant à Casablanca, boulevard de Lorraine, n° 247, en garantie du paiement de la somme de 10.000 francs et de ses intérêts au taux de 8 % l'an, en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca, du 8 mars 1926, et qu'elle en est propriétaire en vertu de l'acte susvisé aux termes duquel M. Guagliata Agostino lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8698 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, M. Biau Marius, célibataire majeur, demeurant et domicilié à Casablanca, Roches Noires, rue Colbert, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Makzazah Dar el Hil », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Pasteur », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zénatas, douar Beni Amar, au km. 3/4 de la route de Casablanca à Rabat.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par une piste ; à l'est, par Ahmed ben el Massaoui, sur les lieux ; au sud, par El Mokaddem Allal ben Brahim Ezzenati et consorts, sur les lieux ; à l'ouest, par Ahmed el Massaoui, précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 29 jourmada II 1344 (14 janvier 1926), aux termes duquel El Mokaddem Allal, Abdelkader, Abdesslam et Aïcha bent Brahim Zenati et Amina bent Abdelkader lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8699 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, Si Abdelkader ben Driss, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Cheikh Lahcen, vers 1903, demeurant et domicilié au douar Ouled Messaoud, fraction des Soualem Trifia, tribu des Ouled Ziâne, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard Sekhra », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction des Soualem Trifia, douar Ouled Messaoud, au km. 38 de la route de Casablanca à Mazagan et à droite.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par la piste d'Aïn el Kramb à El Bouïd et au delà Mokadem ben Ali, sur les lieux ; à l'est, par El Ouadoudi ben Ahmed ben el Hadj, sur les lieux ; au sud, par la piste d'Aïn Hajjamen à Dar el Fraïss et au delà Fatmi ben Si Lahcen, sur les lieux ; à l'ouest, par Si el Fatmi ben Saïd, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage en date du 5 reheb 1325 (14 août 1907), lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8700 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1926, Si Abdelkader ben Driss, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Cheikh Lahcen, vers 1903, demeurant et domicilié au douar Ouled Messaoud, fraction des Soualem Trifia, tribu des Ouled Ziâne, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Fouki », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction des Soualem Trifia, douar Ouled Messaoud, au km. 38 et à droite de la route de Mazagan à Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par le mokaddem Ben Siyed ben Ahmed ben Ali, sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Mokaddem ben Ali, sur les lieux ; au sud, par la propriété dite « Aïn Hajjamen », réquisition 6094 C., appartenant à Si Bouazza ben Abdelkader, au douar Si Bouazza, fraction de Talaout, tribu des Ouled Hazziz ; à l'ouest, par M'Hammed ben Cheikh Mohamed et Larbi ben Tahar, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire pour l'avoir recueilli dans la succession de son père feu Si Driss ben Hadj Ahmed, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 5 rejeb 1325 (14 août 1907).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8701 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Idriss ben Salah, marié selon la loi musulmane en 1916, à Kelltoun bent Ahmed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1° Zarik ben Salah, célibataire ; 2° Habschi ben Salah, célibataire, tous demeurant au douar L'Heerfa, fraction Tebbabaa, tribu Moualim el Ghaba, et domiciliés à Casablanca, chez M. Hauvet, boulevard de la Liberté, immeuble Chriki, a demandé l'immatriculation en sa dite qualité dans la proportion de 1/3 pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Kaalouz », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moualim el Ghaba (Ziaïda), au sud et à 3 km. du marabout de Sid es Seghir, près de la piste de Boulhaut à Bouznika.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Miloudi ben Ali, au douar Ouled Djilali, fraction Ouled Si ben Ali, tribu Moualim el Ghaba ; à l'est, par Thami Ouled Cheikh Athami, douar Mzasla, fraction Ouled Hadj, tribu Moualim el Ghaba ; au sud, par Mohamed ben Sliman, douar Ouled Djilali et par les requérants, par Mohamed ben Abdesslam, même lieu et par Thami Ouled Cheikh susnommé ; à l'ouest, par Miloudi ould Si ben Allel, douar Ouled Djilali.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 14 jourmada 1340 (13 janvier 1922), aux termes duquel les héritiers de Bouazza ben Ali Ezziadi leur ont vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8702 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Idriss ben Salah, marié selon la loi musulmane en 1916, à Kelltoun bent Ahmed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1° Zarik ben Salah, célibataire ; 2° Habschi ben Salah, célibataire, tous demeurant au douar L'Heerfa, fraction Tebbabaa, tribu Moualim el Ghaba, et domiciliés à Casablanca, chez M. Hauvet, boulevard de la Liberté, immeuble Chriki, a demandé l'immatriculation en sa dite qualité dans la proportion de 1/3 pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Battach Tissra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard-Tissra », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu Moualim el Ghaba (Ziaïda), au sud et à 3 km. environ du marabout de Sidi es Seghir, près de la piste allant de Boulhaut à Bouznika.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Benabdallah ben Dahman, au douar Saada, fraction Laalaba, tribu Moualim el Ghaba et par Bouazza ben Adlani, au douar Ouled Saada fraction L'ahmor ; à l'est, par Si Ould Adti, douar L'heerfa, fraction Gharia ; au sud, par la forêt domaniale et le Cheikh Mohamed ben Habiba, au douar Ouled Ghezouz, fraction Ouled Tandji ; à l'ouest, par une piste allant à Seïd Seghir et le caïd Larbi ben Amor, au douar Draria, fraction Hasasna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 3 jourmada I 1342 (12 décembre 1923), aux termes duquel Ben Rahal ben Seghir el Jaoulani et consorts leur ont vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8703 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Louracq bel Hadj Embarek, marié selon la loi musulmane, en 1900, à Helima bent Ahmed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Bouazza bel Hadj, célibataire ; 2° Thouria dite « Daouïa » bent Hadj Embarek, mariée à Ahmar ben Larbi, en 1910 ; 3° Fathna bent Hadj Embarek, mariée en 1908 à Ahmar

ben Mohamed ; 4° Fatma bent Mohamed ben Ahmed Eddaghada, veuve d'El Hadj Embarek ben Thami, décédé vers 1920, tous demeurant au douar Saada, fraction Hachasma, tribu des Moualim el Ghaba, et domiciliés à Casablanca, chez M. Hauvet, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Eddehar et El Harchia », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moualim el Ghaba (Ziaïda), fraction Hachasma, à 4 km. à l'est de Sidi Moussa et à 2 km. à l'ouest de Sidi Abdesselem.

Cette propriété, occupant une superficie totale de 12 hectares, comprend deux parcelles limitées :

Première parcelle. — Au nord, par 1° Daoud ben Mohamed, douar Ouled Saada, fraction Hachasma ; 2° M'hamed ben Bouazza, même lieu ; 3° Ahmar ben Amor, douar Ouled Ahmar, fraction Ouled Kezzouz, Moualim el Ghaba ; à l'est, par Zazia bent Brahim, douar Ouled Saada susvisé ; au sud, par M'hamed ould Ard Bouazza, même lieu ; à l'ouest, par Mohamed ben Adlani, même lieu.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Mohamed ben Adlani susnommé ; à l'est et au sud, par M'hamed ould Ard Bouazza susnommé ; à l'ouest, par 1° Mohamed ould Ahmed, douar Ouled Saada susvisé ; 2° par Djilali ben M'hamed, au douar Ouled Ahmed susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de El Hadj Embarek ben Thami, ainsi que le constate un acte de filiation du 20 jourmada II 1339 (1^{er} mars 1921).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8704 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Louracq bel Hadj Embarek, marié selon la loi musulmane, en 1900, à Helima bent Ahmed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Bouazza bel Hadj, célibataire ; 2° Thouria dite « Daouïa » bent Hadj Embarek, mariée à Ahmar ben Larbi, en 1910 ; 3° Fathna bent Hadj Embarek, mariée en 1908 à Ahmar ben Mohamed ; 4° Fatma bent Mohamed ben Ahmed Eddaghada, veuve d'El Hadj Embarek ben Thami, décédé vers 1920, tous demeurant au douar Saada, fraction Hachasma, tribu des Moualim el Ghaba, et domiciliés à Casablanca, chez M. Hauvet, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Seghirat (1) », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moualim el Ghaba, douar Ouled Salah, fraction Lachachna, à 5 km. à l'est du marabout de Sidi Moussa et à 3 km. à l'ouest de Sidi Abdesselem.

Cette propriété, occupant une superficie de 44 hectares, est limitée : au nord, par 1° Naceur ben Miloud, douar Ouled Saada, fraction El Amar ; 2° Djilali ben Larbi, douar Ouled Younés, fraction Ouled Yagou ; 3° El Fasi ben Tahar, douar Ouled Saada précité ; à l'est, par Mohamed ben Moussa bel Larbi, douar Ouled Younés précité ; au sud, par 1° Hamed ould Ghalocq ; 2° Bouchaïb ben Tahar ; 3° El Maati ben Larbi bel Mekki, tous trois au douar Ouled Younés précité ; 4° Mohamed ben Mallen bel Hadj ; 5° Maalem Mohamed, tous deux au douar Ouled Saada précité ; à l'ouest, par 1° Ben Daoud Mohamed ; 2° Abdesslam ben Sliman ; 3° Ben M'hamed bel Ktab ; 4° Ben Ali ben Thami, tous au douar Ouled Saada susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de El Hadj Embarek ben Thami, ainsi que le constate un acte de filiation du 20 jourmada II 1339 (1^{er} mars 1921).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8705 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, la Société de Cultures Industrielles au Maroc, société anonyme, au capital de 700.000 francs, dont le siège social est à Casablanca, 14, boulevard de Londres, représentée par M. Lebault, son directeur, et domiciliée à Casablanca, chez M. Taïeb, rue Nationale, 3, a de-

mandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Société de Cultures Industrielles au Maroc III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Moualin el Outa (Ziaïda), fraction des Ouled Taleb, près de Sidi Barka.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par M. Conjeaud, sur les lieux ; à l'est, par les Ouled Mohamed ben el Aabi, sur les lieux ; au sud, par El Mekki ben Lecheheb, sur les lieux ; à l'ouest, par la requérante.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 7 avril 1925, aux termes duquel M. Conjeaud lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8706 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Si Moussa ben Ahmed Serghini el Fedali, marié selon la loi musulmane à dame Zirouala Doukalia, en 1912, demeurant à la Kasbah de l'édhala, et domicilié à Casablanca, chez M. Taïeb, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Obad et Meddoul », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « M'Barka Messaouda II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction des Beni Mekraz, près du pont Blondin.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Mohamed ould Zaïda, sur les lieux ; à l'est, par M. Bendahan, sur les lieux (pont Blondin) ; au sud et à l'ouest, par le rivage de l'Océan.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Larbi ben Macklouf, aux Oulad Lahcen et par Ahmed ben Ftih, sur les lieux ; à l'est, par la voie ferrée militaire et au delà Si Bouazza bel Ghazi, fraction des Braada ; au sud, par Mohamed ould Zaïda, sur les lieux ; à l'ouest, par le rivage de l'Océan.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date des 13 ramadan 1336 (22 juin 1918) et 25 chaabane 1343 (21 mars 1925), aux termes desquels Larbi ben Caïd et consorts et Bouazza ben Larbi et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8707 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Si Bouazza bel Ghazi Zenati el Berdahi, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Benazouz, en 1924, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Si Mohamed dit « Ben Taïbi bel Ghazi », marié selon la loi musulmane à Zohra bent Amara, en 1910 ; 2° Si Bouchaïb bel Ghazi, marié selon la loi musulmane à Aïcha bent Si Mohamed, en 1913 ; 3° Si Abad el Ghazi, marié selon la loi musulmane à Karboucha bent Si Mohamed, en 1916 ; 4° Miloudi bel Ghazi, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Si Mohamed ben Taïbi, demeurant tous tribu des Zenata, douar Ouled Breda, et domiciliés à Casablanca, chez M. Taïeb, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de 1/5 pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedoula », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction Beni Mekraz, près du marabout de Sidi Mohamed ben Cherki.

Cette propriété, occupant une superficie de 18 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Ferme Beni Mekres », titre 2014 C., appartenant à M. Samuel Lévy, à Casablanca, avenue du Général-Drude, et les héritiers Abdelkader ben el Fkih, représentés par Kadour ben Omar, au douar Ouled Breda ; à l'est, par l'ancienne route de Casablanca à Rabat ; au sud, par Larbi ben Macklouf, aux Oulad Lahcen, et par le corequérant Mohamed dit « Ben Taïbi bel Ghazi, surnommé ; à l'ouest, par le rivage de l'Océan et Si Djilali ben Si Bouchaïb el Mokrazi, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu de trois actes d'adoul en date des 13 jourmada I 1326 (13 juin 1908), 3 safar et 4 rabia I 1327 (26 février et 26 mars 1909), aux termes desquels Ech Cheikh ben ech Cheikh Djilani (1^{er} acte), Bouzgaren et Abdallah ben Larbi (2^e et 3^e actes) leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8708 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Miloudi ben Mohamed el Issefi el Kraïssi, marié selon la loi musulmane à 1° Zahra bent el Kebir, vers 1896 ; 2° à Hadda bent Mohamed, vers 1896, demeurant au douar El Issoufa, fraction des Ouled Boukhriss, tribu des Beni Meskine, et domicilié à Casablanca, chez M^e Jourdan, avocat, 64, rue de l'Horloge, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Si Khallouk », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Si Khallouk », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe d'El Boroudj, tribu des Beni Meskine, fraction des Ouled Boukhriss, douar El Issoufa, sur la route d'El Boroudj à Tadla, à 2 km. à l'ouest du marabout de Si el Aroussi.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la route d'El Boroudj à Tadla ; à l'est, par Mohamed ben Abdelkader ben Jilali ben Damia, sur les lieux ; au sud, par Ahmed ben Seghir, sur les lieux ; à l'ouest, par Cheikh Mohamed ben Zerouk, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de 1324 (1906-1907), aux termes duquel Khallouq ben Ahmed lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8709 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, El Kebir ben Mohamed, marié selon la loi musulmane à Rekia bent Hadj Mohamed, vers 1907, demeurant à Casablanca, rue Centrale, n° 20, et domicilié audit lieu, chez M. Taïeb, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Saniet el Kebir II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieu-dit « Aïn Seba », à droite de la route de Rabat.

Cette propriété, occupant une superficie de 26 hectares, est limitée : au nord, par le chemin d'Aïn Seba à Casablanca ; à l'est, par El Hadj Ibrahim, sur les lieux ; au sud, par Mohamed ben Embarek Erregragui, sur les lieux ; à l'ouest, par Bouazza ben el Hosseïne, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 25 janvier 1926, aux termes duquel Ben el Hadj ben Mohamed dit « Ould Elmoumeniya el Mediouni » et consorts lui ont vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8710 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, la Collectivité de Hamrouda, tribu des Oulad Abbou, représentée par El Mokhtar ben el Hadj el Mekki, suivant procuration en date du 8 rebia el aouel 1344, et autorisée par M. le Directeur des affaires indigènes, domiciliée au douar Hamrouda, fraction Hamrouda, tribu des Ouled Abbou, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Massous », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu Oulad Abbou, fraction Hamrouda.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 hectares, est limitée : au nord, par les Alaliche, représentés par Ali ben Larbi el Kerradi, au douar des Alaliche, fraction des Alaliche ; à l'est, par l'oued Djerif ; au sud et à l'ouest, par le caïd Mohamed ben el Hadj Mohamed el Aboubi et son frère le khalifa Rahal, sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 6 moharrem 1344 (27 juillet 1925) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8711 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 mars 1926, Mme Battaglia Palma-Biagio, de nationalité italienne, mariée à M. Pecorella Salvatore, le 19 juillet 1924, à Casablanca, sans contrat, demeurant et domiciliée à Casablanca, avenue du Général-Moinier, n° 167, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot du groupe 43 bis du lotissement Murdoch Butler », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Irène Pecorella », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, quartier du Maarif, rue du Jura.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée du lotissement Murdoch Butler et C^{ie} ; à l'est et au sud, par M. Wolff à Casablanca, 135, avenue du Général-Drude ; à l'ouest, par la rue du Jura.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 30 janvier 1926, aux termes duquel M. Wolff lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Lusitania I », réquisition 8467°, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 9 mars 1926, n° 698.

Suivant réquisition rectificative, en date du 19 mars 1926, la propriété susdite, sise à Casablanca, en bordure d'une rue privée comprise entre les rues du Capitaine Hervé et Lacépède, est désormais scindée en deux parcelles distinctes, l'une, de 45 mètres carrés, conservant la dénomination précitée et l'autre, de 225 mètres carrés, appelée dorénavant « Lusitania II », et leur immatriculation séparée est poursuivie respectivement :

1° Pour la première, au nom du requérant primitif ;

2° Pour la deuxième, au nom de l'acquéreur de ce dernier, M. Proust Georges-Clément, commis des P. T. T., marié, sans contrat, à dame Bigois Jeanne-Suzanne, le 21 septembre 1918, à Saint-Vaize (Charente-Inférieure), et demeurant à Casablanca, conformément à un acte sous seings privés de vente, en date à Casablanca, du 13 février 1926, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Bahia I » et « Bahia II », réquisition 2421°, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 27 octobre 1919, n° 366 et a été suivi d'un premier extrait rectificatif publié au « Bulletin Officiel » du 5 janvier 1926, n° 689.

Suivant réquisition rectificative, en date du 22 mars 1926, l'immatriculation des propriétés dites « Bahia I » et « Bahia II », réquisition 2421 C., sises contrôles civils de Chaouïa-nord et Chaouïa-centre, tribus de Médiouna et des Ouled Harriz, lieu dit « Nessanes », est désormais poursuivie tant au nom des requérants primitifs qu'au nom de Abdesselam ben el Maati, marié vers 1895, à dame Sefia bent Idriss, demeurant au douar Ouled Omar, fraction des Hebacha, tribu des Ouled Harriz, en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions :

1° De moitié pour Abdelouahed ben el Hassan ben Djelloul, d'un quart pour les héritiers d'Ahmed bel Maati et de l'autre quart pour Abdesselam ben el Maati, pour la propriété dite « Bahia I » ;

2° De moitié pour l'Etat chérifien (domaine privé), d'un quart pour Abdelouahed ben el Hassan ben Djelloul, d'un huitième pour les héritiers d'Ahmed bel Maati et de l'autre huitième pour Abdesselam ben el Maati, pour la propriété dite « Bahia II », en vertu de l'acte notarié du 24 safar 1324 (9 avril 1906), constatant la participation du nouveau copropriétaire à l'achat des propriétés sus-visées par Ahmed bel Maati.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Namsia », réquisition 4817°, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 29 mars 1922, n° 492.

Suivant réquisition rectificative, en date du 24 février 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Namsia », réquisition 4817 C., sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction d'El Harti, à 19 kilomètres de Casablanca, à 2 kilomètres au sud de l'ancienne route de Mazagan, est désormais poursuivie exclusivement aux noms de Mohamed ben Lahcen ben Saïd el Médiouni el Harthi, de Saïd ben Lahcen ben Saïd el Médiouni el Harthi et de Bouchaïb ben Lahcen ben Saïd el Médiouni el Harthi, trois des corequérants primitifs dans la proportion de moitié pour Saïd, un quart pour Mohamed et un quart pour Bouchaïb, en vertu d'un acte de filiation en date du 16 ramadan 1343 (10 avril 1925) et d'un acte d'adouls de fin rebia II 1336 (11 février 1918), constatant que les sus-nommés sont devenus cessionnaires des droits que détenait Bouazza ben Lahcen ben Saïd el Médiouni el Harthi, corequérant primitif dans la propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA

Réquisition n° 1480 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 mars 1926, M. Poppa Victor père, veuf non remarié de dame Demontes Marie-Rose, décédée le 8 septembre 1925, à Taza avec laquelle il s'était marié à Marseille, le 21 février 1903, sans contrat, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses enfants : 1° M. Poppa Victor ; 2° Mlle Poppa Angèle ; 3° Mlle Poppa Marie-Louise ; 4° Mlle Poppa Juliette ; 5° Mlle Poppa Berthe-Julie ; 6° M. Poppa Armand-Jules ; 7° Mlle Poppa Rose-Armande, tous célibataires, et les quatre derniers mineurs sous la tutelle légale de leur père, M. Poppa Victor, susnommé, tous demeurant à Taza, domiciliés à Oujda, rue Frédéric-Rongeat, chez Mme veuve Leguet, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans la proportion de moitié pour lui-même et d'un quart pour chacun de ses sept enfants, sous réserve de l'usufruit légal lui revenant, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terrain Victor », consistant en terrain à bâtir, située à Oujda, rue Ampère.

Cette propriété, occupant une superficie de six ares environ, est limitée : au nord, par la rue Ampère ; à l'est, par la propriété dite « Terrain Fourc », titre 494 O., appartenant à M. Fourc Antoine, à Oujda, route de Martimprey ; au sud, par la propriété dite « Villa La Bonoise », titre 504 O., appartenant à MM. Glockner Charles et Lassouque Jean, sur les lieux ; à l'ouest, par M. Dolorès Salvator, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires dans la proportion sus-indiquée, en vertu de l'acquisition qui en a été faite de M. Maldonado Joseph, suivant acte sous seings privés en date à Oujda, du 29 décembre 1918, au cours de la communauté ayant existé entre M. Poppa Victor et son épouse, Mme Demontes Marie, décédée à la survivance de son mari et de ses enfants susnommés, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété dressé par M. Gayet, chef du bureau du notariat d'Oujda, le 27 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
SAËL.

Réquisition n° 1481 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 mars 1926, M. Poppa Victor père, veuf non remarié de dame Demontes Marie Rose, décédée le 8 septembre 1925, à Taza avec laquelle il s'était marié à Marseille, le 21 février 1903, sans contrat, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses enfants : 1° M. Poppa Victor ; 2° Mlle Poppa Angèle ; 3° Mlle Poppa Marie-Louise ; 4° Mlle Poppa Juliette ; 5° Mlle Poppa Berthe-Julie ; 6° M. Poppa Armand-Jules ; 7° Mlle Poppa Rose-Armande, tous célibataires, et les quatre derniers mineurs sous la tutelle légale de leur père, M. Poppa Victor, susnommé, tous demeurant à Taza, domiciliés à Oujda, rue Frédéric-Rongeat, chez Mme veuve Leguet, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans la proportion de moitié pour lui-même et d'un quatorzième pour chacun de ses sept enfants, sous réserve de l'usufruit légal lui revenant, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terrain Marie-Louise », consistant en terrain à bâtir, située contrôle civil d'Oujda, à 1 km. 500 environ à l'ouest d'Oujda, à proximité de la route n° 16 d'Oujda à Taza, entre l'oued Nachef et l'oued Chenebet Akrafe Chabet Goraine.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 ares environ, est limitée : au nord, par les requérants ; à l'est et au sud, par une rue projetée ; à l'ouest, par M. Moncada Polycarpe, route de Martimprey.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires dans la proportion sus-indiquée, en vertu de l'acquisition qui en a été faite de M. Respaut Sauveur, suivant acte sous seings privés en date à Oujda du 8 janvier 1920, au cours de la communauté ayant existé entre M. Poppa Victor et son épouse, Mme Demontes Marie, décédée à la survivance de son mari et de ses enfants susnommés, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété dressé par M. Gayet, chef du bureau du notariat d'Oujda, le 27 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1,
SALEL.

Réquisition n° 1482 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 mars 1926, M. Poppa Victor père, veuf non remarié de dame Demontes Marie-Rose, décédée le 8 septembre 1925, à Taza avec laquelle il s'était marié à Marseille, le 21 février 1903, sans contrat, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses enfants : 1° M. Poppa Victor ; 2° Mlle Poppa Angèle ; 3° Mlle Poppa Marie-Louise ; 4° Mlle Poppa Juliette ; 5° Mlle Poppa Berthe-Julie ; 6° M. Poppa Armand-Jules ; 7° Mlle Poppa Rose-Armande, tous célibataires, et les quatre derniers mineurs sous la tutelle légale de leur père, M. Poppa Victor, susnommé, tous demeurant à Taza, domiciliés à Oujda, rue Frédéric-Rongeat, chez Mme veuve Leguet, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans la proportion de moitié pour lui-même et d'un quatorzième pour chacun de ses sept enfants, sous réserve de l'usufruit légal lui revenant, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Maison Angela », consistant en terrain avec constructions, située contrôle civil d'Oujda, à 1 km. 500 à l'ouest d'Oujda, à proximité de la route n° 16 d'Oujda à Taza, entre l'oued Nachef et l'oued Chenebet Akrafe Chabet Goraine.

Cette propriété, occupant une superficie de 5.900 mètres carrés environ, est limitée : au nord et à l'est, par une rue projetée ; au sud, par la propriété dite « Terrain Marie-Louise », réq. 1481 O., appartenant aux requérants ; à l'ouest, par la propriété dite « Jardin Fifine », titre 246 O., appartenant à M. Rodriguez Antoine, à Oujda.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires dans la proportion sus-indiquée, en vertu de l'acquisition qui en a été faite de M. Moncadas Polycarpe, suivant acte sous seings privés, en date à Oujda du 2 mars 1920, au cours de la communauté ayant existé entre M. Poppa Victor et son épouse, Mme Demontes Marie, décédée à la survivance de son mari et de ses enfants susnommés, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété dressé par M. Gayet, chef du bureau du notariat d'Oujda, le 27 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1,
SALEL.

Réquisition n° 1483 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 mars 1926, Abdelkader ben Ahmed, dit également Abdelkader ben Salah, marié avec Zineb bent Ali ould Salah, au douar Ouled Mohamed ben Mostefa, fraction de Djedaine, tribu des Beni Mengouche du Nord, vers 1902, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1° Salah ben Ahmed, marié à Fatna bent Amar, vers 1885, et à Aïcha bent Mohamed ben Kaddour, vers 1916, au même lieu, selon la loi coranique ; 2° Abdelkader ben Mohamed, marié avec Rahma bent Rahou, au dit lieu, vers 1925, selon la loi coranique, demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Oued Bouzeitt », consistant en terres de culture avec constructions, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du Nord, à 9 km. environ à l'ouest de Martimprey-du-Kiss et à 2 km. environ à l'est de Hassi Djeraoua, de part et d'autre de la route de Martimprey à Berkane, en bordure de la piste de Gh-Zar Oucherik à Sidi Mimoun, en bordure de l'oued Bouzeitt.

Cette propriété, occupant une superficie de 17 hectares environ, est composée de deux parcelles et est limitée :

Première parcelle : au nord, par Mohamed ould Dahmane, sur les lieux ; à l'est, par la piste de Gh-Zar Oucherik à Sidi Mimoun et au delà la propriété dite « Yalmem », réq. 1301 O., appartenant à Homad ould Belaid ben Mohamed ben el Mostefa et consorts, sur les lieux, douar Issalane ; 2° Mohamed ould Djillali, douar Ouled Cheikh, tribu de Taghedjiret ; au sud, par la route de Martimprey à Berkane ; à l'ouest, par Abdelkader ould el Bachir, douar Tinisane, fraction des Beni Khellouf, tribu des Beni Mengouche du Sud ;

Deuxième parcelle : au nord, par la route de Martimprey à Berkane ; à l'est, par Mimoune Djillali, douar El Becharir, tribu de Taghedjiret ; au sud, par l'oued Bouzeitt ; à l'ouest, par Abdelkader ould el Bachir, susnommé.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 26 rejeb 1344 (9 février 1926), n° 255, homologué, aux termes duquel Sid Abderrahmane ben Hamza el Kenoussi et consorts leur ont vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1,
SALEL.

Réquisition n° 1484 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} avril 1926, Kaddour ben Mohamed el Bali, marié à 1^{er} Halima bent Mohamed, vers 1885, et 2^o à Fatima bent Kaddour, vers 1895, au douar Ouled ben Amar, fraction des Ouled Bou Abdesseid, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du Nord, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar sus-désigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Meghader », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, fraction des Ouled Bou Abdesseid, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du Nord, à 17 km. environ à l'ouest de Berkane, à 1 km. 500 environ au nord de la casbah Boughriba, en bordure de l'oued Bou Abdesseid et de la piste allant de la casbah Boughriba à Melg el Ouidane.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares environ, est limitée : au nord, par M. Portes Léon, rue Championnet, n° 238, à Paris (18^e) ; à l'est, par la piste allant de la casbah Boughriba à Melg el Ouidane et au delà M. Portes Léon susnommé ; au sud, par 1^o Si Ahmed ould el Hadj Mohamed ould Cherif ; 2^o Si Ahmed ould el Hadj Mohamed el Kefif, sur les lieux ; 3^o M. Portes Léon, susnommé ; à l'ouest, par l'oued Ouled Bou Abdesseid.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de taleb de rejeb 1327 (19 juillet à 17 août 1909), lui attribuant cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1,
SALEL.

Réquisition n° 1485 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} avril 1926, Mohamed ould Ahmed ould Amar, célibataire, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1^o Halima bent Chaïb, veuve non remariée de Ahmed ould Amar, décédé au douar Ouled Abderrahmane, fraction des Ouled Seghir, tribu des Triffa, vers 1907, et avec lequel elle s'était mariée au même lieu, vers 1890, selon la loi coranique ; 2^o Mimouna bent Ahmed ould Amar, mariée à Mohamed ben Rabah, au douar Chaachaa, fraction des Ouled Mansour, tribu des Triffa, vers 1911, selon la loi coranique ; 3^o El Khamssa bent Ahmed ould Amar, mariée à Belkheir ben el Hirech, au dit douar, vers 1918, selon la loi coranique ; 4^o Fatma bent Ahmed ould Amar, mariée à Mohamed Ben Embarek, au douar Ouled Boukhris, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du Nord, vers 1921, selon la loi coranique ; 5^o Bendjelloul ould Ahmed ould Amar, marié à Mahdjouba bent Belkheir ben el Hirech, vers 1924, au même douar, selon la loi coranique ; 6^o Amra bent Ahmed ould Amar, mariée à Belkheir ben Mohamed, au même lieu, vers 1899, selon la loi coranique ; 7^o Amar ould Ahmed ould Amar, marié avec Zohra bent Ben Hamou, au même douar, vers 1918, selon la loi coranique, demeurant et domiciliés les 1^{er}, 2^o, 4^o, 6^o et 8^o au dit douar Ouled Abderrahmane, la 3^o au douar Chaachaa, la 5^o au douar Ouled Boukhris, et la 7^o au douar Chebka, tribu des Mehaya, contrôle civil d'Oujda. a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Taimlilit », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, fraction des Ouled Seghir, tribu des Triffa, à 7 km. environ à l'est de Berkane, à 1 km. environ à l'est de la route de Berkane à Saidia, en bordure de la piste d'Aïn Regada à Sidi Masbah.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares environ, est limitée : au nord, par Mohamed ben Braham, sur les lieux ; à l'est, par la piste d'Aïn Regada à Sidi Masbah et au delà Ali ben Derfouf, sur les lieux ; au sud, par Mohamed ben Sebahi, sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite « Azib Cheikh el Mokhtar ». rég. 1348 O., appartenant à Cheikh el Mokhtar ben Mohamed ben el Miloud, dit « Grad », sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père et mari, Ahmed ould Amar, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété dressé par adoul le 17 chaoual 1343 (11 mai 1925), n° 264, homologué. Le *de cujus* en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte de taleb du 2 jourmada II 1327 (21 juin 1909), établissant ses droits sur cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1.
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 908 M.**

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 mars 1926, M. Fleuranceau Louis-Marcel, demeurant à Casablanca, 276, rue des Ouled Harriz, agissant comme mandataire spécial, suivant pouvoir déposé de la Société des Olivettes Marocaines, société anonyme chrétienne, constituée suivant procès-verbaux des assemblées des actionnaires des 2 et 7 juin 1925, modifiée suivant procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 19 février 1923, dont les statuts ont été déposés au rang des minutes notariales de Casablanca, suivant acte du 31 mai 1921, et dont le siège social est à Casablanca, 204, boulevard de la Gare, domicilié à Marrakech, chez M. Gilles, 8, rue Ksour, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Irouzouden », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Olivettes Marocaines 1 bis », consistant en terrain de cultures, située cercle de Marrakech-banlieue, tribu des Mesfioua, douar Irouzouden.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété dite « Olivettes Marocaines 1 », titre 342 M., appartenant à la société requérante ; au sud, par la piste de Marrakech à Sidi Rahal ; à l'ouest, par Si el Hadj Thami Glaoui, pacha de Marrakech.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'échange sous seings privés en date, à Marrakech, du 15 janvier 1926, par lequel Si el Hadj Thami Glaoui, pacha de Marrakech, lui a cédé ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 909 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 27 mars 1926, M. Scemama Achille, marié more judaïco, à Tanger, le 24 juin 1914, à dame Myriam Asayag, demeurant et domicilié à Safi, rue de Béarn, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Myriam », consistant en maison d'habitation et dépendances, située à Safi, rue de Béarn, et route de Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 17 ares, est limitée : au nord, par la route de Safi à Casablanca ; à l'est, par Si Abdeslam Chekouri, demeurant à Safi ; au sud, par la rue de Béarn ; à l'ouest, par M. Moulin, demeurant à Safi, et par MM. Allouche et Razon, demeurant à Safi.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Safi, du 23 avril 1921, par lequel la Société Foncière Marocaine lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 910 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 27 mars 1926, Sliman ben Hadj ben Rahal Lidalaahi, Marocain, né vers 1856, au douar Oulad Amor, fraction des Idalaah, contrôle civil des Abda Ahmar, marié selon la loi musulmane, au même lieu, vers 1901, à Mina bent Bouchaïb ben Rahal, demeurant au douar Ouled Amor et domicilié à Safi, chez M. Jacob, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Diar Djenane et Tirs », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Abda Ahmar, fraction des Idalaah, douar Oulad Amor, à 9 km. à l'est de Dar Si Aïssa, près de la piste de Souk el Arba à Reguibate.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 ha., 90 a., 24 ca., se compose de trois parcelles, limitées comme suit :

Première parcelle, dite « Diar » : au nord, par Djillali ould Hadj Bouchaïb, demeurant au douar Ouled Amor ; à l'est, par le même ; au sud, par Cheikh el Bashir, demeurant au douar Ouled Amor ; à l'ouest, par Djillali ould Hadj Bouchaïb précité ;

Deuxième parcelle, dite « Djenane » : au nord et à l'est, par le requérant ; au sud, par la Kabila des Reagraua ; à l'ouest, par Hamou et Si Allal, demeurant au douar Ouled Amor ;

Troisième parcelle, dite « Tirs » : au nord, par Cheikh el Bashir ben Hadj Bouchaïb, demeurant au douar Ouled Amor ; à l'est, par Hida ben Hamou ben Bouchaïb ben Rahal, demeurant au douar Ouled Amor ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par les héritiers de M'Hamed ben Abdelkader et Si Allal ben Hadj Ahmed, demeurant au douar Ouled Amor.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date, les deux premiers du 24 jourmada II 1331 (31 mai 1913) et le dernier du 1^{er} moharrem 1331 (11 décembre 1912), par lesquels son frère Omar lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 911 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 27 mars 1926, Sliman ben Hadj ben Rahal Lidalaahi, Marocain, né vers 1856, au douar Oulad Amor, fraction des Idalaah, contrôle civil des Abda Ahmar, marié selon la loi musulmane, au même lieu, vers 1901, à Mina bent Bouchaïb ben Rahal, demeurant au douar Ouled Amor et domicilié à Safi, chez M^e Jacob, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré

vouloir donner le nom de « Boubeghila et Bir Djemaa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Abda Ahmar, fraction des Idalaah, douar Ouled Amor, à 9 km. à l'est de Dar Si Aïssa, près de la piste de Souk el Arba à Reguibate.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, se compose de deux parcelles, limitées comme suit :

Première parcelle, dite « Bir Djemaa » : au nord, par Hamou ould Hadj Ahmed, demeurant au douar Ouled Amor ; à l'est, par Cheikh el Bashir ben Hadj Bou Aïcha, au douar Ouled Amor ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par le requérant et ses co-héritiers ;

Deuxième parcelle, dite « Bled Sidi Boubeghila » : au nord, par Allal ben Hadj Ahmed, demeurant au douar Ouled Amor, et par les héritiers de Abdelkader ben Hadj ben Rahal, demeurant au même lieu ; à l'est, par la piste allant vers la maison de Cheikh Boughedira et par Djellali ben Larbi, demeurant au douar Ouled Amor ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Djillali ould el Hadj Bou Aïcha, demeurant au douar Ouled Amor.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date du 1^{er} moharrem 1331 (11 décembre 1912) et du 24 jomada II 1331 (31 mai 1912), par lesquels son frère Omar lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 912 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 mars 1926, 1° Si Omar ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1314, selon la loi coranique ; 2° Si Mohammed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique ; 3° Si Ahmed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique, domiciliés tous les trois à Marrakech, quartier Sidi Bouamar, rue El Gza, n° 227, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, savoir : moitié pour Si Omar et l'autre moitié par indivis à Si Mohammed et Si Ahmed, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Melk Lemsober », consistant en terres de culture, située aux Zemran, fraction des Ouled Saïd, à proximité des Ouled Reguia, près de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 52 hectares, se compose de deux parcelles, est limitée :

1^{re} parcelle. — Au nord, par 1° Mekki ben Dahmane, douar Ouled Naceur, fraction des Ouled Saïd, tribu des Zemrane ; 2° Larbi ben Omar, douar Ouled Bourouis (Zemran) ; 3° Si Mohamed ben el Hadj Hadda, demeurant sur les lieux ; 4° Si el Madani ben el Hadj Ali, demeurant sur les lieux ; à l'est, par 1° Larbi ben Slimane, aux Ouled Reguia (Zemran) ; 2° Alla ben Omar, aux Ouled Reguia ; 3° El Hadj Mahjoub ben Lahmar, demeurant à Marrakech, Arsa Moussa ; 4° Djilali ben el Mahjoub, douar Ouled Bourouis (Zemran) ; 5° Ahmed ben Kaddour, au Dir (Zemran) ; au sud, par 1° Mohammed ben Dahmane, au Dir (Zemran) ; 2° Abderrahmane ben Mohammed, à Laarabet (Zemran) ; 3° Omar ben Lhoussine, aux Ouled Brahim (Zemran) ; à l'ouest, par 1° El Yazid ben Ahmed, aux Ouled Bourouis (Zemran) ; 2° Omar ben Lahcen susnommé ; 3° Ahmed ben Kaddour, aux Ouled Bourouis (Zemran) ; 4° El Hadj el Mahjoub ben Lahmar susnommé ; 5° El Houssine ben Rahal el Kerroumi, au Kerarim (Zemran) ; 6° Ahmed ben Saïd, aux Ouled Brahim.

2^e parcelle. — Au nord, par Si Dahhan ben Djebah, aux Ouled Asri (Zemrane) ; à l'est, par Si Djilani ben Salah, aux Ouled Brahim (Zemran) ; au sud, par 1° Mohammed ben Abbou, aux Ouled Bourouis (Zemran) ; 2° Djilani ben Ahmed, aux Ouled Bourouis (Zemran) ; à l'ouest, par Houssine ben el Fathmi, aux Ouled Reguia (Zemran).

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} moharrem 1331 (11 décembre 1912), aux termes duquel Miloudi ben Lakkir Zemrani leur a vendu ladite propriété.

La présente réquisition fait opposition à la délimitation du bled collectif des Ouled Saïd.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 913 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 mars 1926, 1° Si Omar ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1314, selon la loi coranique ; 2° Si Mohammed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique ; 3° Si Ahmed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique, domiciliés tous les trois à Marrakech, quartier Sidi Bouamar, rue El Gza, n° 227, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, savoir : moitié pour Si Omar et l'autre moitié par indivis à Si Mohammed et Si Ahmed, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Melk Lamsouer II », consistant en terres de cultures, située tribu des Zemrane, fraction des Ouled Saïd, douar Ouled Naceur, à proximité de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, se compose de deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Si Ahmed ben Thami, demeurant sur les lieux ; à l'est, par El Hadj Thami Glaoui, pacha de Marrakech ; au sud, par Djilali ben Mahjoub el Mohammed, demeurant à Tassoultant ; 2° Si Omar el Ouahrani, aux Ouled Mohammed ben Yahia (Zemran) ; à l'ouest, par le caïd Mohammed Chebli, demeurant à la Kasbah, maison Ben Kebbour, Marrakech.

Deuxième parcelle. — Au nord, par 1° une séguia et au delà par El Houssine ben Zaïri, aux Ouled Azzou (Zemrane) ; 2° Mohammed ben Djilali ben Daïker, au même lieu ; à l'est et au sud, par le caïd Ben Chebli susnommé ; à l'ouest, par El Moti ben Salah, demeurant aux Ouled Mazouz (Zemran).

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que sept ferdias, un quart de la séguia Khazouïa, provenant de l'oued Tassaout, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'istimrar en date du 22 kaada 1341 (8 juillet 1923).

La présente réquisition fait opposition à la délimitation du bled collectif des Ouled Saïd.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 914 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 mars 1926, 1° Si Omar ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1314, selon la loi coranique ; 2° Si Mohammed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique ; 3° Si Ahmed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique, domiciliés tous les trois à Marrakech, quartier Sidi Bouamar, rue El Gza, n° 227, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, savoir : moitié pour Si Omar et l'autre moitié par indivis à Si Mohammed et Si Ahmed, d'une propriété dénommée « Djenane Deha », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Melk Lemsober III », consistant en terrain planté et bâti, situé aux Zemrane, fraction des Ouled Saïd, à proximité de Chetouma et de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par 1° Si Mohammed ben Larbaoui, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 2° Abdeslam ben Djillali, aux Ouled M'hamed ben Yahia ; 3° Si Larbaoui ben Hadj Salah, même lieu ; 4° Lalla Semida Kasmia ; 5° Si el Mahjoub ben Amar, à Marrakech, quartier d'El Moukof ; 6° Si Omar ben Rahal el Mahamedi, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 7° Si Ali ben el Hadj, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 8° Si Kabbour ben Ali, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 9° Si el Mekki ben Derif, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 10° Ahmed ben Tehamri ; 11° Abdeslam ben Ahmed, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ;

à l'est, par 1° Omar ben Abou Chetouani, demeurant à Chetouma (Zemran) ; 2° Abbou Hadjam, à Chetouma (Zemran) ; 3° Mohammed ben Rahal ben Abbou, demeurant douar El Hebbat (Zemran) ; 4° Lachemi ben Muedden, douar Ouled Kacem (Zemran) ; 5° Mahjoub ben Allal, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 6° Hammoune ben Ameur, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 7° Hadj Rahal ben Hammadi, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 8° Embarek ben Lachemi, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 9° Ahmed ben Lhassen, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ; 10° Larbi ben Feddouli, aux Ouled M'hamed ben Yahia (Zemran) ;

Au sud et à l'ouest, par la séguia Temielt et au delà par 1° Noua bent Abdallah Chetouani, douar Chetouana; 2° Cheikh Mohammed ben Embarek Chetouani; 3° El Bodah ben Embarek Chetouani (tous deux au même douar); 4° Khalifa ben Allal, Marrakech; 5° Omar ben Si Larbi Maazouzi; 6° Mohammed ben Allal; 7° Mekki ben Ali, demeurant à Marrakech; 8° Omar ben Rahal el Hamdi, caïd Raha; 9° Mohammed ben Larbi Chetouani; 10° Abbas ben Mohammed Chetouani, demeurant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que sept ferdias un quart de la séguia Khazania, provenant de l'oued Tessaout, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'istimrar du 22 kaada 1341 (8 juillet 1923) leur attribuant ladite propriété.

La présente réquisition fait opposition à la délimitation du bled collectif des Ouled Saïd.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 915 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 mars 1926, 1° Si Omar ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1314, selon la loi coranique; 2° Si Mohammed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique; 3° Si Ahmed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique, domiciliés tous les trois à Marrakech, quartier Sidi Bouamar, rue El Gza, n° 227, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, savoir: moitié pour Si Omar et l'autre moitié par indivis à Si Mohammed et Si Ahmed, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Melk Lemsouer IV », consistant en terrain planté et constructions, située aux Zemran, fraction des Ouled Saïd, douar Ouled Naceur, près de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 70 hectares, est limitée: au nord, par les requérants; à l'est, par 1° Cheikh el Mekki ben Dahmane, demeurant sur les lieux; 2° Si Mohammed bent el Hadj Hadda, demeurant sur les lieux; 3° Si Mohammed ben Abbès Rouïssi, demeurant aux Ouled Rouïs (Zemran); 4° El Mokhtar ben Abdelkaleq, tous deux sur les lieux; 5° Mohammed ben el Ghazi; au sud, par 1° les héritiers des Aït Chetoui, demeurant aux Ouled Naceur (Zemran); 2° El Ayachi ben Rahal, demeurant douar Laasafat (Zemran); 3° Mohammed Larbi (même lieu); 4° Embarek ben Aïcha, demeurant sur les lieux; à l'ouest, par 1° Djilani ben Hamida et 2° Si Mohammed ben Lachemi, demeurant tous deux douar Laasafat (Zemran); 3° Thami ben Lachemi, demeurant aux Kerarma (Zemran); 4° Naji ben Embarek, demeurant sur les lieux; 5° Rahal ben Saïd Kerroumi, demeurant aux Kerarma (Zemran); 6° Si el Madani ben el Hadj Ali et 7° Miloudi ben Dehbia (tous deux douar Ouled Naceur, Zemran); 8° El Miloudia ben el Kebir, demeurant sur les lieux; 9° El Hachemi ben el Kebir; 10° Djilali ben Keltoum; 11° Bou Kebacha; 12° El Hachemi ben Allal, tous demeurant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre qu'un mesref de la séguia Djedida provenant de l'oued Tessaout, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'istimrar du 22 kaada 1341 (6 juillet 1923) leur attribuant ladite propriété.

La présente réquisition fait opposition à la délimitation du bled collectif des Ouled Saïd.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 916 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 mars 1926, 1° Si Omar ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1314, selon la loi coranique; 2° Si Mohammed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique; 3° Si Ahmed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique, domiciliés tous les trois à Marrakech, quartier Sidi Bouamar, rue El Gza, n° 227, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, savoir: moitié pour Si Omar et l'autre moitié par indivis à Si Mohammed et Si Ahmed, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Melk Lemsouer I », située aux Zemran, fraction des Ouled Saïd, douar Lehbat, près de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 70 hectares, se composant de trois parcelles, est limitée:

Première parcelle. — Au nord, par: 1° Sidi Mohammed ben Rahal, dit Bel Abbès, demeurant à Habgat (Zemrane); 2° Sellam ben Omar; 3° Si Mohamed ben Embarek Reguyi, demeurant douar Reguyi (Zemran); 4° Si Omar ben Taleb, demeurant sur les lieux; 5° Si el Djilali ben Salah; à l'est, par 1° Ahmed ben Madani, demeurant Reguia (Zemran); 2° Si Ahmed ben Kaddour, demeurant au Dir (Zemran); 3° Embarek ben Lahssen; 4° Allal ben Ahmed, demeurant tous deux au Dir (Zemran); au sud, par: 1° Mohammed ben Dahmane, demeurant au Dir (Zemran); 2° Si Abdallah ben el Hous-sine, aux Ouled Mesbah (Zemran); 3° Rahal ben Djilali; 4° Ahmed ben Saïd, aux Ouled Brahim (Zemran); 5° Hammou ben Mokhtar; 6° Abdeslam ben Salah, demeurant tous deux aux Ouled Brahim (Zemran); à l'ouest, par: 1° Si Mohammed ben Rahal, douar El Hebat (Zemran); 2° Ahmed ben Embarek; 3° Rahal ben Mohammed; demeurant tous deux à Laarabat (Zemran).

Deuxième parcelle. — Au nord, par: 1° Larbi ben Houssine, demeurant à Laarabat (Zemran); 2° Miloudi ben Dehiba, au douar Ouled Naccour; 3° Abderrahmane ben Mohammed, à Laarabat (Zemran); à l'est, par: 1° Si Omar ben Taleb, aux Ouled Reguia (Zemran); 2° Mostefa ben Saïd, aux Ouled Reguia (Zemran); 3° Si Mohammed ben Kebbou, aux Kerarma; au sud, par: 1° Mohammed ben Dahmane, demeurant au Dir (Zemran); 2° Miloudi ben Kira, aux Ouled el Amri (Zemran); 3° Mohammed ben el Hadj el Fatmi, aux Kerarma (Zemran); 4° Sid Lemadi ben Mahjoub, aux Ouled Bourouïs (Zemran); 5° Mohammed ben Rahal, à El Kebat (Zemran); 6° Thami ben Lachemi, aux Kerarma (Zemran); 7° Si Djilali ben Salah, aux Ouled Brahim (Zemran); 8° Ahmed ben el Madani, aux Ouled Reguia (Zemran); 9° Kaddour ben Bou Kebacha, douar Ouled Naceur (Zemran).

Troisième parcelle. — Au nord, par: 1° El Hadj Mahjoub ben Lahmar, à Marrakech, Arsat Moussa; 2° Si Mohammed ben Djebli, demeurant aux Oulad el Asri (Zemran); à l'est, par: 1° El Mahjoub ben Mansour, demeurant à Laarabat (Zemran); 2° les héritiers de Hammou ben el Hadj, demeurant à Laarabat (Zemran); 3° Si Mohammed ben el Ayachi, à Laarabat (Zemran); 4° Embarek ben Aïcha, à Laarabat (Zemran); 5° El Yazid ben Ahmed el Bourouïssi, aux Ouled Bourouïn (Zemran); 6° El Mekki ben Dahane, demeurant aux Ouled Naceur (Zemran); 7° Mohammed ben el Abbas, aux Ouled Bourouïn, aux Ouled Naceur (Zemran); 8° Larbi ben Omar, aux Ouled Bourouïn; 9° Ahmed ben Mokhtar, demeurant aux Ouled Bourouïn.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que sept ferdias et un quart de la séguia Khazania provenant de l'oued Tessaout, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'istimrar du 22 kaada 1341 (8 juillet 1923) leur attribuant ladite propriété.

La présente réquisition fait opposition à la délimitation du bled collectif des Ouled Saïd.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 917 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 30 mars 1926, 1° Si Omar ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1314, selon la loi coranique; 2° Si Mohammed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique; 3° Si Ahmed ben el Hadj Embarek Zemrani Saïdi, marié à Marrakech en 1320, selon la loi coranique, domiciliés tous les trois à Marrakech, quartier Sidi Bouamar, rue El Gza, n° 227, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, savoir: moitié pour Si Omar et l'autre moitié par indivis à Si Mohammed et Si Ahmed, d'une propriété dénommée « Tlobt et Sidi M'hamed ben Abdellah Taht Gafai », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Aït Messouber I », consistant en terrain de culture, située aux Zemran, fraction des Ouled Saïd, près du douar de Che-taouna et des Ouled Chaoui, à 1 km. du marabout de Sidi M'hamed ben Abdellah, près de Sidi Rehal.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée: au nord, par Si Rahal ben Larbi, demeurant au douar Che-taouna; par Abbou ben Hadj, au même lieu; Lahsen ben Naceur et Glaoui, demeurant à la Zaouïa de Sidi Rahal; Ahmed ben Kasmi,

demeurant aux Ouled Kacem ; Ahmed ben Abdellah Nasri et Djilali ben Hamou, demeurant aux Ouled Naccour ; à l'est, par M'bark ben er Rahmania, aux Ouled Kacem ; Si Abdeslam ben Lalaoui, aux Ouled Lasri ; Si M'bark ben M'hamek, demeurant dans les Chaouïa ; Si Mahjoub ben Tahar, au même lieu ; Mohammed ben Abbas, demeurant aux Ouled Bourouisse ; Si Rabbour ben Lalaoui, demeurant aux Ouled Lasri ; Si Madani ben Hadj Ali, demeurant aux Ouled Naccour ; au sud, par Omar ben Mohammed, demeurant aux Ouled Reguia et Hadj Thami el Mezouari el Glaoui, pacha de Marrakech ; Si Larbi ben Brahim, demeurant aux Ouled Chaoui (Zemran) ; à l'ouest, par Rahal ben Kaddour, demeurant aux Ouled Kacem ; Si Mohammed ben Madani, demeurant sur les lieux ; Kaddour ben Ahmed, aux Ouled Reguia et par M'bark ben er Rahmania sus-nommé.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que la totalité du débit de la séguia Djedida provenant de l'oued Tessaoud servant à irriguer également d'autres propriétés, aux requérants, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte devant adoul en date du 1^{er} rejeb 1328 (9 juillet 1910), aux termes duquel Hamou ben Djilani Mazouzi leur a vendu ladite propriété.

La présente réquisition fait opposition à la délimitation du bled collectif des Ouled Saïd.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite « Areti I », réquisition 64^m, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 21 août 1923, n° 565.

Suivant réquisitions rectificatives, en date des 31 mars et 3 avril 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Areti I », réquisition n° 64 M., sise à Marrakech-Gueliz, angle des rues de la Chaouïa et des Rehamna est poursuivie désormais :

1° Sous la dénomination de « Villa Armand », au nom de M. Mech Jean, demeurant à Marrakech-Gueliz, marié à Azam Denise, le 18 avril 1925, à Marrakech, sans contrat, sous le régime de la communauté légale, pour une parcelle d'une superficie d'environ 1.275 mètres carrés ;

2° Sous la dénomination de « Villa Bereni », au nom de M. Bereni Jean, demeurant à Marrakech-Gueliz rue des Chaouïa, né à Philippeville, département de Constantine, (Algérie), le 15 octobre 1888, célibataire, pour le surplus de la propriété d'une contenance approximative de 525 mètres carrés.

Le tout en vertu de deux actes sous seings privés, en date à Marrakech, du 30 mars 1926, aux termes desquels M. Georges Lycurque, requérant primitif, a vendu aux nouveaux requérants ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS

Réquisition n° 694 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 mars 1926, Moulay Hamed ben Moulay Boubker Boughaleb, propriétaire, marié selon la loi musulmane, demeurant à Fès, Médina, derb Ben Boubker, quartier de l'Adoua, n° 23, et domicilié chez M^e Bertrand, avocat à Fès, immeuble de la Compagnie Algérienne, son mandataire, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de : 1° Otman ben Moulay Hamed Boughaleb, marié selon la loi musulmane, demeurant à Saint-Louis (Sénégal) ; 2° Abderrahman bel Hamed Boughaleb, marié selon la loi musulmane, demeurant à Luga (Sénégal) ; 3° Brahim ould Moulay Ali Boughaleb, marié selon la loi musulmane, demeurant à Dagana (Sénégal), a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 1/6^e pour Moulay Hamed, 1/6^e pour Otman ben Moulay Hamed, 3/6^e pour Abderrahman bel Moulay Hamed et 1/6^e pour Brahim ould Moulay Ali, d'une propriété dénommée « Boubekhet », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Boughaleb Djedida I », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Djemâa, fraction Boubekhet, lieu dit « Akbat el Khouabi Essoughra », entre l'oued Innaouen et l'oued Sebou.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Nacer Jamaï Elhogri, sur les lieux ; à l'est, par Elhilali el Fassi, demeurant à Fès, Médina, Homet et Keddane ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé) ; à l'ouest, par Bouchetta bel Abbès el Hmyani, demeurant à Fès, Médina, Zekak el Ma.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 1^{er} chaabane 1343 (25 février 1925), homologué, aux termes duquel : 1° Sidi Mohamed ben Abdeslam es Souidi ; 2° Kaddouj bent Sid el Kebir el Fassi ; 3° Idriss ben Sidi Mohamed ech Chedid ; 4° Et Thami ben el Hadj Mohamed ej Jerandi leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 695 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 mars 1926, Moulay Hamed ben Moulay Boubker Boughaleb, propriétaire, marié selon la loi musulmane, demeurant à Fès, Médina, derb Ben Boubker, quartier de l'Adoua, n° 23, et domicilié chez M^e Bertrand, avocat à Fès, immeuble de la Compagnie Algérienne, son mandataire, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de : 1° Otman ben Moulay Hamed Boughaleb, marié selon la loi musulmane, demeurant à Saint-Louis (Sénégal) ; 2° Abderrahman bel Hamed Boughaleb, marié selon la loi musulmane, demeurant à Luga (Sénégal) ; 3° Brahim ould Moulay Ali Boughaleb, marié selon la loi musulmane, demeurant à Dagana (Sénégal), a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 1/6^e pour Moulay Hamed, 1/6^e pour Otman ben Moulay Hamed, 3/6^e pour Abderrahman bel Moulay Hamed et 1/6^e pour Brahim ould Moulay Ali, d'une propriété dénommée « Boubekhet », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Boughaleb Djedida II », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Djemâa, fraction Boubekhet, lieu dit « Akbat el Khouabi Essoughra », entre l'oued Innaouen et l'oued Sebou.

Cette propriété, occupant une superficie de dix hectares, est limitée : au nord, par l'Etat chérifien (domaine privé) ; à l'est, par Mohamed ben Nacer Elhogri, demeurant sur les lieux (Mechta d'Ennharat) ; au sud, par Si Driss ben Sidi Hamed ben Taher el Ouazzani, demeurant à Fès, Médina, Homet Ain Azliten ; à l'ouest, par Mohamed ben Nacer Elhogri, demeurant sur les lieux (Mechta d'Ennharat).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 1^{er} chaabane 1343 (25 février 1925) homologué, aux termes duquel : 1° Sidi Mohamed ben Abdeslam es Souidi ; 2° Kaddouj bent Sid el Kebir el Fassi ; 3° Idriss ben Sidi Mohamed ech Chedid ; 4° Et Thami ben el Hadj Mohamed ej Jerandi leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 696 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 mars 1926, Si Tahar bel Hadj M'hamed Berrada, marié selon la loi musulmane, demeurant à Fès, Médina, Azam ben Amer, n° 2, et domicilié chez M^e Bertrand, avocat à Fès, immeuble de la Compagnie Algérienne, son mandataire, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de : 1° Si Taieb bel Hadj M'hamed Berrada ; 2° Si Abderrahman bel Hadj M'hamed Berrada ; 3° Thami bel Hadj M'hamed Berrada, tous trois mariés selon la loi musulmane, demeurant à Fès, Médina, Gzam ben Amer, n° 2 ; 4° Feddou bent el Hadj M'hamed Berrada, mariée à Si Mohamed ben Abdellah el Ouazzani, demeurant à Fès, Médina, Akbat ben Soual ; 5° Fatma bent el Hadj M'hamed Berrada, mariée à Si Omar el Hajoui, demeurant à Fès, Médina, Oued Sefrarine ; 6° Aïcha bent el Hadj M'hamed Berrada, mariée à Si Abdelhak Bnouaitof, demeurant à Fès, Médina, Akbat el Firan, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires, dans les proportions de 2/11^e pour chacun des quatre premiers et de 1/11^e pour chacun des trois derniers, d'une propriété dénommée « Dar Berrada », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar

Berrada », consistant en maison d'habitation, située à Fès, Médina, quartier Ras Djenan, rue Gzam ben Amer, n° 2.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par Hadj Hmed bel Kati, demeurant à Fès, Médina, Gzam ben Amer, n° 4 ; à l'est et au sud, par la rue Gzam ben Amer, Ras Djenan ; à l'ouest, par la rue susvisée et Mohamed Zin, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Sid el Hadj Mahammed ben Sidi Mohammed ben Et-Taïb Berrada, leur père, ainsi que le constate un acte d'adoul, en date du 11 chaabane 1334 (4 février 1926).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 697 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 mars 1926, M. Seta Paul-Antoine, marié à dame Benielli Catherine, le 17 novembre 1903, à Bastelica (Corse), sans contrat, demeurant et domicilié à Boufekrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Lot maraîcher n° 28 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Lot maraîcher n° 28 », consistant en terrain maraîcher, située contrôle civil de Meknès-banlieue, village de Boufekrane, lot maraîcher n° 28.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.791 mètres carrés, est limitée : au nord, par une séguia et au delà par la route des lots maraîchers ; à l'est, par M. Echene (lot n° 29), maçon, à Boufekrane ; au sud, par l'oued Boufekrane ; à l'ouest, par M. Fequera (lot n° 27), demeurant à Boufekrane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout à peine de déchéance prononcée par l'administration dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé) vendeur, pour sûreté du paiement du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Meknès, du 15 septembre 1924, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 698 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 mars 1926, M. Seta Paul-Antoine, marié à dame Benielli Catherine, le 17 novembre 1903, à Bastelica (Corse), sans contrat, demeurant et domicilié à Boufekrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot industriel n° 3 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Lot industriel n° 3 », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements d'El Hajeb, sur la route dite des Colons, à 2 km. au sud de Boufekrane.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 ha. 25 a., est limitée : au nord-est par M. Tranchant (lot n° 4), demeurant à Boufekrane ; au sud-est, par la route des Colons et au delà par MM. Guiol et Lenoir, demeurant à Boufekrane ; au sud-ouest, par M. Viallon, demeurant à Boufekrane ; au nord-est, par M. Pinquet (lot n° 2), demeurant à Boufekrane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout à peine de déchéance prononcée par l'administration dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé) vendeur, pour sûreté du paiement du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Meknès, du 15 septembre 1924, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 699 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 mars 1926, M. Seta Paul-Antoine, marié à dame Benielli Catherine, le 17 novembre 1903, à Bastelica (Corse), sans contrat, demeurant et domicilié à Boufekrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot urbain n° 24 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Café-Restaurant Beausejour », consistant en maison, dépendances et jardin d'agrément, située contrôle civil de Meknès-banlieue, à Boufekrane, sur la route n° 21 de Meknès à Azrou.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.340 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Viallon (lot n° 20) et M. Trimlin (lot n° 21), tous deux demeurant à Boufekrane ; à l'est, par M. Serrès fils (lot n° 22), colon, demeurant à Hadj Kaddour ; au sud, par M. Serrès père (lot n° 25), colon, demeurant à Hadj Kaddour ; à l'ouest, par la route de Meknès à Azrou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout à peine de déchéance prononcée par l'administration dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé) vendeur, pour sûreté du paiement du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Meknès, du 15 septembre 1924, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 920 R.

Propriété dite : « Simone », sise à Kénitra, rue du Maréchal Joffre.

Requérant : M. Guibert Alphonse, sous-intendant militaire à Marrakech, domicilié chez M. Lesourd, à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 8 novembre 1922 et un bornage complémentaire le 29 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
ROLLAND.

Réquisition n° 1031 R.

Propriété dite : « Bel Mouira III », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Ménasra, douar des Hialfa, lieu dit « Mrijet ».

Requérant : Mohammed ben Allal, dit « Bel Mouira », demeurant sur les lieux et domicilié chez M. Guay, à Rabat, 9, avenue de Témara.

Le bornage a eu lieu le 19 novembre 1925 et un bornage complémentaire le 22 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
ROLLAND.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 2092 R.

Propriété dite : « Pierrelise », sisé contrôle civil de Salé, centre de Sidi Bou Knadel, tribu des Ameur, route n° 2, de Safé à Kénitra.
Requérant : M. Lecœur Eugène-Athanase, demeurant à Kénitra, avenue de Champagne.

Le bornage a eu lieu le 13 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2122 R.

Propriété dite : « Villa Marcelle », sise à Kénitra, boulevard du Capitaine Petitjean prolongé.

Requérante : Mme Boulfray Thérèse, demeurant à Kénitra, boulevard du Capitaine Petitjean prolongé.

Le bornage a eu lieu le 29 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2154 R.

Propriété dite : « Amsellem Isaac », sise à Kénitra, boulevard du Capitaine Petitjean.

Requérant : M. Amsellem Isaac, entrepreneur de transports, demeurant à Kénitra et domicilié chez M^e Malère, avocat demeurant à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 29 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2184 R.

Propriété dite : « Appolis II », sise à Kénitra, angle du boulevard Capitaine Petitjean et de l'avenue de la Gare.

Requérant : M. Appolis Auguste, négociant, demeurant à Kénitra, boulevard du Capitaine Petitjean, domicilié chez M^e Malère, avocat, demeurant à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 29 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2196 R.

Propriété dite : « Bled Si Ali », sise contrôle civil de Rabat-ban-lieu, tribu des Arabes, fraction des Ouled Achach, sur la rive gauche de l'oued Bouznika.

Requérant : Aliould Kacem, demeurant au douar Chouaker, fraction des Ouled Achach, tribu des Arabes.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2250 R.

Propriété dite : « Oued Hama », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Ouled Yahia, fraction des Ouled Moussa ben Assaïne, lieu dit « Oued Hama ».

Requérant : M. Acquaviva Charles, colon, demeurant à Oued Hama, par Petitjean.

Le bornage a eu lieu le 10 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2347 R.

Propriété dite « Feddan Ennaga », sisé contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Ouled Messaoud, douar des Ouled Hada.

Requérant : Kaddour ben Djilaliould el Halloufia, demeurant sur les lieux.

Le bornage a eu lieu le 7 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2348 R.

Propriété dite : « Dandoun », sise contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Ouled Messaoud, douar des Ouled Hada, lieu dit Thoudab.

Requérants : 1° Mohammed ben Hamida ; 2° Ali ben Hamida ; 3° Lahssen ben Lahssen ez Zaari, demeurant sur les lieux.

Le bornage a eu lieu le 8 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2350 R.

Propriété dite : « Blad el Bir ou Jenan », sisé contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Messaoud, douar Ouled Hada, lieu dit « Bir el Hallofia ».

Requérants : 1° Mohamed ben Hamida ; 2° Ali ben Hamida ; 3° Lahssen ben Lahssen ez Zaari, demeurant sur les lieux.

Le bornage a eu lieu le 8 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA**NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES****Réquisition n° 2421 C.**

Propriétés dites : « Bahia I » et « Bahia II », sises contrôles civils de Chaouïa-centre et de Chaouïa-nord, tribus des Ouled Harriz et de Médiouna, lieu dit « Nessianès ».

Requérants pour la première : 1° Abdelouahed ben el Hassan ben Djelloul, demeurant à Casablanca, rue Dar el Makhzen, n° 21 ; 2° Yamina bent el Hadj ben Arafah el Habchia, veuve de Bel Maati ben Ahmed et mère d'Ahmed bel Maati ; 3° Fatma bent Mohamed ben el Maati el Harizi el Habchi, veuve d'Ahmed bel Maati ; 4° les sept enfants de ce dernier savoir : a) Ali, b) Zohra, c) Mina, d) Taïka, e) Ben el Maati, f) Mostepha, g) Fatma, épouse Driss ben Ali el Harizi el Habchi, demeurant tous fraction des Hebacha, tribu des Ouled Harriz ; 5° Abdesselam ben el Maati, demeurant au douar Ouled Omar, fraction des Hebacha, tribu des Ouled Harriz.

Requérants pour la deuxième : les susnommés et l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le chef du service des domaines à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 15 avril 1921 et a été confirmé le 13 avril 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 5 janvier 1926, n° 689.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 4817 C.

Propriété dite : « Namsia », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction d'El Harti, à 19 kilomètres de Casablanca, à 2 kilomètres au sud de l'ancienne route de Mazagan.

Requérants : 1° Mohammed ben Lahcen ben Saïd el Médiouni el Harti ; 2° Saïd ben Lahcen ben Saïd el Mediouni el Harti ; 3° Bouchaïb ben Lahcen ben Saïd el Médiouni el Harti, tous demeurant douar Ech Chafai, fraction El Harti, tribu de Médiouna.

Le bornage a eu lieu le 28 mars 1924.

Cet avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 23 septembre 1924, n° 622.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6053 C.

Propriété dite : « Bacquet VI », sise à Casablanca, à l'ouest du boulevard de la Liberté, entre les rues Paul Bert et Camp Turpin.

Requérant : M. Bacquet Gustave-Alphonse, à Casablanca, quartier de la T. S. F.

Le bornage a eu lieu le 21 octobre 1924.

Un bornage complémentaire a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* n° 642, du 1^{er} février 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 5257 C.

Propriété dite : « El Kaoussi », sise contrôle civil de Chaouïa nord, tribu des Zenata, fraction Ouled Maaza, à 300 mètres au sud de la route de Casablanca à Poulhaut, sur l'oued Mellah.

Requérant : Bel Lahssen ben el Hadj Mohammed Zenati, demeurant au douar Attamna, fraction Ouled Maaza précitée.

Le bornage a eu lieu le 6 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 5709 C.

Propriété dite : « Bennagher », sise contrôle civil de Chaouïa sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mlal (Mzab), douar El Hamdaoua, au lieu dit « Bled Mokhtar », à 2 km. d'Aïn el Khemir.

Requérants : 1° Ahmed ben Lahsen el Mezali el Hamdaoui Er-rissi Essaghromi ; 2° M'hamed ben Lahsen ; 3° Lahsen ben Larbi ; 4° Si Mohamed ben Larbi ; 5° Si el Djilali ben Larbi, tous demeurant douar Seghrania, fraction des Hamdaoua Ouled Rima, tribu des M'zab, domiciliés à Casablanca, rue de Rabat, n° 7, chez M. Es-safi.

Le bornage a eu lieu le 8 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6523 C.

Propriété dite : « Kodiât el Djet », sise contrôle civil de Chaouïa sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzab, fraction Khezazra, douar Khemalcha, au nord de la piste de l'Aïn N'Salah à Bir Taïbi.

Requérant : Si Mohammed ben Larbi ben el Hadj demeurant au douar des Oulad Bouazza, fraction des Khedadra, tribu des Mzab.

Le bornage a eu lieu le 13 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6842 C.

Propriété dite : « Feddan Hagui », sise contrôle civil de Chaouïa nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Messaoud, à proximité des carrières Schneider.

Requérant : Sid Ahmed ben Embarek Baschko, demeurant à Casablanca, rue Djemaâ-Chleuh, n° 6.

Le bornage a eu lieu le 14 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7119 C.

Propriété dite : « Hablein », sise contrôle civil de Chaouïa centre, tribu des Ouled Harriz, fraction M'hamed, douar Cadi Salah.

Requérant : Si Salah bel Hadj Djilali el Harrizi el Beidhaoui, demeurant à Ber Rechid.

Le bornage a eu lieu le 28 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7174 C.

Propriété dite : « Ard Fzina », sise contrôle civil de Chaouïa centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Moualin el Hofra, fraction des Oulad Attou, douar Slamât, sur l'oued Bou Dounia, à 300 mètres au nord du marabout de Sidi Moulay Lefahl.

Requérant : Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, appelé aussi « Mohamed ben Essaidiya », domicilié à Casablanca, chez M^e Bonan, avocat, 35, rue Nationale.

Le bornage a eu lieu le 30 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7432 C.

Propriété dite : « Dhar el Harga » sise contrôle civil de Chaouïa centre, tribu des Ouled Harriz, fraction M'hamed, douar Hahajja, à 6 km. au sud de Ber Rechid.

Requérant : El Hattab bel Hadj M'hammed el Herizi el Mbarki, demeurant au douar Hahajja, fraction des Ouled M'hammed Habacha, tribu des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 31 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7476 C.

Propriété dite : « El Aounia », sise contrôle civil des Doukkala nord, tribu des Ouled Bouaziz, commandement du pacha de Mazagan, douar Ghenadra, près de Sidi Moussa.

Requérant : Caïd Si Brahim ben Mohamed el Khalfi, demeurant aux Ouled Taleb, annexe de Sidi ben Nour.

Le bornage a eu lieu le 21 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7518 C.

Propriété dite : « Bou Touil Etienne », sise contrôle civil de Chaouïa nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziaïda (Moualine el Outa), fraction des Ouled Bourouiss, à 500 mètres au sud-ouest de la koubba de Sidi Kriati.

Requérant : M. Etienne Antoine, demeurant et domicilié à Casablanca, Majestic-Hôtel (boîte postale 629).

Le bornage a eu lieu le 16 juillet 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7555 C.

Propriété dite : « Bled Mohammed bel Abbes », sise contrôle civil de Chaouïa centre, tribu des Ouled Harriz, fraction Abbara, douar Fratta, lieu dit « El Fraïda », à 400 mètres à l'ouest de Dar Zeine Smain et à 100 mètres au sud du marabout de Sidi Chaffai.

Requérants : 1° Si Zeine ben Smain ben Chaffai ; 2° Amor ben Smain ; 3° M'hamed ben Smain ; 4° Hadj Ali ben Smain. Tous demeurant au douar Fratta Dar Zein Smain, près de Sidi Chaffai, tribu des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 31 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 1010 O.

Propriété dite : « Melk ben Kachour », sise à Oujda, à 100 mètres environ de l'infirmerie indigène, en bordure de la piste allant au moulin habous.

Requérant : Mohamed ben Larbi ben Kachour, demeurant à Oujda, quartier des Ouled Aïssa, impasse Ben Kachour, n° 5.

Le bornage a eu lieu le 16 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1033 O.

Propriété dite : « El Messala », sise à Oujda, à proximité du camp Jacques-Roze et de l'oued Nachef.

Requérant : M. Deport Louis-Victor-Alexandre, domicilié chez M. Roussel, 6, avenue Pasteur, Oujda.

Le bornage a eu lieu le 11 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1050 O.

Propriété dite : « La Boutinière I », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghedjirt, à 9 km. environ au nord-ouest de Martimprey-du-Kiss, en bordure de la piste allant de ce centre à Adje-roud.

Requérant : M. Boutin Léon, domicilié à Martimprey-du-Kiss.

Le bornage a eu lieu le 8 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1099 O.

Propriété dite : « Veuve Rodriguez », sise à Oujda, rues Morris, Savorgnan-de-Brazza et Moulay-Youssef.

Requérantes : Mmes Perez Marie-Augustine, veuve Rodriguez Joseph, et Rodriguez Clotilde-Marie-Mathilde, domiciliées à Oujda, rue Moulay-Youssef, n° 38.

Le bornage a eu lieu le 11 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1277 O.

Propriété dite : « Maison Garido », sise à Oujda, rues Morris et Moulay-Youssef.

Requérant : M. Garido Manuel, demeurant à Oujda, rue Morris.

Le bornage a eu lieu le 12 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1294 O.

Propriété dite : « Terrain Sadek ben Saadia », sise à Oujda, rue Eugène-Etienne.

Requérant : Saadia Ahmed ben Sadek ben M'hamed, demeurant à Oujda, quartier des Ouled Amrane, impasse Sidi Abdelghani, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 13 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 657 M.**

Propriété dite : « Ferme du Croissant », sise tribu des Abd. lieu dit : « Saadla ».

Requérant : M. Paccalin Raoul-Jean, demeurant à Saadla, par Safi.

Le bornage a eu lieu le 24 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 691 M.

Propriété dite : « Dar el Hamra », sise tribu des Rehamna, fraction Brabich Beni Hassan, lieu dit « Dar el Hamra ».

Requérant : El Madani ben Ahmed ben Djilani, demeurant au douar Ouled Brahim, fraction Beni Hassan, tribu des Rehamna.

Le bornage a eu lieu le 22 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 693 M.

Propriété dite : « El Argoub », sise tribu des Rehamna, lieu dit « El Argoub Azib el Ayadi ».

Requérant : El Ayadi ben Hachemi er Bhamani, caïd des Rehamna, demeurant à Marrakech, zaouïa Sidi bel Abbès.

Le bornage a eu lieu le 21 décembre 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 695 M.

Propriété dite : « Sekouma I », sise à Ouled Hamouch (Zemran), Marrakech-banlieue.

Requérants : Hassan ben Hadj Djilali Zemrani Hamouchi, aux Ouled Hamouch et Si el Ghali ben Omar ben Haddi, au dit lieu.

Le bornage a eu lieu le 8 février 1926

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 716 M.

Propriété dite : « Bled ben Zeroual », sise aux Zemran, Marrakech-banlieue.

Requérant : Ahmed ben Embarek ben Zeroual, demeurant aux Zemran.

Le bornage a eu lieu le 10 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES**Réquisition n° 174 K.**

Propriété dite : « Bled M'Hamed Ouazzani V », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fractions des Beni Hamilil et Ouled Hamid, lieu dit « Bou Merched ».

Requérant : Si M'Hamed ben el Mekki Ouazzani, demeurant à Fès-médina, fondouk El Youdi.

Le bornage a eu lieu le 17 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 175 K.

Propriété dite : « Bled M'Hamed Ouazzani VI », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fractions des Beni Hamilil et Ouled Hamid, lieu dit « Bou Merched ».

Requérant : Si M'Hamed ben el Mekki Ouazzani, demeurant à Fès-médina, fondouk El Youdi.

Le bornage a eu lieu le 18 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 176 K.

Propriété dite : « Bled M'Hamed Ouazzani VII », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fractions des Beni Hamilil et Ouled Hamid, lieu dit « Bou Merched ».

Requérant : Si M'Hamed ben el Mekki Ouazzani, demeurant à Fès-médina, fondouk El Youdi.

Le bornage a eu lieu le 19 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 451 K.

Propriété dite : « El Bahira », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fraction M'Hamid, lieu dit « Raho ou El Bahira », sur la piste allant de l'Aïn Bou Merched à Souk el Arba de Tissa, à 500 mètres à l'est d'Es Sebt.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le contrôleur des domaines à Fès.

Le bornage a eu lieu le 8 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 452 K.

Propriété dite : « Haït el Goummar », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fraction des Beni Hamilil, lieu dit « Aït el Goummar », à 1 km. environ au nord d'Es Sebt.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le contrôleur des domaines à Fès.

Le bornage a eu lieu le 3 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 453 K.

Propriété dite : « Daher el Pacha », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fraction M'Hamid, lieu dit « Daher el Pacha », à 1 km. environ à l'est d'Es Sebt.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le contrôleur des domaines à Fès.

Le bornage a eu lieu le 9 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 454 K.

Propriété dite : « Aïn Bou Harada », sise bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, fraction M'Hamid, lieu dit « Aïn bou Harada », à 3 km. environ au nord-est de l'Aïn bou Merched, près de l'oued Mellah.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le contrôleur des domaines à Fès.

Le bornage a eu lieu le 5 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

Réquisition n° 471 K.

Propriété dite : « M'Hamidia », sise bureau des renseignements de Fès banlieue, tribu des Ouled Hadj de l'Oued, lieu dit « Aïn Bou Merched », près d'Es Sebt.

Requérants : 1° Mohamed ben Kaddour ben Mohamed ben Kaddour Hayani el Mahmoudi, cultivateur ; 2° M'hamed ben Abdallah ould Hadj Thami el Hayani, cultivateur, demeurant au douar des M'hamed ; 3° Abdallah ben Abdallah, cultivateur, demeurant au douar des M'hamid ; 4° Halima bent Abdallah, mariée à Kacem ben Grin, demeurant au douar des M'hamid ; 5° Zohra bent Abdallah, mariée à M'hamed el Hammiri, demeurant au douar M'hamid ; 6° Mohamed ben Grin el Hayani, cultivateur, demeurant au douar M'hamid ; 7° Khdiya bent Driss ben Kaddour el Hayani, mariée à Mohamed ben Kaddour surnommé ; 8° Fatma bent Driss, mariée à Merrad ben Thami, demeurant au douar des M'hamed ; 9° Mina bent M'hamed Benaissa, célibataire, demeurant au douar M'hamid ; 10° Fatma bent Mohamed Hayani, mariée à Mohamed Benabbou, demeurant au douar des M'hamid ;

11° Mohamed, cultivateur, demeurant au douar des M'hamid ; 12° Sfia bent Omar el Hayani, célibataire, demeurant au douar des M'hamid ; 13° Mohamed ben Taieb el Hayani, cultivateur, demeurant au douar des M'hamid ; 14° Bouchta, cultivateur, demeurant au douar des M'hamid ; 15° Mennana, célibataire, demeurant au douar des M'hamid ; 16° Rahma, mariée à Larbi Doumi, au douar des Douanna, tribu des Hayana ; 17° Yamina bent Grin Hayani, veuve de Mohamed Homman, demeurant au douar des M'hamid ; 18° Lahsen ould Mohamed Homman, cultivateur, demeurant au douar M'hamid ; 19° Aïcha bent Mohamed Homman, célibataire, demeurant au douar des M'hamid ; 20° Taïeb ben Mohamed Touil, agriculteur, demeurant aux Aït Ayach, à Aïn Fehen, caïdat Ali Ayachi, bureau de Fès-banlieue ;

21° Fatma bent Mohamed ben Driss, veuve de Bouchta ben Ahmed ben Abdallah, demeurant au douar des M'hamid ; 22° Ahmed ben Bouchta ben Ahmed ben Abdallah ; 23° Fatma bent Bouchta ben Ahmed ben Abdallah, demeurant au douar M'hamid ; 24° Aïcha bent Bouchta ben Ahmed ben Abdallah, mariée à Lahsen ould M'hamed, demeurant au douar M'hamid ; 25° Allal ben Kaddour Hayani, cultivateur, demeurant au douar des M'hamid ; 26° Mohamed ben Ahmed el Haouari, cultivateur, demeurant au douar des M'hamid ; 27° Sfia bent Kaddour Jamaï, mariée à Mohamed ben Kaddour, demeurant au douar M'hamid ; 28° Omar ben Thami ben Kaddour, cultivateur, demeurant à Fès, derb el Qouas, n° 8 ; 29° Merrad ben Thami ben Kaddour el Hayani, demeurant à Fès, derb Ras el Qelia, fondouk Abl Ouezzan ; 30° Sadia bent Thami ben Kaddour el Hayani, célibataire, demeurant au douar M'hamid ;

31° Lallia bent Thami ben Kaddour el Hayani, mariée à Bouchta ben Rafi Hayani, demeurant au douar Aïn Fehen, Aït Ayach, bureau de Fès-banlieue ; 32° Halima ben Mohamed Chergui, célibataire, demeurant au douar M'hamid ; 33° M'hamed ben Ali Gtout, cultivateur, célibataire, demeurant au douar Haj Alilo, aux Beni M'tir, fraction des Aït Boubidman, bureau des renseignements de El Hajeb ; 34° Rquia ben Ali Gtout, célibataire, demeurant au douar Haj Alilo ; 35° Haddoum bent Jilali ben Touil, célibataire, demeurant au douar des M'hamid ; 36° Mohamed ben Kacem ben Grin, cultivateur, demeurant au douar M'hamid ; 37° Taïeb ben Mohamed Touil, célibataire majeur, demeurant au douar M'hamid ; 38° Aïcha bent Ahmed ben Abbou, veuve de Mohamed Touil ben Taïeb, demeurant au douar M'hamid.

Le bornage a eu lieu le 11 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Annonces légales, réglementaires et judiciaires**BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA****AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé le lundi douze juillet mil neuf cent vingt-six, à neuf heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de la dite ville, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant caution solvable.

De l'immeuble ci-après désigné, sur la mise à prix de trente-sept mille cinquante francs.

Une propriété immatriculée au bureau de la conservation foncière de Casablanca, sous le nom de « Victor Robineau II », titre foncier 2705 C., située à Casablanca, quartier des Roches-Noires, avenue Saint-Aulaire, et rue de la Victoire, ne portant aucun numéro apparent, et consistant en un terrain entouré de murs, d'une contenance de douze ares trente-cinq centiares sur lequel se trouve édifiée une maisonnette,

couvrant une surface de cinquante mètres carrés environ, construite en briques, composée de quatre pièces et une cuisine, recouverte en fibro-ciment ainsi qu'un puits avec une pompe.

Cette propriété est bornée au moyen de cinq bornes et a pour limites :

Au nord, de B. 1 à 2, l'avenue Saint-Aulaire ;

A l'est, de B. 2 à 3, Lendrat, de B. 3 à 4, Castex-Marie ;

Au sud, de B. 4 à 5, la rue de la Victoire, lotissement Lendrat et Dehors ;

A l'ouest, de B. 5 à 1, la propriété dite « Doerfler II », titre 825, lesdites bornes communes respectivement avec les bornes 3 et 2 de cette propriété.

Cet immeuble est vendu à la requête de : 1° M. Robineau Auguste-Victor, demeurant à Casablanca, pris tant en son nom personnel que comme tuteur de ses deux enfants mineurs ; 2° Mlle Lucienne-Mauricette Robineau, ayant domicile élu dans le cabinet de M^e Guedj, avocat.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca jusqu'à l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser audit bureau, où se trouvent déposés le cahier des charges et les pièces.

Casablanca, le 12 avril 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE MAZAGAN**AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé, lundi dix mai mil neuf cent vingt-six, à dix heures du matin, dans la salle d'audience du tribunal de paix de Mazagan, à la vente aux enchères publiques, en quinze lots, des droits immobiliers divisés ou indivis sur les quinze parcelles de terre ci-après désignées appartenant au sieur M'harek ben Lahssen ben M'harek et situées au douar Ouled Taleb, tribu des Ouled Bouze-

rara, contrôle civil de Sidi ben Nour.

1^{er} lot. — Une parcelle de terre dénommée « El Behira » (en deux parties).

2^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « El Bir ».

3^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « El Keria ben Driss » (en trois parties).

4^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Loukhali » (en trois parties).

5^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « El Mansouri » (en deux parties).

6^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Semoudi ».

7^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Nouaria ».

8^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Ard Si Mohamed ben Ali ».

9^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Djenen ben Hen » (en deux parties).

10^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Sidi Djafar Bled el Mecheria ».

11^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Seheb ».

12^e lot. — Une parcelle de terre dénommée « Behira Dhe-reg Si Omar ».

13° lot. — Une parcelle de terre dénommée « Djenan Bou Ghaïta ».

14° lot. — Une parcelle de terre dénommée « Douya el Aakak ».

15° lot. — Une parcelle de terre dénommée « El Gueradiq » (en deux parties).

Saisies à la requête du caïd Brabim el Khalfi, propriétaire, aux Ouled Bouzerara, suivant procès-verbaux en date des 28 octobre et 11 novembre 1922.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et suivant les prescriptions de la loi.

Jusqu'au jour fixé pour l'adjudication les offres peuvent être faites au greffe du tribunal de paix de Mazagan.

La date de l'adjudication pourra être reportée à une date ultérieure si les offres qui se sont produites sont manifestement insuffisantes ou à défaut d'offres, dans les trois jours qui précéderont l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser au greffe du tribunal de paix de Mazagan où se trouve déposé le cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

**BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

**AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé le treize juillet mil neuf cent vingt-six, à neuf heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, dite ville, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant une caution solvable, des immeubles ci-après désignés :

1° Un immeuble immatriculé au bureau de la conservation foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite « Terrain Vieillard n° 1 », titre foncier n° 719 C., situé à Mazagan, lieu-dit « Monilka », consistant en un terrain nu d'une contenance de un hectare, un are, vingt-deux centiares, borné au moyen de sept bornes et ayant pour limites :

Au nord-est, de B. 1 à 2 et 3, une piste dite Route de la Plage ;

Au sud-est, de B. 3 à 4, Mohamed bel Houcine ben Cherguil ;

Au sud-ouest, de B. 4 à 5, Rodolphe Heidrich (contumax) (domaines), et Si Driss el Boukili ;

Au nord-ouest, de B. 5 à 6, Pépé de Maria ; de B. 6 à 7, Rodolphe Heidrich (contumax) (domaines), El Fkih Si M'hamed Riffi ; de B. 7 à 1, ce der-

nier et les héritiers Thamo ben Djilali ben Boubeker, sur la mise à prix de cinquante mille francs 50.000 fr.

2° Un immeuble immatriculé au bureau de la conservation foncière de Casablanca sous le nom de propriété dite « Terrain Vieillard II », titre foncier n° 720 C., situé à Mazagan, rue Dupuy-Mangin, près de la Sania Guerral, consistant en un terrain de culture d'une contenance de huit ares cinquante-cinq centiares, borné au moyen de quatre bornes et ayant pour limites :

Au nord-est, de B. 1 à 2, Durbec ;

Au sud-est, de B. 2 à 3, la rue Dupuy-Mangin ;

Au sud-ouest, de B. 3 à 4, Pépé de Maria ;

Au nord-ouest, de B. 4 à 1, Durbec.

Sur la mise à prix de sept mille francs 7.000 fr.

Ces immeubles sont vendus à la requête de : 1° Dame Alarcon Conception, veuve en premières noces du sieur Vieillard Eugène, épouse en deuxièmees nocces de M. Ladeuil Albert, commissaire de la sûreté générale à Casablanca, avec lequel elle demeure, la susdite agissant tant en son nom personnel que comme tutrice naturelle et légale de son enfant mineure Lina Vieillard, issue de son premier mariage avec ledit sieur Vieillard Eugène ;

2° M. Ladeuil Albert, son époux susnommé et domicilié, agissant tant pour autoriser et assister sa dite épouse, qu'en sa qualité de cotuteur de la mineure prénommée.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires, jusqu'à l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit bureau, où se trouvent déposés le cahier des charges et les pièces.

Casablanca, le 13 avril 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

**BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

**AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé le mardi treize juillet mil neuf cent vingt-six, à dix heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant caution solvable d'un immeuble immatriculé sous le nom de la pro-

priété dite « Villa Les Fauvettes », titre foncier n° 4261 C., situé à Casablanca, quartier des Roches-Noires, rue de l'Océan, consistant en un terrain d'une superficie de 8 a. 76 ca., sur lequel sont édifiées : a) une villa de trois pièces couvrant environ 50 mètres carrés, construite en dur, couverte en terrasse ; b) une cuisine et une chambre de débarras, construites en briques et couvertes en tôles, devant la villa un puits et un jardin potager entouré par une palissade en bois.

Ledit immeuble est limité :

Au nord, de B. 1 à 2, par la rue de l'Océan ; à l'est, de B. 2 à 3, par la propriété dite « Villa Lecomte II », titre 1742 C. ; au sud, de B. 3 à 4, par Boursier ; à l'ouest, de B. 4 à 1, par la propriété dite « Villa Victoria », titre 2634 C.

Mise à prix : Dix mille francs (10.000 fr.).

Cet immeuble est mis en vente à la requête de M. d'André, secrétaire-greffier au bureau des faillites de Casablanca, agissant en sa qualité de syndic de la faillite Rossignol Jean-Henri, en vertu d'un jugement sur requête rendu en chambre du conseil par le tribunal de première instance de Casablanca, le 15 octobre 1924.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et suivant les prescriptions de la loi.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires, jusqu'à l'adjudication.

Cependant à défaut d'offres et aussi dans le cas d'offres manifestement insuffisantes avant les trois jours qui précéderont l'adjudication, celle-ci pourra être reportée à une date ultérieure.

Pour tous renseignements, s'adresser audit bureau où se trouvent déposés le procès-verbal de saisie, le cahier des charges et les pièces.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

**BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

**AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé le lundi 12 juillet 1926, à 10 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, dite ville, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant caution solvable de l'immeuble ci-après désigné :

Un immeuble immatriculé au bureau de la Conservation Foncière de Casablanca, sous le

nom de la propriété dite « Rosina », titre foncier n° 3189 C., situé à Casablanca, quartier du Maarif, rue du Poitou, ne portant aucun numéro apparent et consistant en un terrain entouré de murs, d'une contenance de trois ares 14 centiares avec les constructions y édifiées savoir :

1° Un premier corps de bâtiment construit en dur et recouvert en terrasse, couvrant 50 mètres carrés environ, composé de deux pièces et une cuisine avec appentis couvert en tôles ;

2° Un deuxième corps de bâtiment construit en dur et recouvert en tuiles, couvrant 80 mètres carrés environ, composé de 5 pièces et 3 cuisines ;

3° Un troisième corps de bâtiment construit en dur, recouvert en terrasse, couvrant 30 mètres carrés environ, composé d'une pièce ;

4° Un quatrième corps de bâtiment construit en dur, recouvert en tôles, couvrant 20 mètres carrés environ, composé d'une pièce ;

5° Un four monté en briques de ciment aggloméré, recouvert en tôles et water-closets.

Ledit immeuble est borné au moyen de cinq bornes et a pour limites :

Au nord-ouest, de B. 1 à 2, la rue du Poitou (lotissement Murdoch Butler et Cie) ;

Au nord-est, de B. 2 à 3, la propriété dite « Alexjs », titre 89 (lesdites bornes communes respectivement avec les bornes 4 et 3 de cette propriété) de B. 3 à 4, lotissement Murdoch Butler et Cie ;

Au sud-est, de B. 4 à 5, la rue du Morvan, lotissement Murdoch Butler et Cie ;

Au sud-ouest, de B. 5 à 1, Stella Biagio.

Cet immeuble est vendu à la requête de M. Marage, demeurant à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 217, à l'encontre de Mme veuve Di Carlo Salvator Rose, demeurant ci-devant à Casablanca, actuellement sans domicile ni résidence connus.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges. Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, jusqu'à l'adjudication.

Cependant à défaut d'offres et aussi dans le cas d'offres manifestement insuffisantes, avant les trois jours qui précéderont l'adjudication, celle-ci pourra être reportée à une date ultérieure.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit bureau où se trouvent déposés le procès-verbal de saisie, le cahier des charges et les pièces.

Casablanca, le 10 avril 1926.
Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1409,
du 30 mars 1926.

Suivant acte, reçu au bureau du notariat de Rabat, le 27 mars 1926, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 30 du même mois, M. Jean Moralès, cafetier restaurateur, demeurant à Rabat, boulevard Galliéni, a vendu à M. François Polizzi, tonnelier, demeurant au même lieu, avenue de Témara, le fonds de commerce de café et débit de boissons, qu'il exploitait à Rabat, place Bab Teben, immeuble Ferdj, à l'enseigne de « Bar Novelty », avec les éléments corporels et incorporels qui le composent.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KURN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1408,
du 30 mars 1926.

Suivant acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 16 mars 1926, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 30 du même mois, M. Frédéric Perruchot, négociant, demeurant à Kénitra, ayant agi tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire de M. Adrien-Emile Perruchot, commerçant, domicilié à Djidjelli, (Algérie), a vendu à M. Jules Alexandre, industriel, demeurant à Casablanca, 200, boulevard d'Anfa, ayant agi au nom et comme administrateur délégué de la Société Marocaine Métallurgique, société anonyme dont le siège social est à Casablanca, rue Nationale, le fonds de commerce de quincaillerie et matériaux de construction qu'il exploitait avec son frère susnommé à Kénitra, avenue de Fès, immeuble Théodoropoulos dit Théo, avec les éléments corporels et incorporels qui le composent.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours

de la seconde insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KURN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Bourcier, chef du bureau du notariat de Casablanca le 1^{er} avril 1926, dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce et contenant les clauses et conditions civiles du mariage d'entre :

1^o M. Georges-Louis Bregand, directeur de spectacles à Casablanca, avenue du Général-Moinier, 60 ;

2^o M^{lle} Françoise-Jeanne-Elise-Marcelle Celier, sans profession, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Moinier, n° 60.

Il appert que les futurs époux ont déclaré adopter comme base de leur union le régime de la séparation de biens conformément aux articles 1536 et suivants du code civil.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Oran le huit avril mil neuf cent vingt-six, enregistré, dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Que la société en nom collectif : « A. Skalli et Fils », dont le siège social est à Oran, boulevard de Mascara, n° 12, constituée aux termes d'un acte reçu par M^e Pitoulet, notaire, à Oran, le 29 février 1924, ayant fait l'objet d'une inscription au registre du commerce de Casablanca le 19 mai 1925 et régulièrement publiée, a décidé, d'un commun accord entre les associés, de supprimer la succursale établie à Casablanca, 15, rue du Marabout, et de cesser tout commerce dans la région de Casablanca.

Sans autres changements ou modifications à l'organisation de la société.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca le 1^{er} avril 1926, il appert que M. Honoré Fresco a vendu à M. Lucien Gouin un fonds de commerce qu'il exploite à Fedhala et dénommé « Café-Restaurant de l'Océan », avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérées à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 30 mars 1926, il appert que Mme Annette Martin, veuve non remariée de M. Natalio Lopez, commerçante, demeurant à Casablanca, rue Krantz, n° 318, s'est reconnue débitrice envers M. Elie Sciari, faisant les affaires sous la dénomination « Le Crédit Général », demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 194, d'une certaine somme que ce dernier lui a prêtée et, en garantie de son remboursement lui a affecté en gage, à titre de nantissement, un fonds de commerce de café débit de boissons, sis à Casablanca, rue Krantz, n° 318, et dénommé « Café de la Chaumière », avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca, le 5 avril 1926, enregistré, dont l'un des originaux a été déposé au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablan-

ca, pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Qu'il est formé entre MM. 1^o Achile Lonel, demeurant à Paris, 2^o Paul Weill, demeurant à Chennevière-sur-Marne, 3^o Jacques Lonel, demeurant à Paris, 4^o Laurent-Henry Mortimore, demeurant à Levallois-Perret, une société en nom collectif ayant pour objet la représentation, l'échantillonnage et le transit des marchandises en général, plus particulièrement des phosphates et minerais et toutes affaires similaires et connexes, avec siège social à Casablanca, rue d'Auteuil, n° 15.

La durée de la société est fixée à dix années à compter du 1^{er} mars 1926. La raison et la signature sociales sont « Lonel et Cie Maroc ».

Les affaires et opérations de la société sont gérées par M. Achile Lonel, lequel aura seul la signature sociale dont il ne pourra user que pour les besoins de la société.

Le capital social est fixé à cent mille francs apportés par les associés dans les proportions indiquées à l'acte et, après chaque inventaire social, les bénéfices seront partagés ou les pertes supportées dans les mêmes proportions au prorata de l'apport de chacun des associés.

Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 20 février 1926, il appert que M. Cometta Henri, représentant de commerce, demeurant à Casablanca, rue Nationale, n° 37, a apporté à la société anonyme dite « Société de l'Hôtel National », dont le siège est à Casablanca, rue Nationale, n° 31, un fonds de commerce d'hôtel, sis à Casablanca, rue Nationale, n° 31, avec tous les éléments corporels et incorporels.

Cet apport qui a lieu moyennant l'attribution d'actions entièrement libérées a été vérifié et approuvé par les deux assemblées constitutives tenues les 22 février et 1^{er} mars 1926, ainsi qu'il résulte des copies des procès-verbaux déposées pour minutes à M. Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 19 mars 1926.

Expéditions des statuts et des pièces constitutives de la société « Hôtel National », ont en outre été déposées le 22 mars 1926, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier de l'apporteur pourra former oppo-

sition dans les quinze jours au plus tard, après la seconde insertion du présent avis dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faille Sellès Vincent

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 13 avril 1926, le sieur Sellès Vincent, négociant à Marrakech-Gueliz, a été déclaré en état de faillite en suite de résolution de concordat.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 29 avril 1921.

Le même jugement nomme :
M. Bourson, juge-commissaire;
M. Zévaco, syndic provisoire;
M. le Secrétaire-greffier en chef de Marrakech, cosyndic provisoire.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE CASABLANCA
(sud)

La distribution par contribution des fonds provenant de la vente mobilière pratiquée à l'encontre des dames veuves Dewerpe et Roussel, libraires à Casablanca, rue de Bouskoura, « A la Croix de Lorraine », est ouverte au secrétariat du dit tribunal, où les créanciers devront produire leurs titres de créances dans les trente jours de la dernière insertion.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
BLASER.

TRIBUNAL DE PAIX DE SIFI

Vente sur saisie immobilière

Le lundi 31 mai 1926, à 10 heures, dans une des salles du tribunal de paix de Sifi, il sera procédé à la vente des immeubles dont la désignation suit, sis douar Ababda, région des Abda-Ahmar, caïd Zerhouni.

1° Une parcelle de terre sise lieu dit « Rémeja Djahalda », d'une contenance approximative d'un hectare et demi ;

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « Ait el Kheït », d'une contenance approximative d'un demi hectare ;

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « Sidi Khedim », d'une contenance approximative d'un demi hectare ;

4° Un jardin complanté de figuiers dit « El Hamri », entouré d'un mur en pierres sèches, d'une contenance approximative d'un demi hectare ;

5° Un autre jardin sis même lieu, complanté de figuiers, entouré d'un mur en pierres sèches, d'une contenance approximative d'un demi hectare ;

6° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Hafrit el Mehmez, d'une contenance approximative de deux hectares ;

7° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « El Hamriat Belkhadir », d'une contenance approximative de deux hectares ;

8° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « El Tirs », d'une contenance approximative d'un hectare ;

9° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « Hamri Si Tahar », d'une contenance approximative d'un hectare ;

10° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « Hamriat Bou Assalat », d'une contenance approximative d'un hectare et demi ;

11° Une autre parcelle de terre, sise lieu dit « Zima », d'une contenance approximative de deux hectares ;

12° Une autre parcelle de terre, sise lieu dit « Téglia », d'une contenance approximative d'un hectare et demi ;

13° Une autre parcelle de terre, sise lieu dit « Touirsa », d'une contenance approximative de deux hectares.

Pour tous renseignements, consulter le cahier des charges déposé au secrétariat-greffe.

Sifi, le 10 avril 1926.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
B. PUJOL.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante Bernard
Benoit

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 8 avril 1926, la succession de M. Bernard Benoit, en son vivant demeurant à Casablanca, 161, route de Médiouna, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. G. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du Bureau,
J. SAUVAN.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faille Haïm Bitton

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 15 avril 1926, le sieur Haïm Bitton, négociant à Casablanca, route de Médiouna, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour, 15 avril 1926.

Le même jugement nomme :
M. Bourson, juge-commissaire;
M. Zévaco, syndic provisoire.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA

Avis de déclaration de faillite

Le tribunal de première instance d'Oujda, par jugement du 9 avril 1926, a déclaré en état de faillite d'office le sieur Paul Fayolle, ci-devant entrepreneur de travaux publics à Oujda, actuellement à Grenoble et en a fixé provisoirement l'ouverture au 31 décembre 1925.

M. Auxillon a été nommé juge-commissaire et M. Ruff, syndic-provisoire de la dite faillite.

Le secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

Établissements incommodes
insalubres ou dangereux
de première catégorie

ENQUÊTE
de commodo et incommodo

AVIS

Le public est informé que par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 12 avril 1926, une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois, à compter du 20 avril 1926, est ouverte dans le territoire du contrôle civil de Chaouïa-nord, sur une demande présentée par la « Société Auxiliaire Bordelaise de l'Industrie ». (agence de Casablanca, 114, avenue du Général-d'Amado), à l'effet d'être auto-

risée à installer et exploiter à Camp Boulhaut, à l'angle de la route de Casablanca à Boulhaut et de la piste de Boulhaut à Boucheron, une usine de crin végétal avec locomobile timbrée à 7 kilogs.

Le dossier est déposé dans les bureaux de l'annexe de contrôle civil de Camp Boulhaut où il peut être consulté.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Audience du lundi 26 avril 1926
(3 h. $\frac{1}{2}$ du soir)

Failles

Bendavid Joseph, Ciné du Mellah, Rabat, pour deuxième vérification.

Delaunay, mécanicien, rue Colbert, Fès, pour dernière vérification.

Rodière J., constructeur à Rabat, pour dernière vérification.

Fou Ahmed Djeralef, propriétaire à Salé, pour concordat ou union.

J.-B. Gil, ex-restaurateur à Rabat, pour reddition de comptes.

Liquidations judiciaires

Sivadier, commerçant, Fès (ville nouvelle), pour première vérification.

Bellia Lucien, entrepreneur, Rabat, pour deuxième vérification.

Le Chef du Bureau p. i.,
CHARVET.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 14 avril 1926, le tribunal de première instance de Rabat a déclaré en état de faillite le sieur :

Delpino Alphonse, ex-négociant à Fès-Djedid.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 20 octobre 1924.

Le chef du bureau p. i.,
CHARVET.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Assistance judiciaire

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu contradictoirement, le 7 janvier 1926, entre :

M. Joseph-Séraphin Gastinel, commerçant, domicilié à Meknès, ville nouvelle, assisté judiciaire ;

Et Mme Gastinel, née Joséphine-Adèle Pin, demeurant à Rabat, 20, impasse Ouraoui, quartier El Gza, également assistée judiciaire.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les dits époux aux torts et griefs exclusifs de la femme.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 15 avril 1926, le tribunal de première instance de Rabat a admis au bénéfice de la liquidation judiciaire le sieur :

Lièvre, Hôtel d'Europe à Kénitra.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 10 avril 1926.

Le Chef du bureau p. i.,
CHARVET.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Assistance judiciaire

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu contradictoirement le 30 décembre 1925, entre :

M. Nathan Mouty, cocher, demeurant à Rabat, rue Fahra Djouz, assisté judiciaire ;

Et Mme Mouty née Rahmona Darmon, demeurant aussi à Rabat, rue Lalla Oum Khebabich, également assistée judiciaire.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les dits époux à leurs torts et griefs réciproques.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Assistance judiciaire
du 24 juin 1925.

D'un jugement contradictoire rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 22 juillet 1925, entre :

La dame Louise-Marguerite Taquet, épouse du sieur Gaston-Augustin Plateau, domiciliée de droit avec ce dernier mais résidant de fait à Paris ;

Et le sieur Gaston-Augustin Plateau, demeurant à Casablanca.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Plateau aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 8 avril 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
NIZICEL.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faillite A.-D. Benelbas

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 13 avril 1926, le sieur A.-D. Benelbas, négociant à Casablanca, 167, avenue du Général-Drude, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 13 avril 1926.

Le même jugement nomme :
M. Bourson, juge-commissaire ;
M. Ferro, syndic provisoire.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faillite Mohamed ben Saadon

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 13 avril 1926, le sieur Mohamed ben Saadon, négociant à Marrakech, Sidi ben Sliman, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 13 avril 1926.

Le même jugement nomme :
M. Bourson, juge-commissaire ;
M. Ferro, syndic provisoire ;
M. Le Secrétaire-greffier en chef de Marrakech, cosyndic provisoire.

Le Chef du Bureau,
J. SAUVAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE MAZAGAN

Suivant ordonnance rendue par M. le juge de paix de Mazagan, le 1^{er} avril 1926, la succession de M. Grès Edouard, directeur de l'agence de la Banque Algéro-Tunisienne à Mazagan, décédé en cette ville le 10 mai 1925, a été déclarée vacante.

Les héritiers ou ayants droit de la succession sont invités à se faire connaître au secrétariat-greffe du tribunal de paix de Mazagan et à justifier de leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont également invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois, à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droits.

Le secrétaire-greffier en chef,
Curateur aux successions
vacantes.
J. PETIT.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 17 mai 1926, à 10 heures, il sera procédé dans les bureaux de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat, à l'adjudication sur offres de prix et sur soumissions cachetées, du service de transport en automobile, des dépêches et des colis postaux entre Oujda et Berguent et vice versa.

Le cahier des charges pourra être consulté aux bureaux de poste de Berguent et Oujda ainsi qu'à la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat.

Les demandes de participation à l'adjudication, accompagnées de toutes références utiles devront parvenir à la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat, avant le 6 mai 1926.

Rabat le 7 avril 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 7 mai 1926, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 1^{er} arrondissement à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Port de Casablanca. — Local pour colis postaux.

Cautionnement provisoire :
500 francs ;

Cautionnement définitif :
1.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 1^{er} arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné, à Casablanca.

Le délai de réception des soumissions expire le 6 mai 1926, à 18 heures.

Rabat, le 8 avril 1926.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante veuve Durot

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 19 avril 1926, la succession de Mme veuve Durot, en son vivant demeurant à Casablanca, 20, rue de Clermont aux Roches Noires, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Causse, secrétaire-greffier en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont

priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bir Assès » (tribu des Seliane), dont le bornage a été effectué le 17 mars 1925, a été déposé le 13 octobre 1925, au bureau du contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, le 18 mars 1926, au bureau de l'annexe des renseignements d'Aïn Defali, le 31 mars 1925, à la Conservation Foncière de Rabat et le 7 octobre 1925 à la Conservation Foncière de Meknès où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 20 avril 1926, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions seront reçues au bureau de l'annexe d'Aïn Defali et au contrôle civil de Souk el Arba du Gharb.

Rabat, le 1^{er} avril 1926.

*Direction générale
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des antiquités*

AVIS D'ADJUDICATION

Le vendredi 7 mai 1926, à 15 heures, dans les locaux de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, à Rabat, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Construction d'une aile de classe, w. c. et mur de clôture au nouveau lycée de jeunes filles de Casablanca.

Cautionnement provisoire :
1^{er} lot. — Maçonnerie, 8.000 francs ;

2^e lot. — Menuiserie, 800 francs ;

3^e lot. — Plomberie, 300 francs ;

4^e lot. — Peinture et vitrerie, 400 francs.

Cautionnement définitif :
1^{er} lot. — Maçonnerie, 10.000 francs ;
2^e lot. — Menuiserie, 1.600 francs ;
3^e lot. — Plomberie, 600 francs ;
4^e lot. — Peinture et vitrerie, 800 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges et des plans, s'adresser à Casablanca, au bureau du secrétariat du lycée de jeunes filles, avenue Mers Sultan, aux jours et heures de classe et à Rabat, au bureau de M. Michaud, architecte D. P. L. G., 84, avenue Saint-Aulaire.

Les références des candidats devront être soumises au visa de M. le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, à Rabat, avant le 27 avril 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 7 mai 1926, à 12 heures.

MANUFACTURE DE CRIN VEGETAL DE FEDHALA

MM. les actionnaires de la société « Manufacture de Crin Végétal de Fedhala », sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mardi 4 mai 1926, à 11 heures, à Paris, 60, rue de Londres.

Ordre du jour :

- 1^o Approbation du bilan et des comptes de l'exercice ;
- 2^o Nomination des commissaires aux comptes ;
- 3^o Autorisation à donner en vertu de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Conformément à l'article 38 des statuts, l'assemblée générale ordinaire se compose des actionnaires propriétaires de cinq actions au moins, libérées des versements exigés.

Le Conseil d'administration.

AVIS

Réquisition de délimitation
concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Cherarda (Petitjean).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité des Chebanat, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Djemâa des Chebanat », consistant en terres de labours et de pacage, d'une superficie approximative de 9.700 hecta-

res, situé sur le territoire de la tribu des Cherarda (Petitjean).

Limites :

I. — *Premier groupe* : 8.700 hectares environ.

Nord : réquisition 353 R. ; djemâas des Aouameur, des Boutate, des Jediate ; réquisition 2049 R. ; titre 401 R. ; route Tanger-Fès et au delà melk des Chebanat et réquisition 2303 CR. ;

Est : de la piste de Fès à l'oued Jerrhane jusqu'à hauteur de Sidi Ahseine ;

Riverain : terrain collectif des Tekna ;

Sud : crêtes du jebel Oreïça jusqu'au bled domaniale « Chebania » ;

Riverain : terrain collectif des Zirara ;

Ouest : bled Chebania et oued Tihili.

Riverain : au delà de l'oued Tihili, lotissement de colonisation (t. 513 R.).

II. — *Deuxième groupe* : 1.000 hectares environ.

Est : voie ferrée Tanger-Fès depuis Sidi Gueddar jusqu'au chemin de 10 mètres séparant les Chebanat des Zirara ;

Sud : en direction de l'oued R'Dom, en passant à 1 km. environ au sud du douar Zrari, puis du Jenan Bou Maïz ;

Riverain : djemâa des Zirara ;
Ouest : lignes droites de Jenan Bou Maïz à Sidi Gueddar formant limite administrative entre Cherarda et Beni Ahssen ;
Riverains : djemâas des Khenachfa, des Oulad Hmeïd, des Oulad Hoceïne ; Si Hourman ben Bousselham Moussaou ; djemâas des Oulad Hoceïne, des Hamamcha.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 18 mai 1926, à 8 heures, à Sidi Gueddar, et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 14 janvier 1926.

Huor.

Arrêté viziriel

du 29 janvier 1926 (14 rejeb 1344), ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Cherarda (Petitjean).

Le grand vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives.

Vu la requête, en date du 14 janvier 1926, du directeur des

affaires indigènes tendant à fixer au 18 mai 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Djemâa des Chebanat » (Petitjean),

ARRÊTÉ :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Djemâa des Chebanat », appartenant à la collectivité des Chebanat, situé sur le territoire des Cherarda (Petitjean), conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (1^{er} rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 18 mai 1926, à 8 heures, à Sidi Gueddar, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 14 rejeb 1344, (29 janvier 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation

et mise à exécution :

Rabat, le 7 février 1926.

Le Commissaire

Résident Général,

T. STEEG.

BUREAU DU NOTARIAT DE CASABLANCA

Constitution de société

SOCIÉTÉ AGRICOLE FRANCO-MAROCAINE

I

A un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M. Marcel Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 17 mars 1926, se trouve annexé l'un des originaux d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 16 mars 1926, aux termes duquel :

M. Ange Carlotti, propriétaire, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Moinier, n° 40, a établi, sous la dénomination de Société Agricole Franco-Marocaine pour une durée de 99 années, à partir de sa constitution définitive, une société anonyme dont le siège est à Casablanca, rue du Marabout, n° 9.

Cette société a pour objet : L'acquisition, la vente, la prise à bail ou autrement et l'exploitation de tous immeubles agricoles.

La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations agricoles, commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement. Et plus généralement toutes entrepri-

ses agricoles, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, forestières, minières ou autres se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension et le développement.

Le tout en tous pays, mais plus spécialement au Maroc, dans les colonies françaises et pays de protectorat français.

Le capital social est fixé à cent mille francs, divisé en 200 actions de 500 francs chacune à souscrire et à libérer en espèces.

Le conseil d'administration est statutairement autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, au moyen de l'émission d'actions de numéraire jusqu'à concurrence d'une somme de 200.000 francs, pour porter ce capital à 300.000 francs et ce aux époques, dans les proportions et aux conditions qu'il jugera convenables, sans qu'il soit besoin d'une autorisation de l'assemblée générale.

A défaut de libération des actions aux époques déterminées, un intérêt est dû par chaque jour de retard, à raison de 10 % l'an, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice.

La société peut, en outre, faire vendre les actions sur lesquelles des versements sont en retard.

Toute action qui ne porte pas la mention régulière que les versements exigibles ont été effectués cesse d'être négociable, aucun dividende ne lui est payé.

Les titres d'actions entièrement libérés sont nominatifs ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert signée du cédant et du cessionnaire ou de leurs mandataires et inscrits sur un registre de la société. La cession des actions au porteur se fait par la simple tradition.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle au nombre des actions émises et en outre, à une part dans les bénéfices.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent, au delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit,

adhésion aux statuts de la société, et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Il est créé 200 parts de fondateur qui seront réparties entre les souscripteurs des 200 actions composant le capital social, proportionnellement au nombre d'actions souscrites par chacun d'eux, c'est-à-dire à raison de une part par action. Les parts de fondateur ne confèrent aucun droit de propriété sur l'actif social, mais seulement un droit de partage dans les bénéfices. La société est administrée par un conseil composé de 3 membres au moins et de 5 au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale. Les administrateurs doivent être propriétaires chacun de dix actions pendant toute la durée de leurs fonctions. Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de leurs actes d'administration.

La durée des fonctions d'administrateur est de 6 années. Le premier conseil restera en fonctions jusqu'à l'assemblée générale qui délibérera sur les comptes du cinquième exercice social. Cette assemblée renouvelera le conseil en entier. A partir de cette époque, le conseil se renouvelle à l'assemblée annuelle, tous les ans ou tous les deux ans, à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé, suivant le nombre des membres en fonctions.

Tout membre sortant est rééligible.

Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation de son président ou de la moitié de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Il représente la société vis-à-vis des tiers et de toutes administrations.

Le conseil peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, les pouvoirs qu'il juge convenables, pour l'exécution de ses décisions et pour l'administration courante de la société.

Il peut aussi conférer à telle personne que bon lui semble et par mandat spécial des pouvoirs soit permanents, soit pour un objet déterminé.

Tous les actes concernant la société, décidés par le conseil, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits

d'effets de commerce, sont signés par deux administrateurs à moins d'une délégation du conseil à un seul administrateur, ou à un directeur ou à tout autre mandataire.

Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

L'assemblée générale nomme chaque année un ou plusieurs commissaires, associés ou non, chargés de faire un rapport à l'assemblée générale sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil d'administration.

Les actionnaires sont réunis, chaque année, en assemblée générale, par le conseil d'administration, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, aux jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

Des assemblées générales peuvent être convoquées extraordinairement, soit par le conseil d'administration, soit par les commissaires, en cas d'urgence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des assemblées générales et du conseil d'administration à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil ou par deux administrateurs.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses délibérations prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents et dissidents.

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis la constitution de la société jusqu'au 30 septembre 1927.

Il est dressé chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la société. Il est en outre établi chaque année, conformément au dahir formant code de commerce, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société.

Sur les bénéfices nets annuels, il sera tout d'abord prélevé :

1° 5 % pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième ;

2° Les sommes dont l'assemblée générale ordinaire pourra décider le prélèvement pour être portées à un fonds de réserve extraordinaire dont elle détermine l'emploi et l'affectation ;

3° La somme que l'assemblée générale ordinaire pourra décider d'affecter à un fonds d'amortissement des actions ;

4° La somme nécessaire pour payer aux actionnaires un premier dividende représentant un intérêt annuel de sept pour cent sur le montant dont leurs actions sont libérées.

Le surplus des bénéfices, sous déduction de la somme que l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration pourra décider de reporter à nouveau sera réparti :

10 % au conseil d'administration ;

60 % aux actionnaires ;

30 % aux porteurs de parts de fondateur.

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et lieux désignés par le conseil d'administration.

Les dividendes de toutes actions nominatives ou au porteur sont valablement payés au porteur du titre ou du coupon. Ceux non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits au profit de la société.

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition du conseil d'administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs. La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires.

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi, et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

II

Aux termes de l'acte de déclaration de souscription et de versement sus-indiqué, les fondateurs de ladite société ont déclaré :

1° Que le capital en numéraire de la Société Agricole Franco-Marocaine, fondée par eux, s'élevant à 100.000 francs, représentés par 200 actions de

500 francs chacune, qui était à émettre en espèces, a été entièrement souscrit par divers.

2° Et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites, soit au total 25.000 francs qui se trouve déposée en banque.

A l'appui de cette déclaration ils ont représenté un état contenant les noms, prénoms, qualités et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux, cette pièce certifiée véritable, est demeurée annexée au dit acte notarié.

III

A un acte de dépôt reçu par le chef du bureau du notariat de Casablanca, le 25 mars 1926, se trouve annexée la copie certifiée conforme de la délibération prise par l'assemblée générale constitutive de la société, le 19 mars 1926, aux termes de laquelle ladite assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de ladite société, aux termes de l'acte reçu par M. Boursier, le 17 mars 1926.

2° A nommé comme premiers administrateurs, dans les termes de l'article 18 des statuts :

1° M. Gautier de Charnace Charles-Henri-Marie, demeurant à Paris, rond-point de Longchamp, n° 6 ;

2° M. le comte Dessofey de Cserneck Stanislas-Marie-Alexandre, général de brigade du cadre de réserve, demeurant à Paris, rue de la Néva, n° 10 ;

3° M. Dreyfus Georges, ingénieur, demeurant à Paris, rue de Pétrograd, n° 6 ;

4° M. Piot Charles-Alexandre-Maurice, demeurant à Paris, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 24 ;

Lesquels ont accepté les dites fonctions personnellement ou par mandataires ;

3° Que l'assemblée a nommé comme commissaire M. Jules Tavera, directeur de la Banque Commerciale du Maroc, y demeurant, et M. Thomas Louis, demeurant à Casablanca, rue du Marabout, n° 9, commissaire suppléant, pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice social et sur la situation de la société, conformément à la loi.

4° Enfin qu'elle a approuvé les statuts et a déclaré la société définitivement constituée.

IV

Le 12 avril 1926 ont été déposées à chacun des greffes du tribunal de première instance et de la justice de paix, circonscription nord de Casablanca, expéditions :

- 1° De l'acte contenant les statuts de la société ;
 2° De l'acte de déclaration de souscription et de versement et de l'état y annexé ;
 3° De l'acte de dépôt et de la délibération de l'assemblée constitutive y annexée.

Le chef du notariat,
 M. BOURSIER.

Publication de modification
 de société

Augmentation de capital social
 par la création d'actions nouvelles privilégiées.

COMPAGNIE DE MATERIEL
 ET DE TRAVAUX
 AGRICOLES

Société anonyme marocaine
 au capital de 2.500.000 francs,
 divisé en 10.000 actions de
 250 francs chacune

Siège social Rabat, 9, rue
 Miramar

I. — Aux termes d'une délibération prise le 9 juillet 1925, dont une copie régulière a été déposée pour minute au bureau du notariat de Rabat, le 8 avril 1926, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie de Matériel et de Travaux Agricoles a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social qui était alors de 2.000.000 de francs d'une somme de 500.000 francs par la création de 2.000 actions privilégiées de 250 francs chacune, ces actions nouvelles devant avoir droit au paiement d'un premier intérêt statutaire de dix pour cent avant celui de 8 % attribué par l'article 42 aux actions composant alors le capital social et qui deviendront *ipso facto*, des actions ordinaires par suite de la réalisation définitive de la dite augmentation de capital.

Elle a en outre donné tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de déterminer toutes conditions autres que celles ci-dessus fixées en vue de l'émission des 2.000 actions privilégiées nouvelles et à cet effet tout ce qui lui paraîtrait utile et nécessaire.

II. — Par délibération du 10 juillet 1925, dont copie régulière a été déposée pour minute le 8 avril 1926, au bureau du notariat de Rabat, le conseil d'administration a décidé de procéder immédiatement à la réalisation de la dite augmentation de capital de 500.000 francs d'émettre les 2.000 actions privilégiées de 250 francs chacune qui en sont la représentation, lesquels porteront intérêt (non cumulatif) de dix pour cent l'an, payable avant les huit pour cent aux actions ordinaires, lesquelles actions nouvelles

seront libérables du quart à la souscription et auront jouissance le premier juillet 1925.

III. — Suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat, le 27 mars 1926, M. Edouard de Joannis, industriel, demeurant à Paris, rue de Thann, n° 9, agissant en suite de la délégation à lui donnée par le conseil d'administration de la société par délibération authentique du même jour, tenue en présence de M^e Couderc, notaire à Rabat, qui en a dressé acte, a déclaré que les 2.000 actions privilégiées de 250 francs chacune de la dite Compagnie de Matériel et de Travaux Agricoles, représentant l'augmentation de capital de 500.000 francs décidée et arrêlée comme il a été dit ci-dessus, ont été entièrement souscrites et pour la totalité réalisées par quatorze personnes ou sociétés ;

Et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale au quart du montant de chacune des actions par lui souscrites soit cent vingt-cinq mille francs laquelle est déposée au compte de la société, mais au titre indisponible jusqu'à la régularisation de la présente augmentation de capital au Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, à Paris, 43, rue Cambon.

A l'appui de ses déclarations, M. de Joannis, es-qualité, a représenté au notaire un état certifié conforme et signé par lui contenant les nom, prénoms, qualité et demeure ou à défaut la raison sociale de chaque souscripteur, le nombre des actions par lui souscrites et le montant des versements par chacun d'eux effectués.

Laquelle pièce est demeurée annexée au dit acte de déclaration de souscription et de versement.

IV. — Aux termes d'une délibération du 30 mars 1926, dont copie régulière a été déposée pour minute au bureau du notariat de Rabat, le 1^{er} avril 1926.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires anciens et nouveaux de la dite Compagnie de Matériel et de Travaux Agricoles :

1° Après vérification complète et individuelle, a reconnu sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement contenue en l'acte susvisé, reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat, le 27 mars 1926 ;
 Et en conséquence constaté que cette augmentation de capital de 500.000 francs par émission d'actions privilégiées est définitivement réalisée et le capital porté de 2.500.000 francs.

2° Comme suite au vote de la précédente résolution de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 500.000 francs dont il vient d'être parlé

apporté toutes modifications corrélatives à la rédaction des articles 6, 7, 8, 10 et 42 des statuts qui ont été modifiés en conséquence.

V. — Des expéditions ou copies régulières :

1° Des délibérations des assemblées générales extraordinaires des actionnaires des 9 juillet 1925 et 30 mars 1926 ;

2° Des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration des 10 juillet 1925 et 27 mars 1926 ;

3° De l'acte notarié de déclaration de souscription et de versement du 27 mars 1926 ainsi que de toutes les pièces y annexées.

Ont été déposées le 13 avril 1926 aux greffes tant du tribunal de première instance de Rabat que du tribunal de paix de cette ville.

Pour extrait et mention,

E. DE JOANNIS.

SOCIÉTÉ MAROCAINE
 D'AIN SIKH

Société anonyme au capital de
 3.500.000 francs
 Siège social : Rabat (Maroc)
 9, rue Miramar

I

Aux termes d'une délibération en date du 30 mars 1926, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Marocaine d'Ain Sikh a décidé :

1° De réduire le capital social qui était de 3.600.000 francs, d'une somme de 1.080.000 fr. pour le mettre en concordance avec la valeur intrinsèque des postes de l'actif ; elle a décidé en outre que cette réduction aurait lieu soit au moyen de l'échange des actions anciennes d'un nominal de 500 francs contre des actions nouvelles d'un nominal de 350 francs, soit au moyen de l'estampillage des titres et tous pouvoirs ont été donnés au conseil d'administration pour procéder à l'échange ou à l'estampillage des titres ainsi qu'à l'évaluation de tels des éléments d'actif qu'il appartiendra.

Cette réduction de capital a été votée sous la condition suspensive de la réalisation avant le 30 juin 1926 d'une augmentation de capital de 980.000 fr. par émission d'actions de numéraire.

2° D'augmenter le capital social d'une somme de 980.000 fr. par émission de 2.800 actions nouvelles de 350 francs chacune à souscrire et à libérer en numéraire ; ces actions devant être de même rang et de même catégorie que celles composant le capital après la réduction ci-dessus visée, être émises au pair et

libérées de la moitié à la souscription avec faculté d'anticipation ; ladite assemblée a en outre conféré au conseil d'administration tous pouvoirs nécessaires pour arriver à la réalisation de l'augmentation de capital dont s'agit.

II

Aux termes d'une délibération en date du 30 mars 1926, prise immédiatement après l'assemblée générale des actionnaires ci-dessus énoncée, le conseil d'administration a décidé de procéder immédiatement à la réalisation de l'augmentation de capital de 980.000 francs qu'il a été autorisé à effectuer par l'assemblée générale extraordinaire du même jour, et en conséquence, d'émettre les 2.800 actions de 350 francs chacune qui en étaient la représentation.

III

Aux termes d'une délibération prise en la forme authentique suivant procès-verbal dressé par M^e Couderc, notaire à Rabat, le même jour (30 mars 1926), le conseil d'administration a délégué à l'un de ses membres tous pouvoirs et autorisations nécessaires à l'effet notamment de faire la déclaration notariée de souscription et de versement relative à l'augmentation de capital ci-dessus visée.

IV

Aux termes d'un acte reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat, le 2 avril 1926, le délégué du conseil d'administration a déclaré que les 2.800 actions nouvelles représentant l'augmentation de capital décidée par le conseil avaient été entièrement souscrites savoir :

Mille deux cent trente-cinq actions par quatorze personnes (ou sociétés) qui ont versé chacune en ce qui la concerne une somme égale à la moitié du montant nominal de chacune des actions par elle souscrites, soit cent soixante-quinze francs par action et au total une somme de deux cent seize mille cent vingt-cinq francs.

Mille cinq cent soixante-quinze actions par trois souscripteurs qui se sont libérés du montant intégral de leur souscription par compensation avec partie du solde créancier de leur compte courant sur les livres de la société, soit une somme de cinq cent quarante-sept mille sept cent cinquante francs.

A cet acte est demeurée annexée une liste contenant toutes les énonciations voulues par la loi.

V

Aux termes d'une délibération en date du 9 avril 1926, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires a :

Reconnu sincère et véritable la déclaration de souscription

et de versement contenue en l'acte reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat, le 2 avril 1926, et, en conséquence, constaté que l'augmentation de capital de 980.000 francs était définitivement réalisée.

Constaté que la condition suspensive sous laquelle avait été votée la réduction de capital par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars précédent (1926) était réalisée et que par suite de ces deux opérations le capital qui était auparavant de 3.600.000 francs avait été ramené à 2.520.000 francs puis porté à 3.500.000 francs.

Décidé que la rédaction des articles 6, 7 et 43 des statuts serait remplacée par la rédaction suivante :

Article six

Nouvelle rédaction

Rémunération de l'apport

L'apport d'études
En outre

1° 2.200 actions de 500 francs chacune entièrement libérées.

Observation faite que par suite d'une réduction du capital décidée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 30 mars 1926, le taux nominal de ces actions a été ramené de 500 francs à 350 francs.

2° 740 des parts bénéficiaires.

Article sept

Nouvelle rédaction

Le capital social est fixé à 3.500.000 francs divisé en 10.000 actions de 350 francs chacune. Sur ces 10.000 actions :

1° 7.200 actions entièrement libérées représentant le capital ancien de la société après réduction décidée par les assemblées générales extraordinaires des trente mars 1926 au moyen du changement du taux des actions qui a été ramené de 500 francs à 350 francs sur ces 7.200 actions :

2.200 ont été attribuées à la société E. de la Brosse et Cie, en représentation partielle de ses apports.

3.800 ont été souscrites et libérées en numéraire, lors de la constitution de la société.

1.200 composent une augmentation de capital ratifiée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 13 février 1924.

2° 2.800 représentant une augmentation de capital en numéraire ratifiée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 1926.

Article 43 (4^e alinéa)

Nouvelle rédaction

L'augmentation du capital social au delà de 6.000.000 de francs et la réduction de ce capital sa division en actions d'un type autre que celui de 350 francs.

Des copies expéditions ou ex-

traits des procès-verbaux et acte sus-énoncés ont été déposés à chacun des greffes du tribunal de première instance et de la justice de paix de Rabat, le 16 avril 1926.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Publication de société

AGRICOLA

Société anonyme marocaine au capital de cent mille francs, divisé en 200 actions de cinq cents francs chacune. Siège social : Rabat, rue de Lorraine, n° 7 bis.

I. — Statuts

Aux termes d'un acte sous seing privé, fait en triple à Marseille, le 4 février 1926, dont l'un des originaux est demeuré annexé à une déclaration de souscription et de versement reçu au bureau du notariat de Rabat, le 24 février 1926, M. Eugène Bonnisse, banquier, demeurant à Marseille, avenue du Prado, n° 252, a établi les statuts d'une société anonyme dont il a été extrait ce qui suit :

Article premier. — Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme qui sera régie par les lois en vigueur au Maroc, sur les sociétés et par les présents statuts.

Art. 2. — La société a pour objet :

Toutes exploitations immobilières, agricoles, forestières et d'élevage ;

L'acquisition directe ou par voie d'option ou autrement, la prise à bail sous toutes formes et par tous moyens de toutes propriétés et de tous terrains et immeubles ruraux et urbains, bâtis ou non bâtis et généralement de tous droits et biens mobiliers et immobiliers et spécialement de tous terrains de culture et autres, fermes et propriétés, situés au Maroc ;

L'acquisition de tous animaux de ferme ou d'élevage de tout matériel agricole ou autres ;

L'obtention de toutes concessions agricoles ou forestières ou autres ;

La mise en valeur et l'exploitation directe ou indirecte de tous terrains agricoles, forestiers ou autres ;

L'édification sur tous terrains acquis, loués ou concédés de toutes constructions à usage d'habitation ou à usage agricole ;

Les améliorations, augmentations, réparations et aménagements à faire sur tous immeubles acquis ou loués par la société ou à elle concédés ;

La revente et l'échange avec

ou sans soulté de tous immeubles et terrains ;

La transformation de la société et sa fusion avec d'autres, sous quelque forme que ce soit ;

La création de toutes sociétés pour l'un quelconque des objets ci-dessus et la participation directe ou indirecte de la société dans toutes sociétés ou entreprises de nature similaire ou connexe par voie de fusion, apport, souscriptions, achats de titres ou droits sociaux ou de toute autre manière ;

Et généralement toutes opérations mobilières et immobilières, financières, commerciales et industrielles pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus ;

Le tout au Maroc et dans tous pays.

Art. 3. — La société prend la dénomination de « Agricola ».

Art. 4. — La société aura son siège social à Rabat (Maroc), rue de Lorraine, n° 7 bis.

Art. 5. — La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Art. 6. — Le capital social est fixé à cent mille francs, et divisé en deux cents actions de cinq cents francs chacune, lesquelles devront être souscrites et entièrement libérées avant la constitution de la société.

Art. 7. — Les actions sont au porteur ou nominatives.

Art. 8. — Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent.

Art. 13. — Le conseil d'administration est autorisé à créer et à émettre des obligations ou bons de mille francs chacun jusqu'à concurrence d'un capital nominal de un million de francs.

Art. 14. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de neuf au plus, pris parmi les actionnaires nommés par l'assemblée générale.

La durée des fonctions des administrateurs est de six ans. Ils peuvent toujours être réélus.

Art. 15. — Si une place d'administrateur devient vacante, dans l'intervalle de deux assemblées, le conseil a la faculté de se compléter, s'il le juge utile, pour les besoins du service, et, dans l'intérêt de la société, il est même tenu de le faire.

L'assemblée générale, lors de sa première réunion procède à l'élection définitive. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir de l'exercice de son prédécesseur.

Si ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'assemblée générale, les délibérations prises et les actes

accomplis, par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Art. 16. — Le conseil nomme parmi ses membres un président.

En cas d'absence du président, le conseil désigne celui des membres présents qui remplira cette fonction. Il désigne aussi son secrétaire même non actionnaire.

Art. 17. — Les administrateurs doivent être propriétaires chacun de cinq actions pendant la durée de leurs fonctions. Ces actions sont affectées en totalité à la garantie des actes de la gestion, déposées dans la caisse sociale et frappées d'un timbre indiquant leur inaliénabilité.

Art. 18. — Le conseil se réunit au siège social, ou en tout autre endroit indiqué par la convocation, sur la convocation de son président, ou de deux de ses membres, aussi souvent que l'exige l'intérêt de la société.

La présence de la majorité de ses membres est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix s'il y a trois membres présents ou plus et à l'unanimité, si deux membres seulement assistent à la séance.

Art. 19. — Les décisions du conseil sont constatées par des procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial et signés par le président et un administrateur présent.

Art. 20. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Il a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

Il représente la société vis à vis des tiers et de toutes administrations ;

Il fait les règlements de la société ;

Il établit des agences, dépôts ou succursales, partout où il le juge utile au Maroc ou dans tous autres pays ;

Il nomme et révoque tous les agents et employés de la société, fixe leurs traitements, salaires, remises, gratifications et participations proportionnelles, ainsi que les autres conditions de leur admission et de leur retraite. Il organise toutes caisses de secours et de retraite pour le personnel ;

Il remplit toutes formalités pour soumettre la société aux lois des pays dans lesquels elle pourrait opérer, nomme tous agents responsables ;

Il fixe les dépenses générales d'administration, règle les approuvements de toute sorte ;

Il touche les sommes dues à

la société et paie celles qu'elle doit ;

Il détermine le placement des sommes disponibles et règle l'emploi des fonds de réserve ;

Il souscrit, endosse, accepte et acquitte tous effets de commerce ;

Il statue sur tous traités, marchés, soumissions adjudications, entreprises, à forfait ou autrement, rentrant dans l'objet de la société ;

Il autorise toutes acquisitions, tous retraits, transferts, aliénations de rentes, valeurs, créances, brevets ou licences de brevets d'invention et droits mobiliers quelconques ;

Il consent ou accepte, cède et résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente ;

Il autorise toutes acquisitions, tous échanges de biens et droits immobiliers, ainsi que la vente de ceux qu'il juge inutiles ;

Il fait toutes constructions et tous travaux, crée et installe toutes usines et tous établissements ;

Il contracte tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement. Toutefois les emprunts sous forme de création d'obligations doivent être autorisés par l'assemblée générale des actionnaires

Il consent toutes hypothèques, tous nantissements, délégations, cautionnements, avais et autres garanties mobilières et immobilières sur les biens de la société ;

Il fonde toutes sociétés marocaines, ou autres ou concourt à leur fondation. Il fait à des sociétés constituées ou à constituer tous apports, aux conditions qu'il juge convenables, il souscrit, achète et cède toutes actions, obligations, parts de fondateurs, parts d'intérêts et tous droits quelconques. Il intéresse la société dans toutes anticipations et tous syndicats ;

Il exerce toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant ;

Il autorise aussi tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes antériorités et subrogations avec ou sans garantie et toutes mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits, avant ou après paiement ;

Il arrête les états de situation, les inventaires et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires, il statue sur toutes propositions à lui faire et arrête l'ordre du jour.

Art. 21. — Le conseil peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres les pouvoirs qu'il juge convenables pour l'exécution de ses décisions et pour l'administration courante de la société, il fixe les allocations

spéciales des administrateurs délégués.

Il peut aussi conférer à un ou plusieurs directeurs, membres du conseil d'administration ou non, les pouvoirs qu'il juge convenables pour la direction technique et commerciale de la société et passer avec ce ou ces directeurs des traités ou conventions déterminant la durée de leurs fonctions, l'étendue de leurs attributions, l'importance de leurs avantages fixes et proportionnels ainsi que les autres conditions de leur admission, de leur retraite et de leur révocation.

Le conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telles personnes que bon lui semble, pour un ou plusieurs objets déterminés. Il peut autoriser ses délégués, administrateurs ou autres à consentir les substitutions de pouvoirs.

Art. 22. — Tous les actes concernant la société notamment les retraits de fonds et valeurs les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par deux administrateurs à moins d'une délégation du conseil à un seul administrateur ou à un directeur ou à tout autre mandataire.

Art. 23. — Les administrateurs ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire, relativement aux engagements de la société. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Art. 26. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires, ses décisions sont obligatoires pour tous, même les absents, les dissidents et les incapables.

Art. 27. — L'assemblée générale se tient chaque année avant la fin du mois de juin, aux jour, heure et lieu désignés par le conseil d'administration.

Elle peut être convoquée extraordinairement, en cas d'urgence, par les administrateurs ou par les commissaires.

Art. 33. — L'assemblée générale extraordinaire réunissant les trois-quarts au moins du capital social, peut, sur l'initiative du conseil d'administration, apporter aux statuts toutes modifications, quelles qu'elles soient autorisées par les lois sur les sociétés, sans pouvoir toutefois changer l'objet de la société dans son essence. Si elle ne réunit pas les trois-quarts du capital social, sur une première convocation, de nouvelles assemblées peuvent être convoquées et délibèrent dans les conditions déterminées par le paragraphe 4 de l'article 31, nouveau de la loi du 24 juillet 1867.

Dans toutes les assemblées extraordinaires les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents

Art. 34. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau, les copies ou extraits de ces procès-verbaux, sont signés par un administrateur.

Art. 35. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Toutefois le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis la constitution définitive de la société jusqu'au 31 décembre 1926.

Art. 37. — Les produits de la société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes réserves pour risques commerciaux ou industriels constituent les bénéfices nets.

Sur les bénéfices nets annuels, il est prélevé :

1° Cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ;

2° La somme qui sera déterminée chaque année par l'assemblée générale ordinaire sur la proposition du conseil d'administration pour la constitution d'un fonds de réserve qui sera affecté d'après les indications du conseil en premier lieu à l'amortissement s'il n'a pas été déjà effectué des obligations ou bons qui ont pu être créés en vertu de l'article 13 ci-dessus, en second lieu, soit à l'augmentation du capital, par la transformation desdites réserves en actions, ainsi qu'il est prévu à l'article 12 soit à l'amortissement total des actions ou à leur amortissement partiel par voie de tirage au sort ou autrement et en troisième lieu à une réserve extraordinaire dont l'assemblée déterminera l'emploi et l'affectation.

Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les autres actions sauf le remboursement du capital.

Quant au solde des bénéfices il sera réparti savoir :

Vingt-cinq pour cent au conseil d'administration ;

Soixante-quinze pour cent aux actions, tant celles du capital non amorties que celles de jouissance dérivées en échange de celles amorties.

Art. 39. — A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs qui auront les pouvoirs les plus étendus.

Les liquidateurs pourront notamment en vertu d'une délibération de l'assemblée générale faire la cession ou l'apport des biens, droits, actions, et obligations de la société dissoute.

II. — Déclaration de souscription et de versement

Aux termes d'un acte reçu au bureau du notariat de Rabat, le 24 février 1926, M. Eugène Bonnasse, fondateur de la société par son mandataire porteur d'un pouvoir authentique à cet effet, a déclaré :

Que les deux cents actions qui étaient à souscrire et payables en numéraire, composant le capital de ladite société anonyme « Agricola », ont toutes été souscrites par sept personnes sans qu'il ait été fait de publicité d'émission ni appel au public.

Et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale à la totalité des actions par lui souscrites soit au total cent mille francs laquelle somme a été déposée à la Banque d'Etat du Maroc, à Rabat, à titre provisoire en attendant que la société soit définitivement constituée.

A cet acte a été annexé conformément à la loi, un exemplaire des statuts sus-énoncés, une pièce certifiée véritable au nom de M. Eugène Bonnasse, par son mandataire authentique, contenant la liste des souscripteurs, avec leurs noms, prénoms, profession et domicile, le nombre d'actions par chacun d'eux souscrites, ainsi que l'indication des versements par chacun d'eux effectués.

III. — Assemblée générale constitutive

D'une délibération prise le 20 mars 1926, par l'assemblée générale des actionnaires de la dite société anonyme « Agricola », dont une copie régulière a été rapportée pour minute au bureau du notariat de Rabat, le 8 avril 1926, il appert que la dite assemblée générale :

1° Après vérification reconnaît sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de la société anonyme « Agricola », suivant acte reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat, le 24 février 1926 ;

2° Nomme comme premiers administrateurs pour une durée de six années dans les termes des articles 14 et 17 des statuts :

1° M. Léon Bonnasse, banquier, demeurant à Marseille, 12, boulevard d'Athènes ;

2° M. Eugène Bonnasse, banquier, demeurant à Marseille, 252, avenue du Prado ;

3° Mlle Léa Millot, institutrice, demeurant à Marseille, 252, avenue du Prado ;

Et constate leur acceptation des dites fonctions ;

3° Nomme M. Louis Rivière, demeurant à Marseille, 40, bou-

levard de Saint-Barnabé, commissaire pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice social et sur la situation de la société conformément à la loi ;

Et constate son acceptation de cette fonction ;

4° Approuve les statuts de la société « Agricola » tels qu'ils sont établis par l'acte sous signature privée, dont un original a été annexé à la minute de l'acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat, le 24 février 1926, sus-énoncé ;

Et déclare la société définitivement constituée toutes les formalités prescrites par la loi ayant été remplies.

IV. — Formalités

Les expéditions 1° de l'acte notarié de déclaration de souscription et de versement du 24 février 1926, ainsi que des statuts et de toutes les autres pièces y annexées ; 2° de la délibération de l'assemblée générale constitutive du 20 mars 1926, sus-énoncée, ont été déposées le 10 avril 1926, aux greffes tant du tribunal de première instance que du tribunal de paix de Rabat.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

COMPAGNIE LAINIERE COLONIALE

Société anonyme chérifienne au capital de 400.000 francs entièrement versé.

Siège social :

Salé, rue Sidi Turki

I

Suivant actes sous signatures privées en date, à Salé, du 20 février 1926 dont l'un des originaux est annexé à la minute d'un acte reçu par M^e Louis-Auguste Couderc, chef du bureau du notariat de Rabat, le 9 mars 1926, M. Emmanuel Mazerolle, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 45, rue Levis, a établi les statuts d'une société anonyme desquels statuts il a été extrait littéralement ce qui suit :

Statuts

TITRE PREMIER

Forme - Objet - Dénomination
Siège - Durée

Article premier. — *Forme.* — Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme chérifienne régie par les lois et dahirs en vigueur sur les sociétés par actions au Maroc et par les présents statuts.

Art. 2. — *Objet.* — Cette société a pour objet toutes affaires ayant trait au commerce des laines, tant au Maroc qu'en France ou à l'étranger, et, en général, toutes opérations, tant

en vue de l'importation que de l'exportation, concernant l'agriculture, le commerce et l'industrie au Maroc.

Art. 3. — *Dénomination.* — La société prend la dénomination de « Compagnie Lainière Coloniale ».

Art. 4. — *Siège.* — Le siège social est à Salé, rue Sidi Turki.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville, ou en toute autre ville du Maroc, par simple décision de l'administrateur unique ou du conseil, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise conformément à l'article 32 ci-après.

Art. 5. — *Durée.* — La durée de la société est de 99 années, sauf le cas de dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

Capital social - Actions

Art. 6. — *Capital social.* — Le capital social est fixé à la somme de quatre cent mille francs (400.000 fr.), divisé en quatre cents actions de mille francs (1.000 fr.) chacune.

Art. 12. — *Responsabilité des actionnaires.* — Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent, au delà tout appel de fonds est interdit.

TITRE III

Administration de la société

Art. 14. — *Administration.* — La société est administrée par un seul administrateur ou par un conseil composé de un à trois membres pris parmi les associés et nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas d'administrateur unique, toutes les dispositions du présent statut relatives au conseil d'administration, s'appliqueront à cet administrateur, sauf celles supposant la pluralité d'administrateurs ; par suite, cet administrateur aura seul tous les droits et pouvoirs attribués au conseil d'administration, à charge par lui d'exécuter les obligations imposées audit conseil.

Art. 16. — *Durée des fonctions des administrateurs.* — La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le premier conseil ou l'administrateur unique restera en fonctions jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui délibérera sur les comptes du sixième exercice social et qui le renouvellera en entier.

Le conseil se renouvellera ensuite à raison de un ou deux membres chaque année ou tous les deux ou trois ans, en alternant, s'il y a lieu, de façon que le renouvellement soit complet dans chaque période de six ans,

et se fasse aussi également que possible suivant le nombre de ses membres. Pour la première application de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie ; une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination. Tout membre sortant est rééligible.

Art. 17. — *Pouvoirs du conseil d'administration.* — Le conseil d'administration, ou l'administrateur unique, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Il a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

Il représente la société vis-à-vis des tiers et de toutes administrations ;

Il fait les règlements de la société ;

Il établit des succursales, agences, dépôts, partout où il le juge utile ;

Il nomme et révoque tous ingénieurs, représentants, agents ou employés de la société ; détermine soit d'une manière fixe, soit autrement, leurs attributions, traitements, salaires, remises et gratifications à passer aux frais généraux, ainsi que les autres conditions de leur admission et de leur retraite ; il organise toutes caisses de secours et de retraite pour le personnel, et toute caisse d'assurance ;

Il remplit toutes formalités pour soumettre la société aux lois des pays dans lesquels elle pourrait opérer ; nomme tous agents responsables ;

Il fixe les dépenses générales d'administration ; règle les approvisionnements de toutes sortes ;

Il touche les sommes dues à la société et paie celles qu'elle doit ;

Il détermine le placement des sommes disponibles et règle l'emploi des réserves de toute nature dont il peut disposer comme bon lui semble pour les besoins de la société sans être tenu à en faire un emploi spécial ;

Il souscrit, endosse, accepte et acquitte tous effets de commerce ;

Il délivre tous récépissés et warrants ; il fait et reçoit toutes consignations de marchandises et fait procéder à leur vente ;

Il contracte toutes assurances et consent toutes délégations ;

Il autorise tous prêts, crédits, avances ;

Il règle la forme et la condition d'émission des titres de toute nature : bons à vue, à ordre ou au porteur, bons à échéance fixe à émettre par la société ;

Il peut prendre en toutes circonstances toutes mesures qu'il juge opportunes pour sauvegar-

der les valeurs appartenant à la société ou déposées par des tiers ; il détermine les conditions auxquelles la société reçoit des titres et des fonds en dépôt et en compte courant ;

Il demande et accepte toutes concessions, prend part à toutes adjudications, fournit ou retire tous cautionnements et en donne quittance et décharge ;

Il statue sur tous traités, marchés, soumissions ou entreprises à forfait ou autrement, et contracte tous engagements et obligations ;

Il autorise tous retraites de titres, toutes acquisitions, tous transferts, aliénations de rentes, valeurs, créances, brevets ou licences de brevets d'invention, marques de fabrications, procédés de fabrication, établissements commerciaux ou industriels, et droits mobiliers quelconques, et ce avec ou sans garanties, aux conditions qu'il juge convenables ;

Il consent ou accepte toutes acquisitions, tous échanges de biens et droits immobiliers ainsi que la vente de ceux qu'il juge utiles ;

Il fait toutes constructions et installations de travaux ;

Il contracte tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement, et même par la voie de création d'obligations hypothécaires ou non, pourvu toutefois que le nombre de ces obligations n'exécède pas le chiffre du capital social libéré et non amorti. Toute création d'obligations excédant ce chiffre doit être autorisée par l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions prévues à l'article 32 ci-après ;

Il consent toutes hypothèques, tous nantissements, cautionnements, avais ou autres garanties mobilières ou immobilières sur les biens de la société ; de même il peut accepter tous gages hypothécaires ou autres garanties ;

Il requiert toutes immatriculations ; donne toutes mainlevées ; forme toutes oppositions ; demande toutes prénotations ;

Il fonde toutes sociétés françaises ou étrangères, ou concourt à leur fondation. Il fait à des sociétés constituées ou à constituer tous apports aux conditions qu'il juge convenables ; il souscrit, achète et cède toutes actions, obligations, parts de fondateur, parts d'intérêts, et tous droits quelconques ; il intéresse la société dans toutes participations et tous syndicats ;

Il exerce toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant ;

Il élit domicile partout où besoin est ;

Il autorise aussi tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes subrogations,

antériorités et toutes mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits, avant ou après paiement;

Il arrête les états de situation, les inventaires et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires; il statue sur toutes propositions à lui faire et arrête l'ordre du jour.

Art. 18. — *Délégation de pouvoirs.* — Le conseil peut, en outre, conférer à une ou plusieurs personnes les pouvoirs qu'il juge convenables pour la direction technique ou commerciale de la société; passer avec ce ou ces directeurs, sous-directeurs, ou fondés de pouvoirs, des traités ou conventions déterminant la durée de leurs fonctions, l'étendue de leurs attributions, l'importance de leurs avantages fixes et proportionnels à passer par frais généraux, et les autres conditions de leur admission, de leur retraite et de leur révocation.

Art. 19. — *Signature des actes commerciaux.* — Tous les actes concernant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs, dépositaires et les souscriptions, endos, avais, acceptations ou acquits d'effets de commerce, sont signés soit par l'administrateur unique, soit par deux administrateurs ou, sauf délégation spéciale du conseil, à un seul administrateur, ou à tout directeur ou mandataire, par l'un de ceux-ci.

Art. 23. — En cas de décès de l'administrateur unique, la société sera provisoirement gérée par le ou les fondés de pouvoirs qu'il aura choisis antérieurement et qui devront en aviser d'urgence le ou les commissaires, lesquels devront convoquer immédiatement une assemblée générale en vue de la nomination d'un nouvel administrateur ou d'un conseil.

En cas de décès, démission ou incapacité d'un membre du conseil, celui-ci pourvoit provisoirement au remplacement s'il le juge utile, et la nomination définitive a lieu lors de la première assemblée générale suivante.

S'il ne restait qu'un seul administrateur, celui-ci devrait réunir l'assemblée dans le mois de la vacance.

TITRE IV

Commissaires

TITRE V

Assemblées générales

Art. 25. — *Réunions des assemblées générales.* — Les actionnaires sont réunis chaque année en assemblée générale, par l'administrateur unique, ou le conseil, dans les six pre-

miers mois qui suivent la clôture de l'exercice, au jour, lieu et heure désignés dans l'avis de convocation, le lieu de la convocation pouvant être fixé en France.

Des assemblées générales peuvent être convoquées extraordinairement, soit par le conseil, soit par les commissaires en cas d'urgence, et en particulier en cas de décès de l'administrateur unique.

Le conseil est tenu, dans les cas autres que ceux prévus à l'article 32 ci-après, de convoquer l'assemblée générale dans le délai d'un mois lorsque la demande lui en est faite par des actionnaires représentant au moins le quart du capital social.

Les convocations aux assemblées générales ordinaires sont faites vingt jours au moins à l'avance, par un avis inséré dans un des journaux d'annonces légales du lieu du siège social, ou par lettres-missives. Le délai de convocation est réduit à dix jours pour les assemblées extraordinaires et pour les assemblées ordinaires convoquées extraordinairement ou sur deuxième convocation, sauf l'effet des prescriptions légales et de celles de l'article 32 ci-après, relatives aux assemblées extraordinaires réunies sur deuxième et troisième convocations.

Les avis de convocation doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Toutes irrégularités de convocation seraient d'ailleurs couvertes par l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire dans lesquelles l'unanimité des actionnaires serait présente ou représentée.

Art. 26. — *Composition de l'assemblée générale.* — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires dont les actions sont libérées des versements exigibles. Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister à l'assemblée générale, déposer au siège social quatre jours au moins avant l'assemblée, soit leurs titres, soit les récépissés en constatant le dépôt dans les maisons de banque ou établissements indiqués dans l'avis de convocation. Toutefois, le conseil a la faculté d'accepter les dépôts même en dehors de la limite ci-après.

Art. 27. — *Fonctionnement.* — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil — ou par l'administrateur unique — ou, à leur défaut, par le plus gros actionnaire présent.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant qui représentent le plus grand nombre d'actions.

Le bureau désigne un secré-

taire qui peut être pris hors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille est certifiée par le bureau; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Art. 29. — *Quorum des assemblées ordinaires.* — Les assemblées qui ont à délibérer dans les cas autres que ceux prévus aux articles 32 et 40 ci-après, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant au moins le quart du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau, suivant les formes prescrites par l'article 25; dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre d'actions représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Art. 30. — *Délibérations.* — Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement, sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents; en cas de partage, la voix du président de l'assemblée est prépondérante.

Celles de l'assemblée générale extraordinaire, dans les cas prévus aux articles 32 et 40 ci-après, sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents.

Chaque membre de l'assemblée possède autant de voix qu'il a ou représente d'actions, sans limitation.

Le scrutin secret peut être réclamé par un ou plusieurs actionnaires représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, le dixième du capital social.

Art. 31. — *Objet de l'assemblée générale ordinaire.* — L'assemblée générale ordinaire, annuelle ou convoquée extraordinairement, entend le rapport du conseil ou de l'administrateur unique, sur les affaires sociales; elle entend également le rapport des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil ou par l'administrateur unique.

Elle discute, approuve et redresse les comptes, et fixe les dividendes à répartir.

Elle nomme les administrateurs et commissaires.

Elle détermine l'allocation du conseil et celle des commissaires.

Elle autorise tous emprunts par voie d'émission d'obligations hypothécaires et autres,

excédant le chiffre du capital social libéré et non amorti.

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Enfin elle confère au conseil ou à l'administrateur unique les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à eux conférés sont insuffisants.

La délibération contenant l'approbation du bilan et des comptes doit être précédée du rapport des commissaires à peine de nullité.

Art. 32. — *Objet de l'assemblée générale extraordinaire.* — L'assemblée générale extraordinaire peut, mais seulement sur l'initiative du conseil ou de l'administrateur unique, apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, des modifications quelconques autorisées par les lois sur les sociétés, sauf la restriction ci-après relative à l'objet social.

Elle peut décider, notamment :

Le changement de dénomination de la société et le transfert de son siège social;

L'augmentation ou la réduction du capital social; sa division en actions d'un type autre que celui de mille francs;

Toutes modifications à la forme et aux conditions de transfert des actions, ainsi qu'à la composition et aux calculs des voix de l'assemblée ordinaire;

La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société;

La fusion ou l'alliance de la société avec d'autres sociétés constituées ou à constituer;

Sa transformation en société de toute autre forme;

Le transfert ou la vente à tous tiers, ou l'apport à toute société, des biens, droits ou obligations de la société.

Tous changements à l'objet social, notamment son extension ou sa restriction, sans toutefois pouvoir le changer complètement ou l'altérer dans son essence;

Toutes modifications dans la répartition des bénéfices et de l'actif social.

Dans tous les cas prévus ci-dessus, l'assemblée n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un certain nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social.

Lorsqu'il s'agit de statuer sur les modifications autres que celles touchant à l'objet ou à la forme de la société, et que sur une première convocation l'assemblée n'a pas atteint les trois quarts du capital social, il peut être réuni une nouvelle assemblée qui délibérera vala-

blement si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social; puis, en cas d'échec de cette seconde assemblée, une troisième où il suffit de la représentation du tiers du capital. Ces deuxième et troisième assemblées sont convoquées au moyen de deux insertions prescrites par la loi, faites à quinze jours d'intervalle, tant dans le bulletin des annonces légales obligatoires, que dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, et le délai entre la date de la dernière insertion et celle de la réunion peut être réduit à cinq jours, le délai pour le dépôt des titres au porteur étant alors lui-même réduit de plein droit à trois jours.

Si une décision de l'assemblée générale porte atteinte aux droits d'une catégorie d'actions ou d'actionnaires, cette décision spéciale ne sera définitive qu'après avoir été ratifiée par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits auront été modifiés, ladite assemblée délibérant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents dans les conditions déterminées par le présent article.

TITRE VI

*Etat semestriel - Inventaire
Fonds de réserve - Répartition
des bénéfices*

Art. 37. — *Partage des bénéfices. Fonds de réserve et d'amortissement.* — Les produits de la société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite de tous frais généraux et charges sociales, comprenant notamment les émoluments et tantièmes, même calculés sur les résultats, de tous collaborateurs, administrateurs ou non, à allouer en vertu de l'art. 23 ci-dessus, ainsi que toutes réserves et provisions, notamment pour fluctuation de cours et risques de solvabilité, de tous amortissements de l'actif social, constituent les bénéfices nets.

Sur les bénéfices annuels ainsi établis il est d'abord prélevé :

1° Cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce fonds de réserve cesse d'être obligatoire au delà du sixième légal, mais lorsque pour quelque cause que ce soit, il est descendu au-dessous du dixième, il doit être reconstitué au moyen de prélèvements de 5 % ci-dessus indiqué;

2° Somme suffisante pour payer aux actions un dividende de six pour cent (6 %) sur les sommes dont elles sont libérées et non amorties. Ces intérêts sont cumulatifs, c'est-à-dire que si l'insuffisance des bénéfices d'une ou de plusieurs

années ne permettait pas le paiement, la différence serait prélevée sur les bénéfices de l'année ou des années subséquentes avant toute autre répartition.

Le solde est réparti comme suit :

1° Cinq pour cent (5 %) au conseil ou à l'administrateur unique;

2° Le solde également entre tous les actionnaires.

Toutefois, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil, peut décider le prélèvement sur ce solde de toutes sommes qu'il jugerait à propos pour être reportées à nouveau, soit consacrées à l'amortissement total ou partiel des actions de la société, soit portées en tout fonds de réserve extraordinaire ou de prévoyance dont elle déciderait la création et déterminerait l'emploi, réserves ou fonds qui pourraient être utilisés notamment à servir un dividende aux actions au cas où le résultat de l'exercice ne le comporterait pas.

Art. 38. — Les actions complètement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les actions ordinaires, sauf le premier dividende prévu ci-dessus, et le remboursement en cas de liquidation de la société.

TITRE VII

Dissolution - Liquidation

Art. 40. — *Perte de la moitié du capital social.* — En cas de perte de la moitié du capital social, le conseil ou l'administrateur unique, est tenu de provoquer une réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la société ou de prononcer la dissolution.

L'assemblée générale doit, pour pouvoir délibérer, réunir les conditions de quorum et de majorité fixées par les articles 30 et 32 pour les assemblées extraordinaires.

Art. 41. — *Expiration de la société ou dissolution anticipée.* — A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition du conseil ou de l'administrateur unique, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs de l'administrateur unique ou du conseil et des commissaires. Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, faire l'apport à une autre société de tout ou partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la ces-

sion à une autre société ou à toute autre personne de ces droits, biens et obligations.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation, les mêmes attributions que pendant le cours de la société; elle a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et donner quitus aux liquidateurs.

Après le règlement du passif et des charges de la société, le produit net de la liquidation est employé d'abord à payer aux actions la somme qui, par suite de l'insuffisance de bénéfices distribués, serait nécessaire pour compléter leur premier dividende annuel de 6 % pendant la durée de la société, puis à amortir complètement le capital des actions si cet amortissement n'a pas encore eu lieu; le surplus est réparti aux actions.

II. Suivant acte reçu par M. Couderc, chef du bureau du notariat de Rabat le neuf mars mil neuf cent vingt-six, M. Mazerolle a déclaré :

1° Que le capital en numéraire de la société anonyme fondée par lui sous la dénomination de « Compagnie Lainière Coloniale » et s'élevant à 400.000 francs représentés par quatre cents actions de mille francs chacune, qui étaient à émettre en espèces, a été entièrement souscrit par divers;

2° Et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale au montant des actions par lui souscrites, soit au total 400.000 francs à la succursale de Rabat de la Banque Commerciale du Maroc.

Et il a représenté à l'appui de cette déclaration, un état contenant les noms, prénoms, qualités et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux. Cette pièce, certifiée véritable, est demeurée annexée audit acte notarié.

III. Du procès-verbal dont une copie a été déposée pour minute à M^e Couderc, chef du bureau du notariat de Rabat suivant acte du 20 mars 1926, d'une délibération prise par l'assemblée générale constitutive des actionnaires de la société anonyme dite « Compagnie Lainière Coloniale », il appert :

1° Que l'assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, faite par le fondateur de ladite société, aux termes de l'acte reçu par M^e Couderc le 9 mars 1926;

2° Que ladite assemblée générale a nommé comme premier administrateur unique :

M. Jean Segard, demeurant à

Tourcoing, 1, rue Monthyon, lequel a accepté cette fonction;

3° Que l'assemblée a nommé comme commissaire M. J. Fillet, expert-comptable, demeurant à Rabat, rue du Palais-de-Justice, lequel a accepté cette fonction, pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice;

4° Enfin qu'elle a approuvé les statuts et déclaré la société définitivement constituée.

Expéditions : 1° de l'acte contenant les statuts de la société; 2° de l'acte de déclaration de souscription et de versement et de la liste y annexée; 3° de l'acte de dépôt de l'assemblée générale constitutive ont été déposées aux greffes du tribunal de première instance de Rabat et de la justice de paix du canton nord de Rabat.

Pour extrait et mention.

MARTIN-DUPONT.

AVIS

Réquisition de délimitation
concernant trois immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Sehoul (Salé-banlieue).

Le directeur
des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité ci-dessus désignée, en conformité de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation du groupe des immeubles collectifs dénommés d'autre part, consistant en terres de culture et de parcours appartenant à la fraction des Jiahna, situés sur le territoire de la tribu des Sehoul (Salé-banlieue).

Limites et riverains :

I. — « Bir el Ahmeur », superficie approximative : 300 hectares.

Ouest, nord et est : le domaine forestier, du km. 14,500 de la route de Tiflet au km. 18,700 ;

Sud : le domaine forestier, du km. 18,700 de la route de Tiflet au km. 16,800, puis cette route jusqu'au km. 14,500.

II. — « Ras el Arjat », superficie approximative : 80 hectares.

Nord : route de Salé à Tiflet, du km. 15,330 au km. 16,800 ;
Est : le domaine forestier, du n° 928 au n° 925.

Riverain : Shaïmi ben el Hachemi ;

Sud : ancienne piste de Salé à Camp Monod et une dépression de terrain.

Riverains : Shaïmi ben Hachemi, Ali ben Kassou (Jiahna);
Ouest : Seheb Arjat allant de la piste de Camp Monod au

point kilométrique de la route de Salé à Meknès 15 km. 330.

Riverains : Shaïmi ben Hachemi, Ali ben Kassou, Mohamed ben Kassou (Jiahna).

III. — « Goundal », superficie approximative : 250 hectares.

Nord : ligne parallèle, à environ 800 mètres de la Mamora allant à une daya jusqu'à 400 mètres environ de la naissance du ravin d'Aïn el Gsohb.

Riverain : Driss bel Bahraoui (Jiahna).

Est : de ce point jusqu'à la jonction de deux pistes allant à Sidi Allal Bahraoui. Ligne parallèle et située à 200 mètres environ au nord-est du ravin d'Aïn Gsohb.

Riverain Miloudi bel Laguili (Jiahna).

Sud : la limite suit la piste de Sidi Allal Bahraoui sur 200 mètres environ, puis parallèlement

à cette piste jusqu'à proximité de daya El Behair.

Riverains : Cherki ben Hamou, Miloudi ben Cheikh, Miloudi ben Laguili (Jiahna).

Ouest : de ce puits jusqu'à la daya initiale.

Riverains : Miloudi ben Cheikh et Taïbi ben Kaddour (Jiahna).

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exclusion de la voie ferrée de o, 60.

Les opérations de délimitation commenceront le 3 mai 1926, à neuf heures, au km. 14,500 de la route de Tiflet et se conti-

nueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 13 janvier 1926.

HUOT.

Arrêté viziriel

du 21 janvier 1926 (6 rejeb 1344) ordonnant la délimitation de divers immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Sehoul (Salé-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur des affaires indigènes, en date du 13 janvier 1926 et tendant à fixer au 3 mai 1926 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Bir el Aneur », « Ras el Arjat », « Goundal », appartenant à la collectivité Jiahna et situés sur le territoire de la tribu des Sehoul (Salé-banlieue),

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bir el Aneur », « Ras el Arjat », « Goundal », appartenant à la collectivité des Jiahna et situés sur le territoire de la tribu des Sehoul (Salé-banlieue), conformément aux dispositions du dahir susvisé du 18 février 1924 (1^{er} rejeb 1342).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 3 mai 1926, à 9 heures, au km. 14,500 de la route de Tiflet, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 6 rejeb 1344, (21 janvier 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 1^{er} février 1926.

Le Commissaire
Résident Général.
T. STEEG.

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, Beziers, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Clotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AUMAROC : CASABLANCA, Azemmour, Ber Rechid, Fez, Kéittra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouezzan, Petitjean, Rabat, Safi, Sale, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE, DE BOURSE ET DE CHANGE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissements de tous effets. Édition de chèques. Prêts sur marchandises. Excess de fonds. Opérations de titres. Garde de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

Certifié authentique le présent exemplaire du
Bulletin Officiel n° 704 en date du 20 avril 1926,
dont les pages sont numérotées de 697 à 776 inclus.

L'imprimeur,

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192...

METTEZ EN BOUCHE

chaque fois que vous avez à éviter les dangers du froid, de l'humidité, des poussières et des microbes; dès que vous êtes pris d'éternuements, de picotements dans la gorge, d'oppression; si vous sentez venir le Rhume,

UNE PASTILLE VALDA

dont les vapeurs balsamiques et antiseptiques fortifieront, cuirasseront, préserveront votre GORGE, vos BRONCHES, vos POUMONS.

AYEZ TOUJOURS SOUS LA MAIN DES PASTILLES VALDA

mais surtout n'employez que
LES VÉRITABLES
vendues SEULEMENT

en BOITES
portant le nom
VALDA